



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/28  
19 octobre 2017

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU  
FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quatre-vingtième réunion  
Montréal, 13–17 novembre 2017

**EXAMEN DE LA STRUCTURE GÉNÉRALE  
DU PROGRAMME D'AIDE À LA CONFORMITÉ (DÉCISION 77/38 C))  
ET DU BUDGET POUR 2018**

**DESCRIPTION DU PROJET**

1. Le PNUE a soumis le budget proposé pour son Programme d'aide à la conformité (PAC) pour 2018, d'un montant de 9 863 000 \$US plus 789 040 \$US de coûts d'appui d'agence. La soumission contient le rapport périodique pour 2017 et le programme de travail pour 2018.
2. La soumission du PAC du PNUE pour 2018 est jointe au présent document.

Rapport périodique du PAC pour 2017

3. Les activités suivantes ont été menées :
  - a) Services d'aide à la conformité à 148 pays visés à l'article 5, prenant notamment la forme d'une assistance : à 15 pays pour examiner les écarts entre les données de consommation communiquées en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal et celles figurant dans les rapports d'exécution des programmes de pays ; à 137 pays pour faciliter la communication des données ; à huit pays dotés de plans d'action convenus pour s'attaquer aux problèmes de non-conformité examinés par le Comité d'application au titre de la procédure de non-conformité du Protocole de Montréal, et à d'autres pays en situation de non-respect potentiel ou réel de leurs obligations au titre du Protocole ; et à plusieurs pays en vue de la révision de leurs systèmes d'autorisation des HCFC ;
  - b) Sept réunions de réseau (dont une réunion conjointe) et dix ateliers thématiques régionaux pour examiner des questions liées aux études sur les solutions de remplacement des SAO, les normes, la récupération et la régénération, le commerce illicite et l'application des systèmes d'autorisations et de quotas, la gestion des SAO dans le secteur des pêcheries maritimes et l'Amendement de Kigali ;

Les documents de pré-session du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

- c) Des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités par le biais de cinq tables rondes/campagnes itinérantes sur les technologies sans effet sur l’ozone ou le climat et sur l’Amendement de Kigali dans le cadre de diverses réunions internationales ; trois ateliers de renforcement des capacités et voyages d’études pour le secteur de la climatisation dans les pays à température ambiante élevée ; et une conférence sur les questions liées à l’utilisation des frigorigènes dans le secteur marin/des pêcheries ;
  - d) Préparation et actualisation d’informations et de matériels de sensibilisation (guides, publications, 14 nouvelles notes d’information sur les solutions de remplacement des SAO à faible PRP ; améliorations du site OzoneAction ; portail en ligne OzoneAction d’accès aux documents des réseaux et réunions thématiques ; et deux nouvelles applications pour smartphone (sécurité et meilleures pratiques techniques en réfrigération et climatisation et « What Gas » (Quel gaz)) ; deux cours en ligne sur les frigorigènes ; et une série de notes d’orientation techniques sur les frigorigènes utilisés dans la chaîne frigorifique ;
  - e) Poursuite des partenariats avec les associations professionnelles dont : American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers (ASHRAE), Refrigerants Naturally, Institut international du froid (IIF) et Air-conditioning, Heating and Refrigeration Institute (AHRI) ; lancement de nouveaux partenariats avec l’association brésilienne de la réfrigération et de la climatisation (ABRAVA) (assistance à la formation du secteur de l’entretien des pays visés à l’article 5), et avec l’European Partnership for Energy and the Environment (EPEE) (pour élaborer des scénarios types sur les solutions de remplacement des SAO dans certains pays à température ambiante élevée) ; et
  - f) Poursuite du soutien à la mise en œuvre des plans de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH) en qualité d’agence d’exécution principale dans 71 pays et d’agence de coopération dans 28 pays, et des études sur les solutions de remplacement des SAO dans 84 pays.
4. Les résultats des nouvelles activités mondiales du PAC<sup>1</sup> sont les suivants :
- a) Mise en œuvre continue avec l’AHRI de l’initiative sur les permis de manipulation des frigorigènes (Refrigerant Driving License) en vue de la mise en place d’un programme mondial de formation à la gestion rationnelle des frigorigènes. À ce jour, quatre catégories pour lesquelles une qualification est nécessaire ont été identifiées : petites applications, climatisation commerciale, réfrigération commerciale et entreprises ; la documentation technique sur les petites applications sera révisée et achevée en janvier 2018 au plus tard et sera utilisée à titre expérimental dans deux à trois pays de différentes régions au premier trimestre 2018 ;
  - b) Une réunion de consultation visant à simplifier le programme de formation mondial du secteur de l’entretien des équipements de réfrigération a été organisée ; un cours de formation en ligne sur les frigorigènes, destiné aux non-spécialistes, a été lancé ; et un cours sur les bonnes pratiques d’entretien, destiné aux techniciens et ingénieurs, sera achevé à la fin de 2017. Un kit de formation universel sur les bonnes pratiques d’entretien des équipements de réfrigération pour différents types d’applications et de frigorigènes,

---

<sup>1</sup> Le PNUE a été prié de continuer de soumettre un programme de travail et un budget annuels pour le PAC contenant, entre autres, des renseignements détaillés sur la progression des quatre nouvelles activités identifiées dans le programme de travail de 2016, pour lesquelles des fonds mondiaux seraient utilisés jusqu’à leur achèvement, en application de la décision 77/38 b) i).

pouvant être utilisé par les pays visés à l'article 5, est en cours d'élaboration en collaboration avec l'European Association of Refrigeration, Air-conditioning and Heat Pump (RACHP) ;

- c) Le programme de formation des administrateurs des bureaux de l'ozone sera pleinement opérationnel en 2018 ; le module de formation initiale (destiné aux nouveaux administrateurs et aux autres agents des unités nationales de l'ozone (UNO)) est en cours d'examen ; et le module de formation avancée (destiné aux administrateurs expérimentés) sera achevé en 2018 ; et
- d) Une conférence internationale sur les technologies durables de réfrigération et de climatisation applicables dans le secteur des pêcheries maritimes a été organisée au premier trimestre 2017 en association avec l'ASHRAE, l'IIF et l'ONUDI.

#### Décaissement des fonds

5. Sur les 9 540 000 \$US plus 763 200 \$US de coûts d'appui d'agence approuvés pour 2016, le PNUE devrait restituer 1 471 760 \$US plus 117 741 \$US de coûts d'appui à la 80<sup>e</sup> réunion, conformément à la décision 35/36 d).

#### Stratégie triennale à horizon mobile pour 2018-2020

6. La soumission du PNUE concernant le PAC de 2018 est accompagnée d'une stratégie triennale à horizon mobile pour 2018-2020 révisée en modifiant la dernière année (2018) de la stratégie triennale 2016-2018<sup>2</sup> mentionnée à la décision 75/38 b). La stratégie révisée tient compte de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal et définit les trois objectifs prioritaires suivants :

- a) Aider les pays à respecter leurs engagements en matière d'élimination des HCFC et assurer le respect durable des cibles antérieures ;
- b) Renforcer le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération en vue de l'adoption de solutions de remplacement sans effet sur l'ozone ou le climat ; et
- c) Renforcer les capacités de mise en place d'activités favorables à la réduction progressive des HFC.

7. La stratégie comprend également un quatrième objectif (prioritaire transversal) sur l'utilisation efficace du mécanisme d'échange, qui chevauche les trois objectifs susmentionnés. Le réseau régional, la coopération interpays, le développement et l'élargissement des actions de renforcement des capacités, ainsi que les services d'information, relèvent de cet objectif.

8. Les principaux aspects de la stratégie révisée comprennent : l'assistance à la transition des pays visés à l'article 5 au nouveau régime sur le climat et l'ozone découlant de l'Amendement de Kigali, en commençant par la réduction progressive des HFC tout en continuant d'atteindre les cibles d'élimination des HCFC visées par le Protocole de Montréal ; le soutien à l'évolution du rôle des UNO grâce au renforcement des capacités et à la formation sur les questions liées au remplacement des HFC et à la mise en œuvre des activités de facilitation ; l'assistance en vue de l'adaptation des politiques et réglementations

---

<sup>2</sup> La stratégie triennale à horizon mobile 2016-2018 est axée sur quatre objectifs prioritaires : aider les pays à respecter leurs engagements en matière d'élimination des HCFC ; assurer le respect durable des cibles d'élimination déjà atteintes ; renforcer la capacité d'adoption de solutions de remplacement des HCFC afin de procurer des avantages connexes au plan du climat ; et forger des partenariats venant s'ajouter aux activités du Fonds multilatéral pour atteindre les objectifs du Protocole de Montréal. Elle s'appuie également sur un objectif transversal portant, entre autres, sur un centre d'échange, des réseaux régionaux et le renforcement des capacités.

existantes sur les SAO (systèmes d'autorisations) pour inclure les HFC et l'établissement de liens avec l'élimination des HCFC ; le soutien à l'adoption de méthodologies de collecte, de vérification et de communication de données sur les HFC ; l'assistance en vue de la réduction des obstacles à l'adoption de solutions de remplacement à faible PRP dans les marchés locaux pour éviter le remplacement des technologies à base de HCFC par des solutions à base de HFC et à PRP élevé ; et des conseils aux agents des douanes et aux UNO concernant la surveillance et le contrôle du commerce de HFC avant l'adoption des nouveaux codes douaniers du système harmonisé.

#### Examen de la structure du PAC (décision 77/38 c))

9. Conformément à la décision 77/38 c)<sup>3</sup>, le PNUE soumet un examen de la structure du PAC au titre de la partie IV du PAC pour sa soumission de 2018 à la 80<sup>e</sup> réunion. L'examen interne a évalué la structure des opérations du PAC dans le contexte des besoins et enjeux émergents des pays visés à l'article 5, en particulier après l'adoption de la décision XXVIII/2 concernant la réduction progressive des HFC. L'évolution de la situation des pays visés à l'article 5 depuis la mise en place du PAC a été analysée et les recommandations des évaluations et audits antérieurs du PAC ainsi que de l'étude sur le mécanisme d'échange réalisée en 2017 ont été prises en compte.

10. L'examen indique que des ajustements partiels ont été apportés à la structure, aux opérations et aux ressources pour permettre l'exécution des programmes en cours et répondre aux besoins émergents des pays dans le contexte de l'élimination des HCFC et des activités de facilitation liées aux HFC qui seront mises en œuvre dans les 12 mois à venir. Il indique que d'autres ajustements seront envisagés pour exploiter pleinement le potentiel de la structure et des opérations du PAC et de ses services, afin de répondre aux besoins régionaux et nationaux.

11. Les ajustements partiels sont suffisants pour assurer la mise en œuvre du plan de travail actuel sans outrepasser les responsabilités ou le mandat du PAC. Celui-ci mettra en œuvre des activités de facilitation dans les limites de la restructuration partielle et des ressources actuelles, réévaluera les besoins des pays et présentera ses conclusions à la 82<sup>e</sup> réunion.

#### Plan de travail du PAC pour 2018

12. Les activités menées par le PNUE en 2018 dans le cadre de la stratégie triennale à horizon mobile 2018-2020 et des objectifs prioritaires décrits aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus auront pour mission de :

- a) Continuer d'aider les UNO à gérer leurs programmes d'élimination au titre du Protocole de Montréal en fournissant une assistance en vue du renforcement et du contrôle de l'application des systèmes d'autorisations et de quotas de HCFC et en renforçant les capacités nationales de contrôle douanier et commercial ;
- b) Poursuivre l'exploitation des dix réseaux régionaux d'administrateurs des bureaux de l'ozone sur les questions liées aux activités de facilitation concernant l'élimination des HCFC et la réduction progressive des HFC ; les bonnes pratiques d'entretien relatives aux frigorigènes inflammables ; les tendances en matière de consommation et de rendement énergétiques dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation ; et les problèmes de conversion de ce secteur dans les pays à température ambiante élevée ;

---

<sup>3</sup> Le PNUE a été prié d'examiner la structure globale du PAC et de prendre en considération ses opérations et sa structure régionale dans le contexte des besoins et défis émergents, et de soumettre un rapport final sur cet examen à la 79<sup>e</sup> réunion.

- c) Continuer de fournir des services de conformité aux pays visés à l'article 5 qui risquent de ne pas atteindre leurs cibles au titre du Protocole de Montréal ;
- d) Continuer d'aider les pays visés à l'article 5 à renforcer les capacités du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération grâce à la délivrance de permis de manipulation des frigorigènes ; à un système de certification des techniciens ; à la formation mondiale des techniciens d'entretien ; à des normes types relatives à l'utilisation sécuritaire des frigorigènes inflammables ; et à des études sur l'élimination des HCFC dans le secteur marin/des pêcheries et les pays à température ambiante élevée ;
- e) Mettre en œuvre les activités de facilitation de l'Amendement de Kigali ;
- f) Continuer de produire des supports de formation en ligne pour les agents des douanes et des forces de l'ordre, conjointement avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et le bureau juridique du PNUE, et de gérer et d'améliorer la plateforme informelle de consentement préalable (iPIC) en vue de l'inclusion des HFC ;
- g) Poursuivre les activités du mécanisme d'échange en préparant des publications, en organisant des actions de sensibilisation auprès des instances internationales, régionales et nationales, et en favorisant l'adoption d'outils de renforcement des capacités ; et
- h) Réaliser des activités financées par le Fonds multilatéral (à savoir, 102 PGEH et 104 projets de RI).

#### Modifications apportées au budget du PAC pour 2018

13. Le budget du PAC proposé pour 2018, d'un montant de 9 863 000 \$US plus 789 040 \$US de coûts d'appui d'agence, est présenté à l'annexe 2D de la soumission.

14. Il représente une augmentation totale inférieure à 1 % par rapport au budget approuvé pour 2017 (9 776 000 \$US, plus 782 080 \$US de coûts d'appui d'agence). L'allocation pour dépenses de personnel a augmenté de 87 000 \$US (soit de 1,18 % par rapport à 2017), en raison des augmentations liées aux postes existants ; aucun nouveau poste n'est prévu.

15. Les dépenses de fonctionnement du bureau ont été modifiées pour tenir compte des activités de 2018 figurant dans le PAC révisé ; elles diminuent de 110 000 \$US par rapport au montant approuvé en 2017.

16. Les quatre activités mondiales reportées de 2016 et 2017 ont d'autre part entraîné les modifications suivantes du budget :

- a) Poste 3210 (formation des administrateurs des bureaux de l'ozone) : augmentation de 40 000 à 100 000 \$US ;
- b) Poste 3215 (permis de manipulation des frigorigènes) : augmentation de 40 000 à 80 000 \$US ; et
- c) Aucun financement n'a été alloué à la formation mondiale du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération (60 000 \$US approuvés en 2017) ni à la gestion des SAO dans le secteur des pêcheries (25 000 \$US approuvés en 2017) ;
- d) Poste 3211 (politique et assistance technique) et poste 3213 (sensibilisation et traduction) : baisse de 280 000 à 250 000 \$US ; et

- e) Poste 3214 (besoins émergents) : augmentation de 55 000 à 75 000 \$US.

## **OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT**

### **OBSERVATIONS**

#### Soumission globale concernant le PAC

17. Le Secrétariat a examiné la stratégie triennale à horizon mobile révisée pour 2018-2020 au regard de la stratégie 2016-2018 mentionnée dans la décision 75/38 b).

18. Le Secrétariat a noté que la stratégie à horizon mobile 2018-2020 a été révisée avant la fin de la période triennale 2016-2018, entraînant ainsi la modification du plan de travail pour 2018 prévu dans cette stratégie (étant entendu qu'il s'agit d'une stratégie à horizon mobile et que le budget du PAC est approuvé année par année). On aurait pu s'attendre à ce que la stratégie soit révisée à la fin de 2018 après : une évaluation des initiatives proposées et mises en œuvre ; un examen des enseignements tirés de la transition d'une approche fondée sur des programmes annuels (avant 2016) à une stratégie triennale, et de son impact potentiel sur l'assistance fournie aux pays visés à l'article 5 dans le cadre du PAC ; et l'entrée en vigueur de l'Amendement de Kigali. Les activités liées aux HFC susceptibles d'être approuvées par le Comité exécutif pour 2018 (c'est-à-dire, les activités de facilitation concernant les HFC) auraient pu être mises en œuvre en dehors du budget du PAC. Le Secrétariat a également noté que le PNUE continuera, en 2018 : d'aider les pays visés à l'article 5 à respecter leurs engagements futurs concernant l'élimination des HCFC et à rester en situation de conformité ; de renforcer l'infrastructure du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération ; et de mettre en œuvre les activités financées en dehors du budget du PAC (c'est-à-dire, la mise en œuvre des tranches en cours des PGEH et du RI).

19. Le PNUE a justifié la soumission d'une stratégie révisée par les nouvelles obligations du PAC découlant de la décision adoptée par les Parties au Protocole relative à l'Amendement de Kigali. La mise en œuvre de cet amendement a nécessité la modification de la stratégie triennale de façon à répondre aux besoins des pays concernant l'élimination des HCFC et les activités prévues de réduction progressive des HFC. Bien que les pays n'aient actuellement pas de cible de conformité au titre de l'Amendement de Kigali, l'accord de mener des activités de facilitation, bien qu'il ne représente pas un engagement en matière de conformité, est une importante tâche devant être prise en compte dans la stratégie car elle repose sur l'utilisation des ressources du PAC.

#### Plan de travail et budget du PAC pour 2018

20. Le budget du PAC pour 2018 est conforme à la décision 47/24, car l'augmentation proposée (87 000 \$US) ne dépasse pas les 3 % du budget approuvé pour 2017. Cette augmentation est justifiée et correspond à la souplesse accordée au PNUE par le Comité exécutif pour que l'allocation du financement entre les postes budgétaires du PAC reflète l'évolution des priorités. Cette augmentation est liée à la hausse minimale des coûts salariaux requise par la Commission de la fonction publique internationale. Un récapitulatif des changements apportés entre les budgets du PAC pour 2017 et 2018 est présenté au tableau 1.

**Tableau 1. Comparaison entre le budget du PAC approuvé pour 2017 et le budget proposé pour 2018 (\$US)**

Poste	Approuvé pour 2017	Proposé pour 2018	Différence	Écart (%)
1999 (personnel et déplacements)	7 389 000	7 476 000	87 000	1,18
2999 (sous-traitance/activités mondiales)	500 000	505 000	5 000	1,00
3999 (réunions de réseau/thématiques)	1 157 000	1 262 000	105 000	9,08
4999 (équipement/locaux/rapports)	730 000	620 000	(110 000)	-15,00
<b>Total</b>	<b>9 776 000</b>	<b>9 863 000</b>	<b>87 000</b>	<b>0,89</b>

## RECOMMANDATION

21. À la lumière des informations communiquées par le PNUE et des observations ci-dessus, le Comité exécutif pourrait envisager de :

- a) Approuver le budget du Programme d'aide à la conformité (PAC) du PNUE pour 2018, d'un montant de 9 863 000 \$US, plus 8 % de coûts d'appui d'agence (789 040 \$US), figurant à l'annexe I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/28 ;
- b) Demander au PNUE de fournir un rapport final à la 82<sup>e</sup> réunion sur :
  - i) L'examen de la structure globale du PAC, de ses opérations et de sa structure régionale dans le contexte des besoins et défis émergents des pays visés à l'article 5 ; et
  - ii) Les quatre activités mondiales (programmes de formation des administrateurs des bureaux de l'ozone, permis de manipulation des frigorigènes, programme mondial de formation du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération, et gestion des SAO dans le secteur des pêcheries) identifiées dans la stratégie triennale à horizon mobile 2016-2018, en fournissant des détails sur le coût total, les réalisations et les résultats associés ainsi que leur contribution à la conformité des pays visés à l'article 5, conformément au mandat du PAC et à la décision 75/38 c) i) ;
- c) Demander en outre au PNUE que ses futures soumissions du budget du PAC continuent de :
  - i) Fournir des informations détaillées sur les activités devant utiliser les fonds mondiaux ;
  - ii) Élargir la priorisation du financement entre les postes budgétaires du PAC pour tenir compte de l'évolution des priorités et en donnant des détails, conformément aux décisions 47/24 et 50/26, sur les réaffectations effectuées ; et
  - iii) Rendre compte des niveaux des postes actuels et informer le Comité exécutif de toutes modifications qui y seront apportées, notamment concernant toute augmentation des crédits budgétaires.
  - iv) Fournir un budget pour l'exercice en cours (2019) et un rapport sur les dépenses estimées de l'exercice précédent (2018), en tenant compte des alinéas c) ii) et iii) ci-dessus.

**UNITED NATIONS ENVIRONMENT  
COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME (CAP)**

**2018-2020 THREE YEAR ROLLING STRATEGY  
2018 WORKPLAN, ACTIVITIES AND BUDGET PROPOSAL  
2017 PROGRESS REPORT  
&  
REVIEW OF CAP**



Presented to the  
80<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee  
of the Multilateral Fund for the Implementation  
of the Montreal Protocol

18 August 2017

United Nations Environment



## TABLE OF CONTENTS

<b>PART I: CAP THREE-YEAR ROLLING STRATEGY - 2018-2020 .....</b>	<b>2</b>
1. EXECUTIVE SUMMARY .....	2
2. KEY FEATURES OF THE 3 YEAR CAP STRATEGY.....	4
3. CAP FOCUS 2016-2018 .....	7
Annexes	
<b>ANNEX 1A: EXECUTIVE COMMITTEE DECISIONS RELATED TO CAP</b>	
<b>ANNEX 1B: OVERVIEW OF CAP</b>	
<b>PART II: PLANNED OVERALL CAP SERVICES IN 2018 .....</b>	<b>19</b>
1. CAP FOCUS in 2018.....	19
2. GLOBAL CAP SERVICES AND PRODUCTS.....	19
Annexes	
<b>ANNEX 2A: LOGICAL FRAMEWORK ANALYSES FOR 2018</b>	
<b>ANNEX 2B: COUNTRY SPECIFIC CAP SERVICES PROPOSED FOR 2018</b>	
<b>ANNEX 2C: COUNTRY SPECIFIC PROJECT SERVICES PROPOSED FOR 2018</b>	
<b>ANNEX 2D: 2018 CAP BUDGET PROPOSAL</b>	
<b>ANNEX 2E: 2018 CAP BUDGET FINANCIAL ANALYSIS</b>	
<b>PART III: 2017 PROGRESS REPORT .....</b>	<b>24</b>
Annexes	
<b>ANNEX 3A: PROGRESS AND ACHIEVEMENTS RELATIVE TO 2017 LFA</b>	
<b>ANNEX 3B: PROGRESS REPORT ON FOUR NEW GLOBAL ACTIVITIES</b>	
<b>ANNEX 3C: CAP PARTNERSHIPS FOR OZONE PROTECTION AND CLIMATE CO-BENEFITS</b>	
<b>ANNEX 3D: REPORT ON UTILISATION OF CAP STAFF FOR MULTILATERAL FUND</b>	
<b>ANNEX 3E: NETWORK AND THEMATIC MEETINGS</b>	
<b>PART IV: REVIEW OF THE OZONATION COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME .....</b>	<b>27</b>
1. EXECUTIVE SUMMARY .....	27
2. OVERVIEW.....	27
Annexes	
<b>ANNEX 4A: OZONATION CLEARINGHOUSE SURVEY ON PUBLICATIONS, INFORMATION SHARING AND CAPACITY BUILDING TOOLS</b>	

## Part I: CAP three-year rolling strategy - 2018-2020

---

### 1. EXECUTIVE SUMMARY

1. This document presents a revised strategic vision and programmatic framework for United Nations Environment (UNEP) Compliance Assistance Programme (CAP) for the period 2018-2020 for the consideration of the 80th Executive Committee meeting. It includes a revised three-year rolling strategy, the 2018 CAP work plan, activities and budget, 2017 CAP progress report, and an analytical review of the CAP overall structure and operations to meet emerging needs.

2. The rolling three year strategy presented in 2015 has been revised based on the current and anticipated needs of countries operating under Article 5 of the Protocol and takes into account significant developments emanating from the Kigali Amendment to the Montreal Protocol and the relevant decisions of the Executive Committee<sup>1</sup>. This strategy brings to bear the expertise developed by CAP, builds on the lessons learnt and aims to address in a comprehensive way the multitude of emerging trends, challenges and cross-cutting issues that developing countries face in the current context of the HCFC phase-out implementation to meet the 35% phase-out target in 2020, prepare for the 67.5% in 2025, and initiate enabling activities for an HFC phase-down post-Kigali. The strategy reflects the flexibility in structure and operations of the CAP to be able to meet the current and emerging country needs.

3. UN Environment was entrusted by the Parties in 1991 as an Implementing Agency of the Multilateral Fund and assigned a clearinghouse function in line with Article 10 of the Montreal Protocol<sup>2</sup>. Over the last twenty six years, UN Environment has contributed to the universal ratification and five amendments by Article 5 countries, the very low rate of non-compliance and timely data reporting by countries of Article 7 and Country Programme data as per national obligations.

4. CAP is fulfilling UN Environment's mandate by strengthening the capacity of Article 5 governments – particularly National Ozone Units and National Ozone Officers (NOUs and NOOs) – as well as industry and other government agencies to elaborate and enforce the policies required to implement the Protocol. CAP services cover a wide range of topics including technical capacity building support on regulatory infrastructure, policies, licensing and quota systems, enforcement, and refrigeration technicians.<sup>3</sup> These services have enabled the NOOs to smoothly transition the different technology challenges, sustain compliance and meet national ODS phase out targets since 1991.

5. CAP's 145 developing country clients cover a broad spectrum ranging in terms of size, population and consumption and production of ozone depleting substances (ODS), from Niue to China. This varied client base includes 48 countries classified by the UN system as Least Developed Countries (LDCs) and 38 countries classified as Small Island Developing States (SIDS). While the approaches and challenges between regions and countries differ, there are some general challenges facing Article 5 countries in their national HCFC phase-out management. CAP offers on an average over 500 compliance assistance services annually to Article 5 countries to achieve and sustain compliance.

---

<sup>1</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/33/Rev.1. In 2015, UN Environment submitted the first three-year rolling CAP strategy covering the years 2016-2018 to the 75th Executive Committee meeting. This document presents a revision of that strategy for the period 2018-2020 and takes into account the Kigali Amendment.

<sup>2</sup> As per Article 10 of the Montreal Protocol, the clearinghouse function comprises: (i) Assist Article 5 Parties through country specific studies and other technical co-operation, to identify their needs for co-operation;(ii) Facilitate technical co-operation to meet these identified needs;(iii) Distribute, as provided for in Article 9, information and relevant materials, and hold workshops, training sessions, and other related activities, for the benefit of Parties that are developing countries; and (iv) Facilitate and monitor other multilateral, regional and bilateral co-operation available to Parties that are developing countries.

<sup>3</sup> Decisions relating to CAP – Annex 1A; Mandate and overview of the CAP-Annex 1B.

6. This revised 3 year CAP strategy and planned 2018 workplan, activities and budget is built on experience gained by CAP in twenty six years of implementation of Montreal Protocol activities in the previous ODS phase out programmes, CFC phase-out and in meeting current HCFC phase-out targets due to changing and evolving technologies and challenging national landscapes<sup>4</sup>. It also reflects the experience gained by the CAP in delivering a large portfolio of diverse projects in 134 Article 5 countries and in-depth knowledge on national challenges faced by countries in the ODS phase out.

7. CAP will continue to meet Article 5 country needs for 2018 and beyond, through four revised overarching objectives and 17 strategic programme objectives (as illustrated in Figure 1 below) which reflect defined areas in which UN Environment has a unique profile and comparative advantage. The three programme-driven overarching objectives are relevant to meeting country needs in both HCFC phase-out and planned HFC phase-down activities. The strategic programme objectives are driven by actions and activities that offer the possibility to be readjusted, modified and or reinforced based on Article 5 country ongoing needs in the post-Kigali context and in addressing ExCom decisions. Objective 1 aims at ensuring compliance assistance with phase out targets and Objective 2 builds on the extensive experience acquired and CAP tools launched for a holistic refrigerant management in the servicing sector, whilst Objective 3 provides a gateway to initiate enabling activities (Meeting of the Parties decision XXVIII/2)<sup>5</sup> in preparation for the HFC phase down. Objective 2- in addressing the servicing sector needs will make the necessary bridge between the Objective 1 and 3 and especially drive the technology selection by countries in the transition to low global warming potential, non-HCFC and non-HFC alternatives.

8. The Clearinghouse mandate (transversal Objective 4) is the pillar of CAP, and will support all three objectives by assisting countries to successfully implement their Montreal Protocol commitments as well as providing a platform for all Implementing Agencies. The aim is to build on countries experience, harness the Clearinghouse function and tools developed by CAP as well as other Agencies to deliver sustainable capacity building in the refrigeration servicing sector, enforcement and legislation, and ensure integration into national HPMPs whilst taking into account activities for the HFC phase-down.

9. Aside from the traditional CAP services, concurrently, CAP staff manage a large portfolio of projects (550 ongoing) in 134 developing countries. CAP is responsible for implementing the Institutional Strengthening (IS) projects in 104 countries and HCFC phase out management plans (HPMPS) as the Lead Agency in 78 countries and as Cooperating Agency in 28 countries.<sup>6</sup> In the last two years, CAP also assisted NOOs to undertake non-ODS alternative surveys in 84 countries.<sup>7</sup> Given the country-driven nature of all CAP services, approved project funds are disbursed to the countries for implementation. Whereas this mechanism has certainly built the country institutional capacity and ownership to manage Montreal Protocol programmes, in order to meet the growing needs for CAP financial and administrative project support, CAP Support Staff have been reassigned and trained to undertake financial operations.<sup>8</sup>

10. This proposed 2018-2020 three-year rolling strategy also takes into account the internal CAP Review (decision 77/38 (c)). Partial restructuring and retooling of the CAP global structure has been realised over the last four years. These partial adjustments have been made to the structure, operations and resources to meet current programme delivery and to facilitate implementing additional enabling activities in the next 12 months based on the Kigali Amendment. However, there are opportunities to better harness the CAP teams' capacities. Restructuring of CAP teams around themes (such as

---

<sup>4</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/33/Rev.1

<sup>5</sup> Decision related to the amendment phasing down hydrofluorocarbons

<sup>6</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/24. Multilateral Fund projects approved for UN Environment as per the 2016-2018 Business Plan

<sup>7</sup> 65% completed reports in 84 countries.

<sup>8</sup> Four Regional Support Staff (Bahrain, Bangkok, Nairobi and Panama) and two staff in Paris have been trained to undertake financial operations in the UMOJA system and are supervised by the Paris Fund Management Officer. Other Support Staff are also assigned for specific functions to facilitate administrative support to all CAP staff. (See Part IV on CAP review).

Institutional Strengthening/capacity building, refrigeration servicing sector, enforcement-licensing and quota systems and Kigali Amendment) as well as evaluating skills sets with regional staff delivering both regional and inter-regional or global activities will be carried out during the next year. Moreover, an in-depth assessment of project workload per team (CAP services, IS, HPMP and enabling activity projects, as well as support to early Kigali Amendment ‘ratifiers’ and or those working towards ratification) will enable a more comprehensive review of the overall structure to meet programme needs. Without any increase in additional resources, the existing partially revised structure and operations provide a sound framework for implementing a certain number of enabling activities to meet emerging needs post-Kigali.<sup>9</sup>

11. To deliver these planned comprehensive compliance assistance services to Article 5 countries including support to initiate enabling activities as per the Kigali Amendment, during the first year of the revised three-year rolling strategy, i.e. 2018, UN Environment is requesting approval from the Executive Committee for a total budget of US \$ 10,652,040 which includes project cost of US\$ 9,863,000 and programme support costs (PSC) of 8 per cent (US\$ 789,040). UN Environment also seeks the Executive Committee’s endorsement of this 2018-2020 revised three-year rolling CAP strategy, with the possibility of modifications as per the Committee’s guidance.

12. This document comprises four parts: Part I describes the revised three-year rolling CAP strategy (2018-2020). Part II corresponds to the CAP 2018 work plan, activities, compliance assistance services and budget; Part III presents an overview of progress in implementation of CAP (2016-2017); and Part IV presents the internal review of CAP overall structure and operations.

## **2. KEY FEATURES OF THE 3 YEAR CAP STRATEGY**

### *Work plan*

13. OzonAction CAP is working to ensure that Article 5 countries experience a seamless transition to the evolved climate and ozone context resulting from the Kigali Amendment with minimal disruptions. Our goal is to help them make a “quick start” on addressing HFCs, while at the same time not distracting them from reaching their existing HCFC targets. Such a “smart approach” can achieve the Montreal Protocol’s objectives and “climate co-benefits.”

### *Evolving role of National Ozone Units*

14. A flagship activity of UN Environment and a core mechanism of the Multilateral Fund family of institutions, the Regional Networks of National Ozone Officers will continue to provide a forum for experience exchange and knowledge transfer. The Kigali Amendment has catalysed a change in the role and responsibilities of Ozone Officers. Replacing HFCs with the new generation of refrigerants will require additional specific capacity building and training at national level both for the National Ozone Officers as well as the refrigeration air conditioning technicians. Recurring activities such as the compliance assistance services will continue throughout the three years, re-adjusted based on the lessons learnt. Forward looking Objective 3 describes potential enabling activities that would assist countries in preparation for the HFC phase down. These activities, which have been at the core of CAP’s mandate since its inception, focused previously on ODS phase out will now be extended to support the HFC phase down.

### *Policies*

15. Article 5 countries will need to strengthen their policy and regulatory infrastructures and review, update and/or develop legislation, including import/export licensing and quota systems to reflect the Kigali Amendment requirements. HFC policy design may expand on existing regulatory frameworks that have enabled a successful phase out of ODS and or require elaboration of new policies. Specific support will be accorded to NOUs to assess whether existing ODS controls are now fit for purpose to include HFCs and establish links between the HCFC phase out.

---

<sup>9</sup> Paragraph 20 of the MOP decision XXVIII/2

#### *Data reporting*

16. CAP will explore the opportunities for synergy in policies, for data gathering, analysis and reporting, license and quota systems, updating regulations/legislation for both HCFC phase-out and HFC phase-down. Article 5 countries will need to adopt HFC data collection, verification and reporting methodologies (including CO<sub>2</sub>-equivalents) For many countries, this will need to be done by building on the lessons learned during the preparation of the ODS alternatives surveys.

#### *Refrigeration servicing sector*

17. For the majority of Article 5 countries, the refrigeration servicing sector continues to be the largest or the only consumer of ODS and is therefore one of the most important sectors being addressed by the Multilateral Fund.<sup>10</sup> The possibility to address HCFC phase-out concurrently with an HFC phasedown could potentially allow a more holistic, robust and comprehensive approach to assist the sector to reduce consumption, ensure safe handling, as well as to ensure equipment operate in optimal conditions thus reducing the energy consumption.

18. Service technicians and operators need to be properly trained to safely commission, service, repair and decommission equipment based on alternative technologies (flammable, higher toxicity, higher pressure). HPMPs provide countries an opportunity to make the right technology choices of non-HCFC, low-GWP refrigerants and non-HFCs. Over the last years, CAP forged new partnerships to support activities for sustainable technician training and good servicing practices under the HPMPs. CAP will coordinate with all stakeholders a global training for technicians in good practices<sup>11-12</sup> and a harmonized model RAC certification programme for Multilateral Fund-wide use.<sup>13</sup>

#### *Market transformation*

19. Reduction of national and regional barriers to promote the early introduction of low-GWP alternative technologies to Article 5 country markets is needed immediately to avoid the replacement of HCFC-based technologies with high-GWP HFC-based technologies. OzonAction will continue to conduct regional and inter-regional thematic technical workshops for NOOs to urge countries adopt and adapt if necessary, current standards that would facilitate the market entry and national technology choices for low-GWP alternatives to HCFCs and HFCs.<sup>14</sup>

#### *Customs*

20. Given that illegal and unwanted ODS trade is a transnational issue, empowering, building skills and equipping customs and enforcement staff are vital if the Montreal Protocol is to be ultimately successful.<sup>15</sup> The CAP informal and voluntary informal Prior Informed Consent mechanism (iPIC- 113 participating countries), and training materials for customs and enforcement officers, are useful tools to reduce discrepancies between import/export data, identify and reduce illegal trade. National customs and enforcement training programmes need to be reinforced to reflect the Kigali Amendment obligations. Article 5 countries will need regional network

21.

---

<sup>10</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/11, para 64.

<sup>11</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 47.

<sup>12</sup> MLF/IACM.2017/1/3. HFC-134a consumption is expected to grow in the next 20 years at a rate of 6 per cent, and those applications including mobile air-conditioning application (MAC) will continue to account for more than 95 per cent of the total HFC-134a consumption

<sup>13</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, paras 44 and 48.

<sup>14</sup> During recent years, CAP undertook capacity building work in this area in different sessions during thematic or Network meetings and developed factsheets and introductory handbooks on international standards and safety issues in the RAC sector.

<sup>15</sup> Under the Multilateral Fund, more than 18,000 customs and enforcement officers worldwide have been trained by various agencies, the vast majority by CAP.

**Assist Article 5 countries to achieve and sustain compliance with their Montreal Protocol obligations and promote associated climate co-benefits**

2018-2020

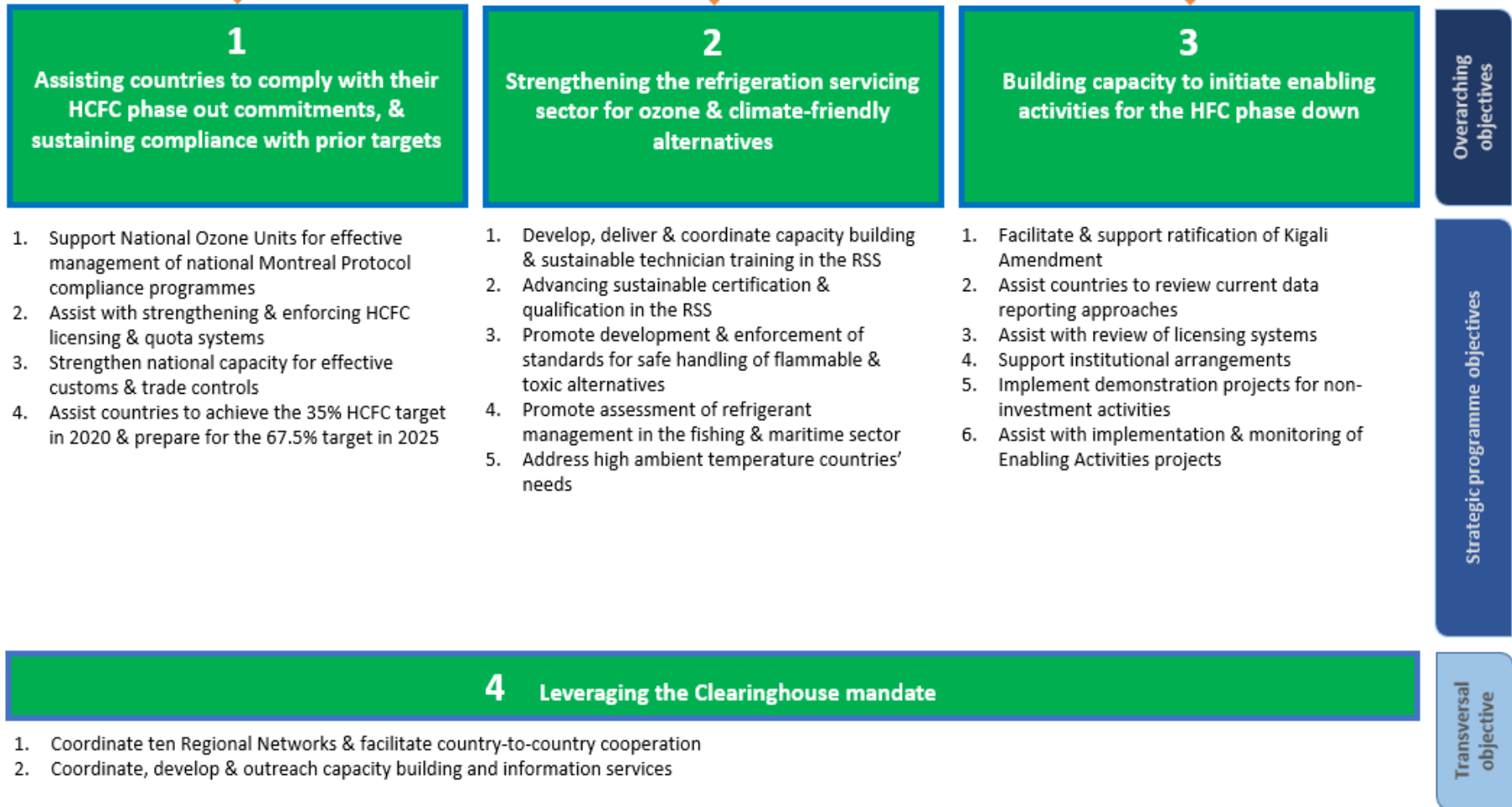


Figure 1 – CAP Strategy and Focus Overview

### **3. CAP FOCUS 2016-2018**

#### **Overarching Objective 1: Assisting countries to comply with their HCFC phase out commitments and sustaining compliance with prior targets**

22. The HCFC phase out continues to be a high priority for all Article 5 countries and will continue to guide CAP in the period 2018-2020 as it provides comprehensive support to countries. CAP will provide technical assistance for all aspects of the HCFC phase out through: compliance assistance services, sustainable training of NOOs and technicians, HPMP project preparation and implementation, enforcing policies and regulations, licensing/quota systems, and clearinghouse services.

#### **Strategic Programme Objective 1: Support National Ozone Units for effective management of national Montreal Protocol compliance programmes**

23. The NOU is the focal point for collecting and reviewing Country Programme data for submission to the Fund Secretariat and Article 7 data to the Ozone Secretariat. The country-driven approach requires countries to have Ozone Officers with the necessary advanced skills and continuous training to effectively manage various activities at national, regional and global levels. It should be emphasized that NOOs are constantly facing challenges in performing their tasks, these could range from the monitoring and enforcement of the ODS legislation, to HCFC licensing systems, to providing advice to the government on choice of technologies and country data reporting. CAP will advocate for and develop tools to ensure NOOs have necessary capacity for holistic management, use and phase out of HCFCs.

##### **Expected results**

- NOUs collect, review and report accurate Article 7 and Country Programme data as per deadlines.
- All IS projects approved for UN Environment are implemented in a timely and effective manner.
- All NOUs supported by CAP staff in a timely manner.
- New Ozone Officers and/or their assistants acquire basic skills and interested experienced Ozone Officers assistants acquire advanced skills to enhance their national programmes.
- NOUs are assisted to monitor and sustain earlier phase out targets.
- Common information technology (IT) tools (e.g. cloud-based NOU knowledge management hub, Montreal Protocol registry, Help Desk, etc.) are identified and piloted.

##### **Actions**

- Provide support to NOUs for accurate and timely Article 7 and Country Programme data reporting; promote online data reporting system and assist NOUs to use it.
- Provide NOUs with technical assistance to expedite the preparation, implementation, monitoring and reporting on their IS tranches.
- Deliver specific compliance assistance and capacity building services to NOUs
- Provide training and offer advanced training to all new Ozone Officers and/or their assistants using the newly-developed training modules and/or via Country-to-Country assistance.
- Help NOUs monitor status of phase out targets already achieved (2013 HCFC freeze, 2015 10% HCFC reduction, 2015 total methyl bromide phase out, and maintenance of zero consumption of the other ODS already phased out) through Network meetings and CAP assistance.
- Explore need-based IT solutions to support NOU operations through surveys.

#### **Strategic Programme Objective 2: Assist with strengthening and enforcing HCFC licensing and quota systems**

24. An effective and operational licensing system is crucial for Article 5 countries since they control HCFC imports and exports at compliance levels and provide the data needed for Article 7 and Country Programme reporting. Similarly, quota systems maintain allocations of imported HCFCs at agreed levels and help NOUs manage the demand side. The effective operation of these systems by Article 5 countries continues to be one of CAP's major priorities through different components of the Clearinghouse, i.e. network meetings, compliance assistance services, the informal Prior Informed Consent (iPIC) mechanism, capacity building, and ICE services.

### **Expected results**

- Using knowledge, experience and best practices from peers within and outside of their region, NOUs effectively monitor and operate their HCFC licensing and quota systems as per Montreal Protocol/Multilateral Fund targets.
- NOUs undertake national assessments of their HCFC licensing and quota systems and identify areas for improvement.
- NOUs identify strategies for effective enforcement of their HCFC licensing and quota systems.
- An increase in the number of Article 5 countries that use an e-licensing system for HCFCs.
- Countries use the informal Prior Informed Consent (iPIC) mechanism to complement and support their HCFC licensing and quota systems.

### **Actions by CAP**

- Share inter-regional experiences with licensing and quota systems, identify challenging areas, and document and share best practices with regard to design, implementation and enforcement.
- Use Network meetings and information materials to help NOUs assess their own, and each other's, HCFC licensing and quota systems to identify strengths/weaknesses.
- Identify and share approaches for effective enforcement of licensing and quota systems.
- Raise awareness about the advantages of e-licensing systems, and collect and share examples of countries that have adopted such systems.
- Promote iPIC through the Clearinghouse and Network meetings.

## **Strategic Programme Objective 3: Strengthen national capacity for effective customs and trade controls**

25. The successful implementation of any licensing system depends on properly trained customs and enforcement officers who are at the front-line of the Montreal Protocol's trade controls. Those officers must be able to identify the controlled substances, facilitate their legal entry and curtail their illegal trade based on national regulations and policies. Building the skills of customs and enforcement staff under HPMPs, promoting close cooperation between NOUs and customs, and assisting with policy development and enforcement remains a core objective of CAP. CAP will continue to support NOUs and customs agencies through the maintenance and provision online e-learning courses CAP will use thematic meetings and border dialogues, as well as cooperation with WCO, RILOs and other trade-related organisations, to further enhance cooperation on Montreal Protocol-related customs enforcement issues.

### **Expected results**

- Countries update, monitor and enforce national regulations and policies to facilitate and monitor legal HCFC trade and to combat illegal trade.
- NOUs fully understand their country's trade of HCFCs and HCFC-based equipment, regularly monitor and analyse it, and investigate data differences/discrepancies.
- Customs agencies and NOUs deliver effective customs and enforcement training workshops.
- Article 5 countries adapt and use the UN Environment-World Customs Organization e-learning modules to deliver their national customs training; identify and initiate approaches for fostering the long-term sustainability of customs training in their countries.
- Illegal HCFC trade is diminished/prevented by intra-regional and inter-regional cooperation between Article 5 countries, and between regional/international customs/trade organisations.
- Customs agencies are well-informed about strategies for storing/disposing of seized refrigerants.

### **Actions**

- Provide policy support and training via Clearinghouse to NOUs and customs officers to support trade regulations; identify/analyze differences/discrepancies of reported HCFC trade data.
- Provide technical assistance, CAP services and support for the organization of national customs workshops under HPMPs.
- Outreach, demonstrate and promote the e-learning customs training modules.
- Cooperate with WCO and RILOs on the organization of regional customs and enforcement thematic training aimed at combatting illegal HCFC trade.



- Collect, document and share experiences for how customs deal with seized refrigerants.

#### **Strategic Programme Objective 4: Assist countries to achieve the 35% HCFC target in 2020 and prepare for 67.5% target in 2025**

26. HPMPs are one of the principal means by which Article 5 countries achieve compliance with the Montreal Protocol's HCFC controls. For the period 2018-2020, CAP will continue to give the highest priority to supporting Article 5 countries with the implementation of their approved HPMP tranches and the preparation of new HPMP stages, with complementary support through the full range of Clearinghouse services. CAP will provide project support, policy and technical assistance and guidance to help the countries meet their 2020 and 2025 HCFC phase out obligations.

##### **Expected results**

- Ongoing and new HPMP Stage I and Stage II tranches implemented in a timely and effective manner.
- HPMPs for which UN Environment is the Lead Agency and or Coordinating Agency are well-coordinated with other Agencies.
- Completed HPMP tranches are verified in a timely and effective manner.
- All countries requesting UN Environment assistance with Stage I or Stage II tranches, or new Stage II HPMPs are supported to prepare, submit and initiate those projects.
- NOUs receive supplementary training on CAP products especially for refrigeration servicing sector to make informed choices about non-HCFC technologies as they implement the HPMPs.
- NOUs undertake assessments on new technology market as they phase out HCFCs under the HPMPs, to help inform future decision-making on low GWP alternatives.

##### **Actions**

- Provide NOUs with technical assistance to expedite implementation, monitoring and reporting on their ongoing and new HPMP Stage I and Stage II tranches.
- Coordinate with Cooperating Agencies for HPMPs where UN Environment is the Lead Agency.
- Implement HPMP verification projects as required by Executive Committee.
- Draft, prepare and submit Stage I and Stage II tranches, and Stage II HPMPs.
- Provide targeted information services on technologies and policies based on needs to support HPMPs.
- Initiate market analyses related to the introduction of non-HCFC and low-GWP alternatives, building on the experience of the ODS alternative surveys.

#### **Overarching Objective 2: Strengthening the Refrigeration Servicing Sector for Ozone- and Climate-Friendly Alternatives**

27. For the majority of Article 5 countries the refrigeration servicing sector continues to be the largest or the only consumer of ODS. Moreover, about 95 Article 5 countries use solely HCFC-22 in this sector.<sup>16</sup> Thus the emphasis on related services and products that can be directly incorporated into the national HCFC phase-out programs crucial for ensuring compliance for most of A5 countries. Service technicians and operators need to be properly trained to safely commission, service, repair and decommission equipment based on alternative technologies (flammable, higher toxicity, higher pressure). HPMPs provide countries an opportunity to make the right technology choices of non-HCFC, low-GWP refrigerants and non-HFCs as well embrace energy efficiency. The training of technicians on good servicing practices and containment can reduce leakage rates and emissions and hence contribute to decrease the climate impact of HCFC phase-out.

28. Assistance for assessing the feasibility of alternatives, adopting standards and codes for safe introduction of products into markets as well as addressing the needs of special sectors like the technology assessment for the marine/fishery and high ambient temperature (HAT) sectors. The extensive work undertaken by bilateral and implementing agencies in developing and implementing training programmes, in particular the

---

<sup>16</sup> IACM 2017-4.

partnership that UN Environment CAP has established with world-recognized training and certification institutes should be expanded.<sup>17</sup>

### **Strategic Programme Objective 1: Develop, deliver and coordinate capacity building and sustainable technician training in the refrigeration servicing sector**

29. In the period 2018-2020, CAP will continue to strategize partnerships and cooperating relationships to ensure provision of the required support for the RSS. Such a diversity of partners allows for the provision of appropriate and competent services to each group of servicing sector stakeholders and the possibility of delivering quicker messages.<sup>18</sup> CAP designed different training services and products in collaboration with partners taking into consideration the decisions of the Executive Committee related to the refrigeration servicing sector and the experience gained in CAP on the review of stand-alone activities and phase-out plans addressing the servicing sector.

#### **Expected results**

- A global overarching strategy for streamlining the training in the servicing sectors produced and standard training program is developed and imparted in cooperation and consultation with Implementing Agencies, Article 5 countries, international RAC associations and under guidance from the Multilateral Fund Secretariat.
- Good practice training modules that adequately address the safety aspects of alternative refrigerants, in accordance to the operating conditions in Article 5 countries, are developed, introduced and incorporated into national training programs under the HPMPs.<sup>19</sup>
- A Universal Training Kit (modules), that tackles the good practices for different types of applications and refrigerants, is developed and incorporated into the training programs under HPMPs.
- National technical and vocational curricula, in Article 5 countries, are updated using the good practices training materials and tools.
- Specialized training program and tools for promoting the recovery/recycling practices are produced, in cooperation with Implementing Agencies and specialized associations, and introduced to support the operation of national reclamation centers and schemes funded by Multilateral Fund.
- E-learning tools aiming at upgrading the skills of service practitioners, i.e. technicians and engineers, with regard to the sound management of refrigerants, are developed, offered and widely used by different stakeholders in Article 5 countries.
- The UNEP/ASHRAE e-Learning Refrigerant Literacy course is widely offered and completed leading to elevating the knowledge and understanding of current and future refrigerants amongst.
- Special simplified tool, mainly for use of the unorganized (informal) servicing sector, such as pocket guides, videos, posters and others are developed and used by NOUs in the HPMP training activities.
- National and/or regional RAC industry associations in LVCs are established and/or strengthened including engagement in the implementation of HPMPs and national related training programs.
- Needs analysis conducted for the MAC servicing sector.
- NOUs and technicians receive additional training on reducing barriers for introduction of low-GWP alternatives through bilateral projects: China Trust Fund for South Asia and South-East Asia and Pacific regions; China-Africa cooperation; India-Africa cooperation.

#### **Actions**

- Initiate exhaustive consultation process with Implementing Agencies, Article 5 countries, international RAC associations and under guidance from the Multilateral Fund Secretariat to develop a global overarching strategy for streamlining the training in the servicing sectors.
- Develop standard training program and incorporate it in national phase-out plans and HPMPs.
- Cooperate with international associations and IAs to develop training modules that adequately address the safety aspects of alternatives refrigerants.
- Incorporate the training modules in national phase-out plans and HPMPs as well as technical and vocational curricula in A5 countries.

---

<sup>17</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 49. UN Environment CAP partnerships with includes *inter alia* Green Customs Initiative (GCI); World Customs Organization (WCO); Air Conditioning, Heating, and Refrigeration Institute (AHRI); Air Conditioning and Refrigeration European Association (AREA); American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers (ASHRAE); Bundesfachschule Kälte-Klima-Technik (BFS); Federation of European Heating, Ventilation and Air Conditioning Associations (REHVA); International Institute of Refrigeration (IIR).

<sup>18</sup> FAO Cutting FoodWaste to Feed the World, 2011.

<sup>19</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 48; UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 44; UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47, para 2.

- Design and finalize, in cooperation with international partners, Universal Training Kit that tackle the good practices for different types of applications and refrigerants.
- Introduce and incorporate the Universal Training Kit in the HPMPs and projects in A5 countries
- Initiate the work to develop specialized training program and tools for promoting the recovery/recycling practices in cooperation with IAs and international partners.
- Promote and incorporate the specialized recovery/recycling training program into the operation of HPMPs especially in A5 countries with reclamation programs
- Ensure that the Refrigerants Literacy e-Learning Course is widely introduced and offered to all stakeholders in Article 5 countries.
- Complete and launch the e-Learning Course on Refrigerant Management, with ASHRAE.
- Ensure the use of e-Learning courses by A5 countries in HPMPs and other training programs
- Ensure that updated training materials and knowledge is incorporated in the national technical and vocations curricula
- Continue producing simplified good practice training tools i.e. pocket guides, videos, posters, etc.
- Engage with local and regional RAC associations in A5 countries to support good practice training..
- Complete a detailed training needs assessment on the MAC servicing sector.

## **Strategic Programme Objective 2: Advancing sustainable certification and qualification in the refrigeration servicing sector**

30. The Montreal Protocol funding mechanism assisted Article 5 governments to develop and introduce different schemes for certifying and qualifying RAC service technicians with the aim to ensure the provision of good service practices and minimize emissions. The certification schemes differ notably between countries and regions in terms of their structure, comprehensiveness and ability to be adequately enforced while the absence of a global unified agreeable approach amongst the RAC industry remains a challenge. Accordingly, in collaboration with different partners, CAP will ensure introduction of different products and tools that can be incorporated into the national programs and HPMPs and complement national programs.

### **Expected results**

- Technical and policy support to ongoing national certification programs, to ensure enforcement of the certification schemes and direct linkage with training programs under HPMPs.
- A model for Refrigerant Management Certification Program, including the associated training/testing program, is developed and widely adopted, especially by LVCs.
- A model for certifying servicing workshops, is developed and introduced for Article 5 countries for inclusion in HPMPs and national phase-out programs, in corporation with partners.
- The ongoing CAP global qualification program for sound management of refrigerants i.e. Refrigerant Driving License (RDL) with AHRI and international industry associations is finalized and piloted.
- Special study on the future of certification programs for MAC servicing sector is concluded.

### **Actions**

- Continue providing technical and policy assistance to NOUs in developing and enforcing national certification schemes.
- Design and finalize a model for Refrigerant Management Certification Program
- Design and launch a model for certifying the servicing workshops
- Finalize the documentation and operational mechanism of the global qualification program of Refrigerant Driving License (RDL).
- RDL piloted in selected 3-4 countries in different regions; introduce RDL in all regions and A5 countries in cooperation with NOUs and industry associations and ensure its sustainable operation.
- Initiate and conduct special study on the requirements for MAC certification programs.
- Build bridges amongst A5 countries to assist reducing barriers in introduction of low-GWP alternatives through joint training and certification programs.

## **Strategic Programme Objective 3: Promote development and enforcement of standards for safe handling of flammable and toxic alternatives**

31. As many of the alternatives available or being developed are classified with some level of flammability, regulations, codes of practices, and standards (i.e. on storage, transportation, design of systems and components, maximum refrigerant charge, installation, servicing and disposal of equipment) must be adopted to ensure safe introduction of these technologies. The capacity of the NOU would need to be strengthened to liaise with national standards committees to promote the adoption of safety and energy

efficiency standards for refrigeration and air-conditioning equipment that would play a key role in ensuring the manufacture and/or sales of safe energy efficient refrigeration and air-conditioning equipment.

#### **Expected results**

- Regular materials and info-kits about progression and update of relevant international standards and their implication on low-GWP refrigerants deployment in different sectors are developed, with support of international relevant organisations.
- National work plan for the cooperation between NOUs and national standards organisations are incorporated under HPMPs with aim to timely update national standards in accordance with the international ones.
- A model risk assessment for the safe handling of flammable refrigerants during installation, servicing, transportation and decommissioning practices is developed in cooperation with international industry associations as well as engagement of regional and national research institutes in Article 5 countries.
- An international guideline for testing laboratories on testing flammable refrigerants is developed, in cooperation with international partners, and made available to testing labs and NOUs.
- A Cooperate quick guide for developing countries about Sustainable Refrigerated Facilities and Refrigeration Systems developed in cooperation with ASHRAE.
- A model for national codes on refrigeration and air-conditioning, including good servicing practices, is developed in cooperation with partners and introduced widely into national programs.
- Special sessions and events on advancing the update of relevant standards at national and regional levels are organised using CAP networking activities.

#### **Actions**

- Develop and disseminate regular updates and briefs on the progression of development and upgrade international relevant refrigerants and safety standards; organise, in cooperation with partners, international and regional information sessions on advancing the update of relevant standards
- Assist A5 countries to develop national work-plan for the initiating the cooperation with local standardization bodies and ensure cooperation in updating/enforcing relevant standards.
- Develop, launch and make available, for A5 countries, a Risk Assessment model for the safe use and introduction of flammable refrigerants.
- Establish international group, in cooperation with relevant associations and bodies, to develop international guide for testing laboratories on testing with flammable refrigerants.
- Finalize, launch and disseminate international guide for testing laboratories on flammable refrigerants.
- Develop a model for national refrigeration and air-conditioning codes for the use of A5 countries

### **Strategic Programme Objective 4: Promote assessment of refrigerant management in the fishing and maritime sector**

32. Refrigeration is an essential technology in the refrigerated marine and fisheries industries. With the global phase-out of ODS, marine systems will find it increasingly difficult to source HCFCs for servicing. This has a great potential to damage the refrigeration systems and other environment and safety impacts and may also cause disruption in the value chain which depends on the cold chain.<sup>20</sup>

#### **Expected results**

- Compilation of case studies, analysis of technologies/alternatives availability and training needs for the marine/fishing sectors is developed in consultation with respective NOUs and industry.
- National Marine/Fishery Sector Plan is developed for one or two LVCs as a pilot model

#### **Actions**

- Develop and disseminate special case studies, analysis of technologies/alternative availability and training needs for the marine/fishing sectors in cooperation with concerned A5 countries.
- Pilot the development of National Marine/Fishery Sector Plan in cooperation with a select number of A5 countries.
- Cooperate with international partners to organize international and regional technical conferences, thematic meetings and side events, on sustainable technologies for marine and fisheries sectors.

---

<sup>20</sup> The update of the TEAP Task Force on ODS Management in Fisheries (Decision XXVII/4), to which CAP contributed, reported that 70% of the global fishing fleet continues to use HCFC- 22 as main refrigerants and most commonly used alternatives are HFCs.

## **Strategic Programme Objective 5: Address high ambient temperature country's needs**

33. The UNEP-UNIDO project titled “Promoting low-GWP Refrigerants for Air-Conditioning Sectors in High-Ambient Temperature Countries” (PRAHA) supports assessing the feasibility of low-GWP refrigerants suitable for high-ambient countries and in particular for air conditioning applications. The project also assessed the technology transfer barriers, to reduce dependency on high-GWP alternatives and technologies. The project outcome will not only benefit the participating countries, but all regions of the world where high ambient temperatures are prevalent. One of the spin offs of this project is the EGYPRA project, funded by the Multilateral Fund in Egypt. CAP is engaged with a number of partners for assessing options for HAT countries via specific technology demonstration projects and through regional thematic workshops and conferences.

### **Expected results**

- Comparison reports on all HAT testing projects is developed, in consultation with partners, and shared with all countries.
- A risk assessment model for the manufacturing/installation/servicing with flammable refrigerants in HAT countries is developed and imparted to all NOUs for use in local programs and HPMPs.
- Study on the impact of Kigali on air-conditioning industry in HAT countries is developed in consultation with respective NOUs and industry players.

### **Actions**

- Finalize, launch and disseminate the reports of EGYPRA and PRAHA-II including detailed analysis and comparison of HAT testing projects.
- Finalize the risk assessment model for the manufacturing/installation/servicing with flammable refrigerants and share its results with all A5 countries.
- Initiate, in cooperation with concerned A5 countries and industry, a specialized study on impact of Kigali Amendment on technology selection in air-conditioning industry in HAT countries.

## **Overarching Objective 3: Building capacity to initiate enabling activities for the HFC phase down**

34. At the Twenty-eighth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol (October 2016), the Kigali Amendment (decision XVIII/2), which included inter alia included obligations respecting consumption and production under Article 2J on HFCs was adopted. In addition to the activities that NOUs in Article 5 countries would have to undertake to phase-out HCFCs and transition to alternatives that minimize environmental impact, they would have to develop the institutional framework for implementation and compliance of the Kigali Amendment.<sup>21 22</sup>

35. CAP has significantly contributed to previous five Montreal Protocol Amendments via the CAP services, regional networks, and the Clearinghouse mandate. CAP will play an important role in facilitating early ratification of the Kigali Amendment and supporting countries to initiate enabling activities. Issues related to compliance with the Montreal Protocol, or data reporting of controlled substances, will be regularly included in the discussions during the annual regional network and targeted thematic meetings of NOOs.

## **Strategic Programme Objective 1: Facilitate and support ratification of Kigali Amendment**

36. Article 5 countries need to assess their country's current regulatory framework in the context of preparation for the ratification of the Kigali Amendment.<sup>23</sup> Ratification at the national level entails an understanding of the Kigali Amendment, the analysis of the country's refrigeration markets, available alternatives and HFC consumption patterns, and in some cases production, as the basis for the preparation of a plan of action for HFC phase-down. The NOU would have to coordinate the preparation of the national HFC phase-down strategy in close consultation with decision-makers and key actors in energy and climate ministries or departments, in addition to the standard stakeholders. CAP will facilitate and support national actions for early ratification of Kigali Amendment.

### **Expected results**

---

<sup>21</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/7, para 17.

<sup>22</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/7, para 17.

<sup>23</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/10, para 14.

- Facilitate and support NOU efforts to promote ratification in close collaboration with the Ozone Secretariat.
- Ozone Officers trained to better understand HFC issues and the implications of the Kigali Amendment and links to their national ODS phase out programmes.
- Countries review institutional arrangements for implementation of HFC phase down activities.
- Provide guidance to identify synergies and linkages between the national HCFC phase out, overall national refrigerant use, national non-ODS map and non-HFC alternative consumption patterns and elaborate future the HFC phase down national strategies.

#### **Actions**

- Special missions to countries to support NOUs in multi stakeholder consultations on Kigali Amendment
- Training provided to all NOUs on Kigali Amendment implications
- Provide technical documentation and information materials to NOUs to facilitate national dialogues, raise awareness for high level management and national stakeholder consultations

### **Strategic Programme Objective 2: Assist countries to review current data reporting approaches**

37. In light of the Kigali Amendment, NOUs will be presented with new challenges to coordinate the collection, analysis, verification and submission of progress reports and data on Annex F under Article 7 of the Montreal Protocol and Country Programme data.<sup>24</sup> NOUs would need to familiarize themselves with HFCs and HFC blends, and the global warming potential of their components in order to understand the impact on consumption, as expressed in CO<sub>2</sub> equivalents, in different sectors, and how the country's baseline will be set. Given the additional challenges to collect and process data on HFCs, it is likely that a significant training effort in this area would be required. Through the regional workshops, CAP will coordinate and undertake training for the NOUs in this regard with relevant Implementing Agencies and technical partners.

#### **Expected results**

- Sharing of data collection experiences and lessons learned from non-ODS alternative surveys.<sup>25</sup>
- Data mining of alternative surveys, and inter-regional collaboration and sharing experiences.
- Regional and sub-regional workshops to understand HFC data reporting methodologies.

#### **Actions**

- Prepare a data collection guidelines booklet
- Organize special sessions on data collection during country missions and network meetings
- Organize capacity building of CAP teams on new data collection issues

### **Strategic Programme Objective 3: Assist with review of licensing systems**

38. MOP Decision XXVI/8 encouraged Parties to put into place measures to facilitate the monitoring of trade in HCFCs and substituting substances. Article 5 countries would be required to adopt and implement legislation and regulations to control and monitor HFC consumption (and production where applicable) under Article 4B. Import/export licensing and quota systems would have to be extended to cover HFCs (Annex F substances). Based on best practices, CAP will further strengthen cooperation between the NOOs, customs officers and relevant regional and international enforcement organizations to monitor and control the trade in HFCs.<sup>26</sup> CAP will also update the online platform namely, iPIC, to include information on non-ODS and HFCs.

#### **Expected results**

- Revised and updated customs and enforcement officers training manuals.<sup>27</sup>
- Updated UN Environment-WCO on-line e-learning customs training to include information on HFCs and outreach in different languages.
- Reviewed countries' customs codes for inclusion of HFCs and low-GWP alternatives<sup>28</sup> for monitoring HFC imports until the new HS codes are approved by WCO.<sup>29</sup>
- Modified iPIC to include HFCs and low-GWP alternatives.

<sup>24</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 34; UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/10, para 14; UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47, para 2.

<sup>25</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/10, para 14.

<sup>26</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47, para 20.

<sup>27</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 34; UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47, para 21.

<sup>28</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/10, para 14.

<sup>29</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 34.

### **Actions**

- Assist select countries with reviewing existing licensing and quota systems and customs codes for inclusion of HFCs.<sup>30</sup>
- Share regional experiences and good practices on provisions for ODS and HFC licensing systems.
- Update UN Environment-WCO on-line e-learning customs training and comprehensive customs training modules to include information on HFCs and outreach in different languages
- Modify iPIC to include HFCs and low-GWP alternatives

### **Strategic Programme Objective 4: Support institutional arrangements**

39. Article 5 countries need to strengthen their policy and regulatory infrastructures and review, update and/or develop legislation as required, including import/export licensing and quota systems, facilitating the early ratification of the Kigali Amendment.<sup>31</sup> The governments would need support to put in place and enforce legislation and regulations for reporting and monitoring HFCs.<sup>32</sup> The policy and regulatory measures to facilitate the phase-down of HFCs and introduce low-GWP alternative technologies include, *inter alia*, potential controls on the import of HFC-based equipment when nationally appropriate; development and enforcement of safety standards for handling flammable and toxic alternatives; and development of minimum standards for the energy efficiency of refrigeration and air-conditioning equipment.<sup>33</sup>

### **Expected results**

- Review of national policies and regulations in areas where HFC consumption could be reduced (low-GWP options).
- Strengthened institutional arrangements for the implementation of activities, including consultations with relevant national government authorities who are responsible for climate change, energy efficiency, etc.
- A model national tracking system that can be used by the licensing authority on the actual import/export.

### **Actions**

- Collect and share information about HFC-related policies and regulations.
- Assist countries to identify and/or develop policy options and regulations to address commitments taken under Kigali Amendment.
- Support the NOUs with establishing institutional arrangements for the implementation of activities, including consultations with relevant national government authorities in order to ensure a streamlined approach to HFC phase-down.
- Develop a model national tracking system that can be used by the licensing authority on the actual import/export.

### **Strategic Programme Objective 5: Implement demonstration projects for non-investment activities**

40. Preparing countries for the HFC phase down will necessitate building capacity at the national level for a variety of stakeholders and reviewing existing institutional set up. This will also entail identifying linkages between the HCFC phase out and the HFC phase down. Demonstration projects for non-investment activities will be required to accomplish these objectives.<sup>34</sup> UN Environment will develop and implement targeted non-investment demonstration projects in areas that have not been fully addressed during the HCFC phase out (e.g. cold chain, standards, licensing, market assessments) to build confidence and share results with all Article 5 countries.

### **Expected results**

- Demonstration projects for non-investment activities

### **Actions**

- Implement demonstration projects for non-investment activities as approved by ExCom.

---

<sup>30</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47, paras 20-21.

<sup>31</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 34.

<sup>32</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47, para 20.

<sup>33</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47, para 21.

<sup>34</sup> Decision 79/46(ii)(b).

## **Strategic Programme Objective 6: Assist with implementation and monitoring of Enabling activities country projects**

41. The Executive Committee agreed to provide fast start support for countries that had formally indicated their intent to ratify the Kigali Amendment (decision 79/46). Countries were invited to propose enabling activity projects to facilitate and support their early ratification of the Kigali Amendment and to undertake specific initial activities that help them fulfil their initial obligations with regard to HFC phase-down in line with the Kigali Amendment.<sup>35</sup> As of today, UN Environment has received requests from 61 countries to support them with implementation of specific enabling activities.

### **Expected results**

- Implementation of Enabling Activity projects as per Executive Committee guidelines.
- Prioritized support for enabling activities to those 'early ratifying' countries.

### **Actions**

- Assist countries to develop and draft enabling activity projects as per Excom Decision 79/46.
- Assist countries to understand the implications of developing national strategies for HFC phase down and links to the HCFC phase out.

## **Transversal Overarching Programme Objective 4: Leveraging the Clearinghouse mandate**

42. As per its mandate, CAP will continue to provide Article 5 countries with clearinghouse services (Montreal Protocol Article 10) and project support in accordance with this three-year rolling strategy and as per emerging needs. These services, which are cross-cutting in nature and transversal, support all of the other three Overarching Objectives. Capacity building is one of the main components delivered as part of the clearinghouse mandate.

## **Strategic Programme Objective 1: Coordinate ten Regional Networks and facilitate country-to-country cooperation**

43. UN Environment will continue to support 145 Article 5 countries through the unique ten Regional Networks of Ozone Officers that promotes the exchange of information, experience and know-how required to meet the Montreal Protocol commitments. A cost effective capacity building mechanism, the networking, thematic activities and south-south cooperation or country to country assistance contributes to improved data reporting, policy making and the implementation of national ODS phase out and refrigerant management plans. See overview of CAP in Annex 1B.

### **Expected results**

- Participation of 145 developing countries in network and thematic meetings.
- Network agendas including issues related to enabling activities needed in Article 5 countries to address both HCFCs and HFCs.<sup>36</sup>
- Participation of experts to address priority issues, e.g. customs codes, data reporting, good servicing practices for flammable refrigerants, and policy development on energy efficiency.<sup>37</sup>
- Country-to-Country cooperation (e.g. site visits, study tours, technology transfer, border dialogues) with 120 developing countries.

### **Actions**

- Organise focused network and thematic meetings in all the regions
- Strengthen Country-to-Country cooperation activities (e.g. site visits, study tours, technology transfer and cooperation, border dialogues)

## **Strategic Programme Objective 2: Coordinate, develop and outreach capacity building and information services**

---

<sup>35</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/51, para 152(b)(ii). Enabling activities include (1) activities to facilitate and support the early ratification of the Kigali Amendment; (2) initial activities identified in paragraph 20 of decision XXVIII/2, including country-specific activities aimed at initiating supporting institutional arrangements, the review of licensing systems, data reporting on HFC consumption and production, and demonstration of non-investment activities, and excluding institutional strengthening.

<sup>36</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, paras 35 and 77.

<sup>37</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 35.



44. CAP will continue to design, develop, deliver and support a wide range of need-based technical capacity building services, ICE products/services to support national compliance objectives for key stakeholders and Article 5 countries. CAP will provide targeted assistance with preparatory activities for the adoption of the Kigali Amendment and support on related activities to those countries that have already ratified.

### **Expected results**

#### *NOUs*

- Updated and timely information: fact sheets, policy briefs and publications on prioritised topics; countries encouraged to translate and adapt existing materials.
- Synthesis Reports of data collected through national non-ODS surveys.
- Special support to countries which already ratified the Kigali Amendment.
- NOOs made aware on policy frameworks and options to promote low-GWP non-ODS and non-HFC alternatives; substitutes and alternative refrigerants. “Ozone2Climate Technology Exhibitions and Industry Roundtables” organized in different regions back-to-back with large industry events (e.g. annual exhibitions of national RAC associations)

#### *Technicians/servicing sector*

- Global targeted technology capacity building and ICE materials developed and outreached to support sound management of all refrigerants.
- Servicing sector training programmes developed and outreached.
- Updated technical information on flammable refrigerants, safety and handling, good practices, maintenance and leak detection, reducing emissions and enhancing energy efficiency in refrigeration servicing sector outreached.
- UN Environment-ASHRAE Refrigerants Literacy online course outreached and translated.
- Updated information on refrigerant testing that includes HFCs and blends.<sup>38</sup>
- Guidebook on recovery and recycling of HCFCs and HFCs during servicing and maintenance.<sup>39</sup>
- Handbook of codes of good and best practices for refrigeration servicing sector.
- Quick Guide on flammable refrigerants for servicing technicians translated and outreached

#### *Trade and enforcement*

- Targeted capacity building tools and materials for the enforcement community developed.
- Training modules for customs officers to include HFCs and blends developed and translated.
- Information and guidance on HS codes for HFCs outreached.
- The Informal Prior-Informed Consent Mechanism platform updated.

#### *Information*

- Targeted awareness activities to assist countries to meet their 2020 HCFC control measures and facilitate the phase down of HFCs (via IS, HPMP and enabling activities projects).
- Relevant ozone/Montreal Protocol issues outreached at key international, regional and national fora, using effectively web, social media and e-conferencing; exhibitions, technology fairs
- Key information adapted into smartphone applications and audio-visual materials.
- OzonAction web services enhanced and improved.

### **Actions**

#### *NOUs*

- CAP will update information: fact sheets, policy briefs and publications on prioritised topics; countries will be encouraged to translate and adapt existing materials.
- Mining of data collected through national non-ODS surveys and assist select countries to map alternatives and draft road roadmaps for improved decision making.
- Special support to countries which ratified the Kigali Amendment for implementation of enabling activities (review of national strategies and policies, assessment of safe market introduction of low- GWP, zero-GWP alternatives, multi stakeholder’s national workshops, etc.)
- Organize “Ozone2Climate Technology Exhibitions and Industry Roundtables” in different regions back-to-back with large industry events (e.g. annual exhibitions of national RAC associations, trade fairs, major conferences) to encourage the rapid take up of such technologies.

#### *Technicians/servicing sector*

---

<sup>38</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 44.

<sup>39</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 44.

- Develop and outreach global targeted technology capacity building and ICE materials to support sound management of all refrigerants.
- Develop and outreach Servicing sector training programmes.
- Update and outreach technical information on flammable refrigerants, safety and handling, good practices, maintenance and leak detection, reducing emissions and enhancing energy efficiency in refrigeration servicing sector; regional thematic workshops for technicians and NOOs.
- Outreach and translate the UN Environment-ASHRAE Refrigerants Literacy online course.
- Update information on refrigerant testing that includes HFCs and blends.<sup>40</sup>
- Develop guidebook on recovery/recycling of HCFCs and HFCs during servicing and maintenance.<sup>41</sup>
- Develop a handbook of codes of good and best practices for refrigeration servicing sector.
- Translate and outreach Quick Guide on flammable refrigerants for servicing technicians.

#### *Trade and enforcement*

- Develop targeted capacity building tools and materials for the enforcement community
- Revise, develop and translate training modules for customs officers to include HFCs and blends.
- Provide information and guidance on HS codes for HFCs.
- Update the Informal Prior-Informed Consent Mechanism platform.

#### *Information*

- Conduct awareness activities to assist countries to meet their 2020 HCFC control measures and facilitate the phase down of HFCs (via IS, HPMP and enabling activities projects).
- Outreach relevant ozone/Montreal Protocol issues at key international, regional and national fora,
- Adapt key information into smartphone applications and audio-visual materials.
- Enhance and improve OzonAction web services.

---

<sup>40</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 44.

<sup>41</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70, para 44.

## Part II: Planned overall CAP services in 2018

---

45. This section (Part II) provides a brief overview of planned CAP services for 2018 as the first year of implementation of the three year rolling strategy. Further details and specifics can be found in the following annexes: Annex 2A - Logical Framework Analysis proposed for 2018 and Annex 2B – Compliance Assistance Services proposed for 2018.

### 1. CAP FOCUS in 2018

46. To deliver these planned comprehensive compliance assistance services to Article 5 countries including support to initiate enabling activities as per the Kigali Amendment, during the first year of the revised three-year rolling strategy, i.e. 2018, UN Environment is requesting approval from the Executive Committee for a total budget of US \$ 10,652,040 which includes project cost of US\$ 9,863,000 and programme support costs (PSC) of 8 per cent (US\$ 789,040), as described in Annex 2D and detailed budget financial analysis, Annex 2E.

47. Throughout the 2018-2020 period CAP will also deliver the projects in its 2018-2020 Business Plan (implement 101 countries' national HPMPs and manage 104 countries' IS projects, as well as 61 Enabling Activity Projects-HFCs<sup>42</sup>).

48. The overall CAP 2018 budget request is based on minimal growth scenario for activities and corresponds to a minimal 0.89% increase to cover only inflationary costs related to staff commitments. These increases are in line with the Noblemaire Principle being used by the International Civil Service Commission (ICSC) to have standard salaries for all United Nations staff in the different Agencies<sup>43</sup>. This document also responds to Decision 66/16(v) on systematizing, streamlining and reporting on progress, which requests UNEP to present its detailed annual progress report on CAP activities in the context of the annual CAP approval.

49. The priority focus for CAP 2018, in line with the revised three year rolling strategy, as described in Part I, will be to assist Article 5 countries to comply with upcoming HCFC phase out commitments and sustain compliance, strengthen the infrastructure for the refrigeration servicing sector and initiate enabling activities post Kigali. CAP will also assist countries to implement the IS, HPMP and Enabling Activity projects as per Business Plan and develop and submit all relevant projects and activities in line with decisions of the Executive Committee of Multilateral Fund.

### 2. GLOBAL CAP SERVICES AND PRODUCTS

50. Through this proposal, in 2018, UNEP CAP will provide at least 1077 country-specific compliance services (Fig. 2) and 343 project services (Fig. 3). CAP will ensure the operation of 10 Regional Networks of Ozone Officers (Africa Francophone, Africa Anglophone, West Asia, Caribbean, Mexico and Central America, Latin America, Eastern and Central Europe, South Asia, South East Asia Pacific and Pacific Island Countries), facilitate South-South cooperation, and assist NOOs with specific demand-driven, regional technology capacity building and awareness activities. Capacities of NOUs for monitoring compliance will be strengthened and under UNEP's Clearinghouse mandate, cutting-edge knowledge on the HCFC phase out and emerging responsibilities under the HFC phase down will be developed and widely disseminated.

51. CAP will continue its focus on compliance services to all A5 countries with specific support for the LVCs in particular and the implementation of the IS and the HPMPs (recurring activities), Enabling Activity projects, inter alia, through the following CAP and country specific project services.

52. Taking the identified challenges into account, considering the continuity of the activities proposed in the 2015 CAP, the planned approach and activities are briefly outlined below. Further details can be found in Annex 2A – Logical Framework Analysis proposed for 2016.

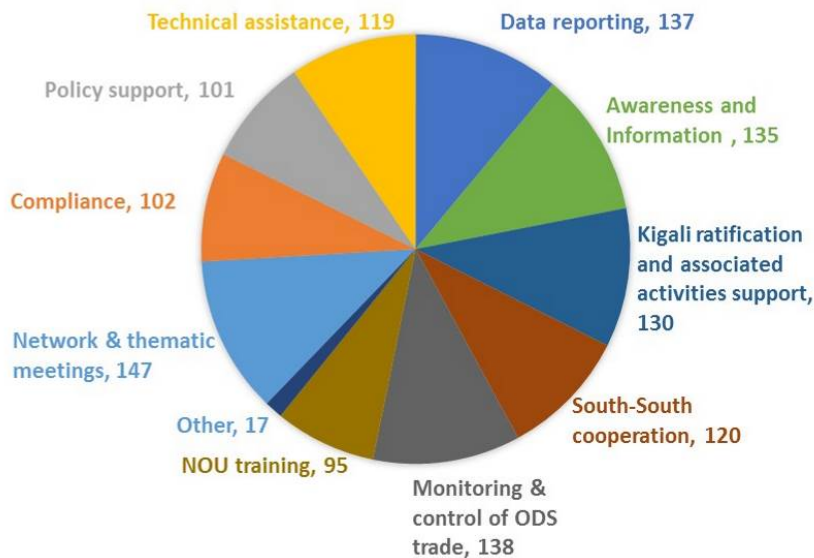
---

<sup>42</sup> As of 17 August 2017

<sup>43</sup> This budget document only addresses proposals and progress reporting related to *non-project-related* activities and services delivered through CAP. For details on the individual *projects* delivered by UNEP, please refer to UNEP's Business Plan and for details on UNEP's performance on implementing those projects, please refer to UNEP's Annual and Financial Progress Report.

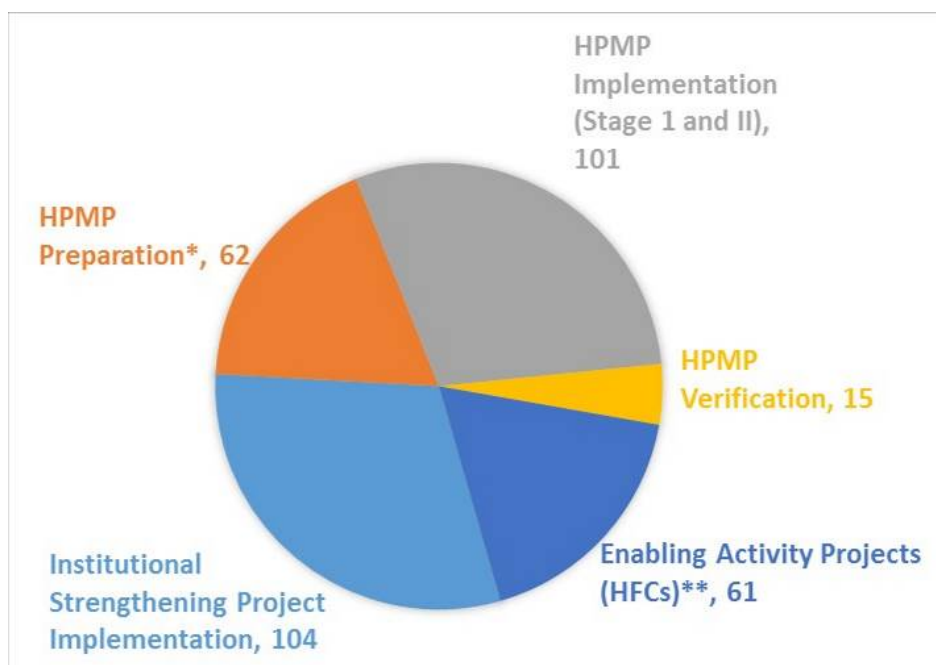
**Figure 2 - Proposed CAP services for 2018**

(Total = 1077 CAP services)



**Figure 3 - Proposed Project services for 2018**

(Total = 343 project services)



\* In cases where UN Environment is a cooperating agency (not indicated in the table) UN Environment will assist in preparation of Stage II. The lead agency will submit the project.

\*\* As of 17 August 2017

**Overarching Objective 1: Assisting countries to comply with their HCFC phase out commitments and sustaining compliance with prior targets**

*Planned activities and CAP services in 2018*

- Provide compliance assistance support to NOUs for accurate and timely Article 7 and Country Programme data reporting; promote online data reporting system and assist NOUs to use it.

- Provide NOUs with technical assistance to expedite the preparation, implementation, monitoring and reporting on their IS tranches.
- Help NOUs monitor status of phase out targets already achieved (2013 HCFC freeze, 2015 10% HCFC reduction, 2015 total methyl bromide phase out, and maintenance of zero consumption of the other ODS already phased out) through Network meetings and CAP assistance.
- Explore need-based IT solutions to support NOU operations through surveys.
- Provide NOUs with technical assistance to expedite implementation, monitoring and reporting on their ongoing and new HPMP Stage I and Stage II tranches.
- Implement HPMP verification projects as required by Executive Committee.
- Draft, prepare and submit Stage I and Stage II tranches, and Stage II HPMPs.

## **Overarching Objective 2: Strengthening the Refrigeration Servicing Sector for Ozone- and Climate-Friendly Alternatives**

### *Planned activities and CAP services in 2018*

- Initiate exhaustive consultation process with Implementing Agencies, Article 5 countries, international RAC associations and under guidance from the Multilateral Fund Secretariat to develop a global overarching strategy for streamlining the training in the servicing sectors.
- Refrigerant driving Licence (RDL) continued development of the technical scope, classification of qualifications, technical modules, evaluating modules and the operating admission/qualification scheme.
- Continued development and deployment, in cooperation with international partners, of Universal Training Kit addressing good practices for different types of applications and refrigerants.
- Initiate the work to develop specialized training program and tools for promoting the recovery/recycling practices in cooperation with IAs and international partners.
- Ensure that the Refrigerants Literacy e-Learning Course is widely introduced and offered to all stakeholders in Article 5 countries.
- Complete and launch the e-Learning Course on Refrigerant Management, for practitioners, in cooperation with ASHRAE.
- Engage with local and regional RAC associations in A5 countries to support good practice training programs under HPMPs.
- Complete a detailed training needs assessment on the MAC servicing sector and its future training and capacity building needs.

### *Certification*

- Design a model for Refrigerant Management Certification Program in cooperation with international partners.
- Design a model for certifying the servicing workshops in cooperation with international partners.
- Finalize the documentation and operational mechanism of the global qualification program of Refrigerant Driving License (RDL).
- Initiate and conduct special study on the requirements for MAC certification programs.

### *Standards*

- Assist A5 countries to develop national work-plan for the initiating the cooperation with local standardization bodies and ensure cooperation in updating/enforcing relevant standards.
- Develop for A5 countries, a Risk Assessment model for the safe use and introduction of flammable refrigerants.
- Establish an international group, in cooperation with relevant associations and bodies, to develop international guide for laboratories on testing flammable refrigerants.
- Develop a model for national refrigeration and air-conditioning codes for the use of A5 countries as a regulatory supporting tool.
- Organise, in cooperation with partners, international and regional information sessions on advancing the update of relevant standards.

### *Fishing and marine sector*

- Pilot the development of National Marine/Fishery Sector Plan in cooperation with a select number of A5 countries.

### *High ambient country needs*

- Finalise, launch and disseminate the reports of PRAHA-II including detailed analysis and comparison of HAT testing projects.

- Initiate, in cooperation with concerned A5 countries and industry, the development of a specialized study on impact of Kigali Amendment on technology selection in air-conditioning industry in HAT countries.

### **Overarching Objective 3: Building capacity to initiate enabling activities for the HFC phase down**

*Planned activities and CAP services in 2018*

- Special missions to countries to support NOUs in multi stakeholder consultations on Kigali Amendment; organise special sessions on data collection
- Training provided to all NOUs on Kigali Amendment implications
- Assist select countries with reviewing existing licensing and quota systems and customs codes for inclusion of HFCs.<sup>44</sup>
- Share regional experiences and good practices on provisions for ODS and HFC licensing systems; collect and share information about HFC-related policies and regulations.
- Update UN Environment-WCO on-line e-learning customs training and comprehensive customs training modules to include information on HFCs and outreach in different languages
- Modify iPIC to include HFCs and low-GWP alternatives
- Assist countries to identify and/or develop policy options and regulations to address commitments taken under Kigali Amendment.
- Support the NOUs with establishing institutional arrangements for the implementation of activities, including consultations with relevant national government authorities who are responsible for climate change, energy efficiency, etc., in order to ensure a streamlined approach to HFC phase-down.
- Develop a model national tracking system that can be used by the licensing authority on the actual import/export.
- Assist early 'ratifiers' and those in the process of ratification with initiation of enabling activities.
- CAP support to the 6145 country enabling activities projects; linkages to national HPMPs identified and national technology roadmaps developed for transition to low GWP non ODS alternatives.

### **Transversal Overarching Programme Objective 4: Leveraging the Clearinghouse mandate**

*Planned activities and CAP services in 2018*

#### **Networking**

- Organise focused network and thematic meetings in all the regions
- Strengthen Country-to-Country, South-South cooperation activities (e.g. site visits, study tours, technology transfer and cooperation, border dialogues)
- Use Network meetings and information materials to help NOUs assess their own, and each other's, HCFC licensing and quota systems to identify strengths/weaknesses.
- Cooperate with international partners to organize international and regional technical conferences, thematic meetings and side events; organise Technology roundtables/roadshows on ozone- and climate-friendly technologies.

#### **Capacity building and Training**

- CAP will continue to design, develop, deliver and support a wide range of need-based technical capacity building services, ICE products/services to support national compliance objectives for key stakeholders and Article 5 countries, including targeted assistance with preparatory activities for the adoption of the Kigali Amendment, inter alia on: sound management and good practices of refrigerants, enhancing energy efficiency in RSS, safety standards, HFCs and blends, licensing and quota systems, targeted capacity building tools and materials for customs officers and the enforcement community, etc.
- Cooperate with WCO and RILOs on the organisation of regional customs and enforcement thematic training aimed at combatting illegal HCFC trade and dealing with seized refrigerants.
- Provide policy support and training via Clearinghouse to NOUs and customs officers to support trade regulations; identify/analyse differences/discrepancies of reported HCFC trade data; support organisation of national customs workshops
- The Informal Prior-Informed Consent Mechanism platform updated; iPIC promoted through the Clearinghouse and Network meetings.

#### **Information and outreach**

- Prepare concise, needs-based audio-visual materials and application-based training; prepare up to date and timely information: fact sheets, policy briefs and publications on prioritised topics

<sup>44</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47, paras 20-21.

<sup>45</sup> As of 17 August 2017

- Strategic outreach at key international, regional and national fora, using web, social media and e-conferencing; exhibitions, specific events in Montreal Protocol meetings.
- Outreach and facilitate adoption of use of existing capacity building tools, such as the iPIC, smartphone applications, publications and factsheets, Montreal Protocol Customs Training e-learning module, Refrigerants Literacy e-learning etc.
- OzonAction web services enhanced and improved; Disseminate fortnightly OzoNews newsletter and periodic special newsletters.
- Initiate in at least three countries per region market analyses related to the introduction of non-HCFC and low-GWP alternatives, building on the experience of the ODS alternative surveys.
- Develop and disseminate special case studies, analysis of technologies/alternative availability and training needs for the marine/fishing sectors in cooperation with concerned A5 countries.

## Part III: 2017 Progress Report

53. This section provides an overview and summary of the progress achieved by CAP over the period 1 October 2016 to 11 August 2017. Progress is presented under each of the Overarching Objectives as well as the transversal objective. Full details of progress under each Objective can be found in the Annex 3A "Progress and Achievements Relative to 2017 LFA", Annexes 3B, 3C, 3D and 3E.

### OVERARCHING OBJECTIVE 1:

#### Assisting countries to comply with their upcoming HCFC phase-out commitments

**SPO 1:** Providing country-specific compliance assistance services to NOUs; assisting countries with HPMP and IS projects as per Executive Committee guidelines

**SPO 2:** Fostering policies, capacity building and sustainable technician training in the refrigeration servicing sector

**SPO 3:** Fostering a coordinated approach to holistic refrigerant management

**SPO 4:** Fostering a coordinated approach to assessment of ODS use and management in the fishing sector

### Achievements

- National assessments were carried out and all eight countries in potential non-compliance were identified and the required assistance was provided
- 15 countries were assisted in addressing data discrepancies between Country Programme and Article 7
- Assistance was provided to seven countries in specific and conflict circumstances
- All HPMP projects in countries with agreed Plans of Action for which UNEP was the Lead Agency of the HPMP progressed according to plan, except in seven specific cases
- All National Ozone Officers (NOOs) received guidance on enforcement of national policies and quota systems as requested/needed
- UNEP assisted countries with preparing and submitting 18 HPMP Stage I tranches, seven HPMP Stage II tranches, HPMP stage I verification reports for 7 countries and 25 IS projects, approved at ExCom-77.
- UNEP assisted countries with preparing and submitting six HPMP Stage I tranches, one HPMP Stage I tranche, one HPMP Stage II preparation, as well as IS projects for eight countries, approved at ExCom-79
- Seven (one joint) network meetings and 10 regional thematic workshops were organised in cooperation with partners.
- CAP included topics related to safety and standards and certification in the agendas of network / thematic meetings, involving industry experts, RTOC members and other relevant bodies.
- Four Ozone2Climate technology and one 'Kigali themed' roundtables/roadshows were organised
- Special sessions in meetings focused on the Kigali Amendment, ODS alternative surveys, standards, certification and safe handling of refrigerants, recovery and reclamation, illegal trade and enforcing licensing and quota systems and ODS management in marine fisheries sector
- CAP undertook a preliminary assessment of available training and certification schemes with international partners; CAP has brought on the necessary partners and in collaboration trained refrigeration servicing technicians, including through a train the trainers approach.
- In partnership with ASHRAE, the free online *Refrigerant Literacy Programme* was developed and launched. Over 150 applicants signed up.
- In cooperation with AREA a *Universal Training Kit on Alternative Refrigerants* for the use of training institutes and centres in A5 countries is being developed.
- In cooperation with AHRI, the *Global Initiative of Refrigerant Driving License* (RDL) advanced; the categories of the qualification program, draft outline and operation method were agreed, development of the technical documentation is ongoing and planned to be completed by 3rd quarter of 2017.
- The International Conference on Sustainable RAC Technologies for Marine and Off-Shore Fisheries Sector, held in Bangkok April 2017 organised in collaboration with partners. 180 participants, including 85 government representatives, UN Agencies and specialised international bodies, attended. With the support of CAP a number of countries (NOOs and RAC service engineers) attended the International Conference
- CAP provided assistance to countries directly or via south-south cooperation to develop/ update their certification schemes; this included services such as organising technician trainings, stakeholder consultation workshops/meetings, reviewing the draft certification scheme, consultancy services to update/develop the certification program, facilitating contracting of international bodies to develop the certification program, exchanging experiences between countries and assistance to reflect the certification program in the national regulatory



framework under HPMPs (Italy, EC, South Asia, West Asia and select African and Latin American countries).

## **OVERARCHING OBJECTIVE 2: Sustaining and enforcing compliance of phase-out targets already met**

**SPO 5:** Supporting NOUs and assisting Governments in Article 7 and Country Programme data reporting requirements

**SPO 6:** Developing capacities of National Ozone Officers to effectively manage their national ODS phase-out programmes

### **Achievements**

- 137 National Ozone Officers and Governments were supported for Article 7 and CP data reporting and sustaining compliance: CAP facilitated countries to prepare and submit the CP progress report and A7 data by reviewing the drafts as appropriate for the individual country
- All countries in actual or potential non-compliance received CAP assistance
- CAP followed up with countries implementing agreed action plans and reviewed information to the Implementation Committee
- All new NOOs and/or assistants received basic training on Montreal Protocol on project management issues, through special sessions, training workshops and during country missions.
- CAP facilitated the south-south cooperation and mentoring to strengthen capacity of new NOOs and operation of the National Ozone Unit (NOU)
- CAP provided assistance and training on compliance/enforcement in all regions and especially China, South Asia, West Asia, ECA countries and ROLAC countries.
- CAP facilitated data exchange between countries to reconcile the import and export statistics
- CAP facilitated and provided support for the iPIC (informal prior informed consent procedure)
- Compiled all cases of illegal trade in ODS / seizures or successful iPIC consultations which were reported in the context of the ECA Ozone Protection Award for Customs and Enforcement Officers (summary report prepared and outreach).
- NOOs received support to review national licensing and quota systems, based on their requirements
- Four side events and exhibition booths were organised at MOP-28 and OEWG-39
- In partnership ASHARE, launched and hosted “Refrigerants Literacy Café” where delegates could experience the new Refrigerant Literacy e-Learning Course.

## **OVERARCHING OBJECTIVE 3:**

### **Building capacity to adopt alternatives to HCFCs to achieve climate co-benefits**

**SPO 7:** Promoting climate co-benefits in the HCFC phase-out through technology choices, good practices, emissions reduction and energy efficient practices

**SPO 8:** Assisting NOUs to map non-ODS alternatives for improved monitoring and informed decision-making

### **Achievements**

- Ten regional thematic meetings were organised for NOOs and RAC experts, to address low-GWP, non-ODS alternatives
- Seven (one joint) network meetings were organised including special sessions on low-GWP, non-ODS alternatives
- Five roundtables/roadshows were organised on ozone- and climate-friendly technologies, and Kigali
- Three capacity building workshops, field trip and roundtables were organised for the A/C industry in high ambient temperature countries (Japan).
- Facilitated the participation of experts and NOUs to international workshops/conferences on Alternatives to ODS/HFCs in District Cooling and Not-in-Kind Options and District Cooling (Sweden)
- As of 11 August 2017, a total of 54 ODS alternatives Survey Reports from 7 regional networks (Africa French and English speaking countries, Europe & Central Asia, South Asia, South-East Asia, Latin America& Caribbean and Pacific Islands) were reviewed, completed and submitted
- Support was provided to 84 countries for non-ODS alternative surveys, with guidance on data collection, information sources, use of the Multilateral Fund survey format, and training on non-ODS survey implementation in all regional networks

## **OVERARCHING OBJECTIVE 4:**

### **Leveraging partnerships for Montreal Protocol objectives complementary to the Multilateral Fund**

**SPO 9:** Bridging the gap amongst the refrigerant supply chain network to ensure sound management of future refrigerants

**SPO 10:** Contributing to knowledge sharing and information exchange under the emerging responsibilities under HCFC phase-out

---

## Achievements

- In cooperation with partners CAP organised four Ozone-climate-technology workshops / roadshows
- CAP partnered with different RAC stakeholders to develop end-products that can be used by A5 countries to address the RSS training needs on alternative refrigerants: Developed two online courses on Refrigerants; one for non-specialists (completed) and another one for engineers/technicians (under development)
- In cooperation with IIR, developing a special series of Technology Briefs on Refrigerants in the Cold Chain Sector.
- In cooperation with American University in Beirut, CAP developed and updated the first University Course for engineering undergraduates on Management of Refrigerants. One institute piloted the course (Kuwait University) and an outreach campaign was developed to disseminate the course to all engineering colleges and institutes.
- Participated in International Technical Committees/Groups (IIR International Workgroup on sustainable cold chain in hot climates, ASHRAE Refrigeration Committee, ASHRAE Research Committee) to ensure consideration of the needs of Article 5 countries
- Outcomes of specific projects complementary to Multilateral Fund were outreached to NOUs and other stakeholders to support HPMPs and assist countries to achieve climate co-benefits (CCAC, USEPA, EC, China Trust Fund)
- Information materials and online trainings were presented and demonstrated at network meetings and further outreached
- The OzonAction website was further redesigned and improved
- The OzoNews newsletter was prepared and distributed on a fortnightly basis
- A comprehensive survey of the OzonAction Clearinghouse publications, information sharing and capacity building tools was carried out and report prepared (Summary in Annex 4A).
- Developed and launched the online OzonAction Meeting Portal ([www.ozonactionmeetings.org](http://www.ozonactionmeetings.org)) that provides NOUs and other invitees with 24/7 access to the documentation for Network and thematic meetings, workshops and side events organised by CAP

**TRANSVERSAL SPO 11:**  
Leveraging the Clearinghouse: developing capacity building tools and targeted information for managing the HCFC phase-out

---

## Achievements

- Innovative information tools were developed, including two new smartphone applications (RAC technician safety and best practices and 'what gas'), videos and use of social media
- A range of new global and regional information products and services were developed, including guides and publications, a package of 14 new factsheets on low GWP and ODS alternatives in the context of the Kigali amendment, targeted publications and tools on current and important relevant issues, video, quick tools, quick guides.
- A number of factsheets and briefs were updated to reflect the changes and new upcoming commitments resulting from the Kigali amendment

## Part IV: Review of the OzonAction Compliance Assistance Programme

---

### 1. EXECUTIVE SUMMARY

54. This internal review assessed the overall structure of the Implementing Agency function of UN Environment OzonAction Compliance Assistance Programme (CAP), operations and regional structure in addressing emerging needs and new challenges facing the Parties to the Montreal Protocol especially after Meeting of the Parties (MOP) Decision XXVIII/246 (and Executive Committee decision 77/38 (c)47). The review takes into account the cumulative changes and reforms of the CAP in the recent past. UN Environment is submitting this document for the consideration of the Executive Committee and welcomes any guidance the Committee may wish to make concerning the future structure and operations of CAP.

55. The CAP is a unique delivery mechanism providing special services to the Parties operating under Article 5 of the Montreal Protocol. The programme successfully demonstrates proper and timely execution of the CAP annual Work Programme and Budget and the approved Business Plan, accompanied with rigorous control of budget management and other costs in line with Executive Committee decisions. The services provided by the CAP have a significant potential to continue contributing to the objectives set by the Protocol and especially assisting Parties to comply with the commitments undertaken with the Kigali Amendment in a smooth and sustainable manner.

56. Partial adjustments have been made to the structure, operations and resources to meet current programme delivery and countries emerging needs in the context of the HCFC phase-down and to facilitate additional enabling activities that will be implemented in the next 12 months based on the Kigali Amendment. However, more substantial adjustments will be considered in the future to harness the full potential of the CAP and its services both in terms of structure and operations to meet regional and country needs. Whereas the present overall and regional structure and operations of the CAP sets clear overall boundaries and principles for engagement based on Executive Committee Decisions, improved operationalisation is needed in a few areas.

### 2. OVERVIEW

57. UN Environment undertook an internal analytical review on CAP's achievements, challenges, and opportunities and specifically how CAP can best serve Article 5 country needs in the future. The review focused on how Executive Committee decisions are addressed, the mandate of CAP, current partially adjusted structure and operations and how the evolving needs of Article 5 countries have been reflected in the design and delivery of the previous CAP work plans and activities. This review included discussion and analysis based on the review of the changing context of Article 5 countries since the establishment of CAP, as well as recommendations of audits and evaluations of CAP and the recent survey of the Clearinghouse conducted in 2017.<sup>48</sup>

58. This internal review of the overall structure of the CAP highlighted the diversity of the core services that UN Environment has nurtured since its inception in 1991 as an Implementing Agency, ranging from the compliance assistance services, coordination of the unique 10 Regional Networks of National Ozone Officers covering 145 developing countries, Clearinghouse mandate (Article 10 of the Montreal Protocol), targeted south-south cooperation, institutional strengthening and capacity building and delivering Multilateral Fund approved country projects as per the annual business Plan.

59. The services under the auspices of UN Environment have been increasingly seen by Article 5 countries as a significant potential for contributing to the Montreal Protocol's goals. Over the last

---

<sup>46</sup> Decision related to the amendment phasing down hydrofluorocarbons

<sup>47</sup> Decision on UNEP's Compliance Assistance Programme (CAP) budget for 2017

<sup>48</sup> OzonAction's work has been the direct or indirect subject of 27 evaluations (Multilateral Fund, Parties to Montreal Protocol, Swedish International Development Authority) and 2 audits (the most recent Office of Internal Oversight Services report was in 2014).

twenty six years, UN Environment has contributed to the very low rate of non-compliance to date, building a strong and robust national capacity, timely reporting of Article 7 and Country Programme data, universal ratification of Montreal Protocol and previous amendments. Timely intervention, adaptability and flexibility of CAP to accommodate evolving needs of National Ozone Units is a cost-effective way to avoid potential non-compliance situations. OzonAction conducted an online survey to assess client satisfaction with the Clearinghouse information services and materials as suggested by some Members of the Executive Committee.<sup>49</sup> The most popular and most used information services/materials identified by the respondents to the survey were: OzonAction fact sheets; the Customs Training Manual; the customs poster/quick tool; the Safe Use of HCFC alternatives booklet; and the International Standards in refrigeration and air conditioning (RAC) booklet. The three formats that were most favoured were: (1) short guides, manuals and booklets (2) fact sheets and briefings (3) video. The full survey can be found in Annex 4A.

60. The OzonAction revised three year rolling CAP strategy presented to the 80<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee is built on experience gained by CAP in twenty six years of implementation of Montreal Protocol activities in the CFC phase-out and in meeting current HCFC phase-out targets. It reflects the experience gained by the CAP in delivering compliance assistance services and capacity building due to changing and evolving technologies and national landscapes. The IS, HPMP and non-ODS survey project implementation by CAP have provided in depth knowledge on national challenges faced by countries in the ODS phase out. The three programme-driven overarching objectives are relevant to meeting country needs in both HCFC phase-out and the future planned HFC phase-down activities. The strategic programme objectives are driven by actions and activities that offer the possibility to be readjusted, modified and or reinforced based on Article 5 country ongoing needs in the post-Kigali context and in addressing ExCom decisions.

61. Since 1991, the Economy Division (previously the 'Division for Technology, Industry and Trade') housed the headquarter function for the OzonAction CAP. OzonAction's programme of work is delivered through some 46 posts distributed globally. The Paris team has an oversight function which includes the elaboration of the yearly CAP vision, programme of work and budget, developing the three year CAP Business Plan, review and coordination of all country project submissions to the Executive Committee and the negotiation with the Multilateral Fund and Executive Committee. The Paris team also includes the staff who are co-responsible for developing the global capacity building tools and the information clearinghouse. Under the CAP, 67% of the staff are based in the UN Environment Regional Offices (Bangkok, Manama, Nairobi and Panama). The CAP regional teams are led by Regional Network Coordinators (RNCs) Since 2013, CAP has undergone regular reorganisation of the regional team structure for more effective delivery, monitoring and evaluation. As per ExCom decisions, all RNCs are directly accountable to the Head of OzonAction as their First Reporting Officer and to the Regional Directors as their Second Reporting Officers, whilst retaining responsibility for the delivery of the regional strategy (Overview of the CAP - Annex 1B).

62. At the time of the establishment of the CAP in 2001, the CAP services to countries and Multilateral Fund projects managed per regional teams were balanced; with each RNC/team having a similar workload. RNCs and their respective teams mainly supported their respective regions and networks and in some cases also contributed to inter-regional (e.g. joint network meetings) or global activities (e.g. global publications, review of new publication and enforcement mechanisms). More recently CAP staff have successfully responded to the expansion of their prescribed roles. This flexibility and ability to adapt to country needs is the hallmark of the CAP. In the last four years, staff have been re-deployed to meet pressing programme and regional needs. For example: the RNC for Pacific Island Countries led the global CAP initiative on ODS management in the fishing sector; whereas China falls under the ambit of the South Asia network and team, the RNC for the SEAP region is also responsible for the management and coordination of all OzonAction projects in China; since 2014, the Senior HCFC Phase-out Management (HPMP) Officer in Manama took on 50% global responsibilities for development and management of relevant partnerships and refrigeration and air conditioning sector including technician training. One staff was fully dedicated to providing support to NOUS in finalising and reviewing data in the 84 country reports on non ODS alternative

---

<sup>49</sup> ExCom 77.

surveys and the ExCom Coordinator is leading the development of different training materials for new and experienced NOUs. The South East Asia Pacific Island team led the development of a global tool handbook on flammable refrigerants. The global compilation of illegal trade and customs award was led by the Europe and Central Asia team. Moreover, two new additional technical posts were re-allocated to Africa to address the high number projects and workload. These examples provide an indication of the flexibility in structure and operations of the CAP to meet the current and emerging regional and country needs.

63. Aside from the traditional CAP services, staff manage a large portfolio of projects (550 ongoing) in 134 developing countries. Given the country driven nature of all CAP services, approved project funds are disbursed to the countries for implementation. CAP provides the support for implementation, monitoring and evaluation for the said projects. Whereas this mechanism has certainly built the country institutional capacity and ownership to manage international programmes, the large number of financial transactions per legal instrument for fund disbursements has contributed to delays. To meet the growing needs for financial and administrative project support, four Regional Support Staff and two staff in Paris have been trained to undertake financial operations in the UMOJA system and are supervised by the Paris Fund Management Officer. Other Support Staff are also assigned for specific functions to facilitate administrative support to all CAP staff.

64. Partial restructuring and retooling of the CAP global structure has been realised over the last four years. However, there are opportunities to better harness the CAP teams' capacities. Restructuring of teams around themes (such as Institutional Strengthening/capacity building, refrigeration servicing sector, enforcement-licensing and quota systems and Kigali Amendment) as well as assessing workloads and skills sets with regional staff delivering both regional and inter-regional or global activities will be carried out during the next year. Moreover an in-depth assessment of project workload per team (CAP services, IS, HPMP and enabling activity projects, as well as support to early Kigali Amendment 'ratifiers' and or those working towards ratification) will enable a more comprehensive review of the overall structure to meet emerging needs.

65. CAP's purpose and vision has proved durable and adaptable and provides as relevant a framework for meeting post-Kigali objectives as it did in meeting the previous chlorofluorocarbon (CFC) and HCFC phase-out. What is unpredictable and changeable is the loss of capacity of NOUs due to staff changes and preparedness of countries in transitioning from the HCFC phase-out to the HFC phase-down. A strengthening of the "basic services" role managed by the CAP, opens up a new structural and operational opportunity post-Kigali.

66. The existing partially revised structure and operations provide a sound framework for engaging with Parties and meeting their emerging needs and new challenges post-Kigali.<sup>50</sup> However, more substantial adjustments in the overall structure for improved operationalisation would be needed in certain areas for future optimal efficiency. A strategic re-orientation of the teams around the following themes is being considered: Institutional Strengthening- capacity building, refrigeration servicing sector, enforcement and Kigali Amendment. CAP is also proposing changes in the titles of the personnel budget line to bring them more in line with the staff functions. The title of 'Regional Network Coordinators' is being proposed as 'Montreal Protocol Regional Coordinators' and 'HPMP Officers' as 'Montreal Protocol Officers' to reflect ongoing and post-Kigali functions.

67. Since CAP was founded, the staff roles and responsibilities have evolved and expanded over time both in terms of CAP work plan requirements and in response to the evolving requirements of Article 5 countries. Cross-networking and knowledge sharing between the RNCs has significantly supported the networks. Current revised partial adjustments to regional structure and operations are adequate to ensure the current workplan without engaging beyond our responsibilities and mandate. CAP will implement the basic enabling activities over the next 12 months with partial re-structuring and current resources (human and financial), re-evaluate countries' needs in the context of available resources and structure and present these to the 82<sup>nd</sup> ExCom.

---

<sup>50</sup> Paragraph 20 of the MOP decision XXVIII/2

## ANNEX 1A - EXECUTIVE COMMITTEE DECISIONS RELATED TO UNEP CAP

While preparing this proposal, UNEP took into account the following Executive Committee decisions specifically related to CAP:

Decision	Action requested	Response
77/38(c)	Request UNEP to review the overall structure of the CAP and to consider its operations and regional structure in addressing emerging needs and new challenges, and to submit a final report of that review to the Executive Committee for consideration at its 79th meeting.  The suggestion was also made for UNEP to conduct a survey to assess the level of satisfaction with the CAP's clearinghouse mechanism and e-learning modules, and other global activities	This information is provided in the present proposal for the CAP 2018 Work Programme and Budget, as part IV, "Review of the OzonAction Compliance Assistance Programme"  This information is provided in the present proposal as Annex 4A
77/38 and 75/38(c)	Requested UNEP to continue to submit an annual work programme and budget for the CAP, including: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Providing detailed information on the progress of the four new activities identified in the 2016 work programme where the global funds would be used until their completion;</li> <li>▪ Extending the prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities, and to provide details on the reallocations made in its budget pursuant to decisions 47/24 and 50/26; and</li> <li>▪ Reporting on the current staff post levels and informing the Executive Committee of any changes thereto, particularly in respect to any increased budget allocations.</li> </ul>	This information is provided in the present proposal for the CAP 2018 Work Programme and Budget and in the Annexes 3B and 2D on the budget.
74/10	Requested UNEP to submit its written report on the audit of the UNEP OzonAction Branch to the 75th meeting so that the Committee could keep those issues under consideration in the context of the approved Compliance Assistance Programme budget.	Details of the actions taken to implement the OIOS audit recommendations were submitted to the 75 <sup>th</sup> meeting of the Executive Committee.
73/53	Requested UNEP to report to the 74 <sup>th</sup> meeting on actions taken to implement recommendations 1, 2, 3 and 4 taken from the May 2014 report of the UN Office of Internal Oversight Services audit of the UNEP OzonAction Branch. <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ UNEP to review the existing organizational arrangements to ensure for clear accountability and efficient and effective delivery of the OzonAction Branch programme of work in accordance with ExCom decisions</li> <li>▪ UNEP to put in place a mechanism to ensure that funds are used as approved, any variances disclosed and unspent funds returned to the ExCom in a timely manner</li> <li>▪ Define a mechanism that projects are financially closed</li> </ul>	As above.

Decision	Action requested	Response
	<p>no more than 18 months after date of operational completion</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ UNEP to ensure that it does not enter into contractual arrangements that duplicate the services of the Compliance Assistance Project.</li> </ul>	
73/53	<p>Requested UNEP in future submissions of the CAP to continue providing:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Detailed information for which global funds would be used.</li> <li>▪ Extending prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities and to provide details, pursuant to decisions 47/24 and 50/26, on the reallocations made.</li> <li>▪ Reporting on current post levels of staff and informing on any changes thereto, particularly with respect to any increased budget allocations.</li> </ul>	<p>This decision is superseded by decision 75/38(c). Detailed information on use of global CAP funds are provided in Annex 2D and 2E.</p>
70/10(d)(ii)	<p>Requested UNEP to continue providing reports on the utilization of Compliance Assistance Programme (CAP) staff for Multilateral Fund Montreal Protocol activities according to the following five categories in the context of annual progress and financial reports:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projects and services approved by the Executive Committee;</li> <li>▪ Pursuing synergies or implementing joint activities with other</li> <li>▪ non-Multilateral Fund partnerships and initiatives;</li> <li>▪ Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside of Multilateral Fund;</li> <li>▪ UNEP-wide processes and activities; and</li> <li>▪ Administrative activities.</li> </ul>	<p>The use of CAP staff time, which covers the period 1 August 2016 to 11 August 2017, is indicated in Annex 3D.</p>
70/10(d)(iii)	<p>Requested UNEP to provide a status report to the 71st meeting on the extent to which UNEP had implemented measures to ensure that all professional staff time paid with CAP funds was used for Multilateral Fund Montreal Protocol activities, in line with decision 50/26(a)(iii).</p>	<p>This decision is implemented as above.</p>
70/10(iv)	<p>Requested UNEP to ensure that Regional Network Coordinators were directly accountable to the Network and Policy Manager in the OzonAction branch, based on the CAP organigram presented in the 2010 CAP budget (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/17), and according to the CAP structure indicated in the original description of the CAP programme provided in UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/4.</p>	<p>See Annex 3D.</p>
69/8	<p>Approved UNEP's 2013-2015 Business Plan, included approval to move UNEP's logical framework analyses from the Business Plan to the CAP Budget starting from the 2014 CAP Budget cycle, in the interest of further streamlining those processes.</p>	<p>The LFAs are included in Annex 2A of this proposal.</p>
66/16(v)	<p>Requests UNEP to present its detailed annual progress report on CAP activities to the third meeting of each year in the context of the annual CAP approval, and to identify any project implementation impediments for the CAP project in the Annual Progress and Financial Report.</p>	<p>This information is provided in Annex 3A, 3B, 3C, 3D and 3E of this proposal.</p>
68/18(b)	<p>Requests UNEP, in future submissions of the CAP budget, to continue: (i) Providing detailed information on the</p>	<p>The present budget proposal includes sections that address</p>

Decision	Action requested	Response
	activities for which the global funds would be used; (ii) Extending the prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities, and providing details on the reallocations made in its budget pursuant to decisions 47/24 and 50/26; and (iii) Reporting on the current staff post levels and informing the Executive Committee of any changes thereto, particularly in respect of any increased budget allocations.	each of the elements in this decision under Annex 2D and 2E.
60/6(i)	Requests UNEP to submit a complete list of special compliance assistance activities with the CAP budget (submitted to the last Meeting of the Executive Committee each year) so that the Executive Committee would be able to examine and approve the budget in a more holistic manner.	This information is presented in Annexes 2A and 2B.
52/7	Followed the Final Report on the Evaluation of the CAP Programme, requests UNEP to consider further regionalization of CAP resources and to focus the CAP on specific priority areas and activities.	Additional regionalization of CAP resources will be done as per regional needs in 2017.
50/26(c)	Requires that the CAP budget should only be spent in accordance with the terms of reference for the financial mechanism contained in Article 10 of the Montreal Protocol and therefore resources should not be spent on inter-multilateral environmental agreement coordination activities.	The CAP budget continues to be spent by UNEP in accordance with the terms of reference for the financial mechanism
47/24	Requires that (a) Requests for future increases in the CAP budget would be limited to 3 per cent, unless the Executive Committee was given evidence that inflationary pressures justify otherwise; and (b) UNEP was encouraged to continue to extend the prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities.	The present proposal adheres to this decision.
26/41	Establishes the Programme Support Cost rate for UNEP as follows: (a) 13 per cent on projects up to a value of \$500,000; (b) For projects with a value exceeding \$500,000 but up to and including \$5,000,000, an agency fee of 13 per cent should be applied on the first \$500,000 and 11 per cent on the balance; (c) to assess projects with a value exceeding \$5 million on a case-by-case basis; (d) 0% for Institutional Strengthening projects (e) 8% for CAP.	The present proposal adheres to decision on CAP.



## ANNEX 1B: OVERVIEW OF THE COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME

---

1. UN Environment became an Implementing Agency of the Multilateral Fund on 19 June 1991, and it was assigned this clearinghouse mandate. Since that date, UN Environment OzonAction has been strengthening the capacity of governments - particularly the operational focal points for the Montreal Protocol, known as National Ozone Units (NOUs) and other related national stakeholders and Line Ministries - and industry in developing countries to elaborate and enforce the policies required to implement the Protocol and to make informed decisions about required regulatory, institutional and policy frameworks as well as alternative technologies in line with agreed phase out targets. OzonAction's overall goal is to enable those countries to meet and sustain their compliance obligations under the Protocol.
2. OzonAction has 147 developing country clients that cover a broad spectrum in terms of population, geographic size, location, and level of ODS consumption and production, ranging from Niue, the smallest consuming country, to China, the largest. This varied client base also includes 48 countries classified by the UN system as Least Developed Countries (LDCs) and 38 countries classified as Small Island Developing States (SIDS). CAP also provides services to the seven countries with economies in transition (CEIT countries) and includes them as self-funded participants in its network activities on a regular bases.
3. The CAP was established at the end of 2001 in response to the needs of Article 5 Parties and it has evolved organically since that date. In 2002, UN Environment strategically reoriented its approaches and delivery mechanisms to help Article 5 countries better cope with demands of the Protocol's compliance period and to further enhance programme effectiveness. Under the CAP, the majority of UN Environment's staff are located in UN Environment's Regional Offices, where they closely interact with the countries on a day-to-day basis to support and sustain compliance. This regional delivery mechanism is a distinctive feature of OzonAction.
4. CAP provides Article 5 countries with the following core services to Article 5 countries:
  - Regional Networks of Ozone Officers. A highly-successful and cost-effective capacity building mechanism that promotes the exchange of information, experience and know-how required to meet the Montreal Protocol commitments, report data, set and enforce policies, adopt technologies and effectively strengthen the NOUs. The networks involve key stakeholders who are crucial for Montreal Protocol implementation in selected network activities e.g. representatives of customs and refrigeration associations. They involve international experts, secretariats, agencies, bilateral partners, NGOs, private sector, academia and media depending on topics, scope and funding. Networks also provide special compliance assistance, query response and training of new NOU staff and facilitate enforcement e.g. through iPIC or the analysis of differences in reported trade data. The networks comprise the following:
    - English-speaking Africa - 28 Article 5 countries
    - French-speaking Africa - 26 Article 5 countries
    - Europe and Central Asia - 11 Article 5 countries<sup>1</sup>
    - South America - 10 Article 5 countries
    - Mexico and Central America – 9 Article 5 countries
    - Caribbean - 14 Article 5 countries
    - Pacific Island Countries - 13 Article 5 countries
    - South Asia – 13 Article 5 countries
    - South East Asia Pacific - 12 Article 5 countries
    - West Asia - 11 Article 5 countries

---

<sup>1</sup> The main network activities are also attended by the 7 associated network countries with economies in transition (CEITs) which are financially supported by the Global Environment Facility (GEF) through the implementing agencies UNDP and UNIDO.

- South-South North-South-South cooperation. A facility provided by CAP that enables targeted cooperation between two or more countries on specific technical or policy challenges facing developing countries in the implementation of the Montreal Protocol. This can take the form of missions, short-term NOU staff exchanges, or provision of expertise.
  - Capacity building. Training, information and support services that help developing countries build the national capacity of strategic stakeholders – notably customs officers, refrigeration technicians, and Ozone Officers – to create the necessary enabling environment for the effective implementation of national Montreal Protocol programmes.
  - Information Clearinghouse. A global information, communication, education service that provides NOUs and other stakeholders with publications, e-services and tools that can be used for national information and awareness campaigns in support of Montreal Protocol objectives.
  - Compliance assistance services. Country-specific support provided by CAP staff designed to address the individual compliance-related needs articulated by NOUs. On an average about 1000 such services are provided to the 147 Article 5 countries every year.
  - Project support. OzonAction is responsible for delivering the Multilateral Fund projects approved for UN Environment as per its Business Plan - currently over 550 projects are being implemented by the CAP teams in 134 countries. UN Environment offers developing countries assistance with the preparation and implementation of HCFC Phase out Management Plans (HPMPs) for both Stages I and II, Institutional Strengthening projects, and technical assistance. UN Environment provides support as the Lead Agency in 71 national HCFC Phase out Management Plans (HPMPs) and as the Cooperating Agency in 30 countries, hence UN Environment assists 101 Article 5 countries in total with their HPMPs. The majority of the projects are Institutional Strengthening (IS) projects. UN Environment implements 103 IS projects at present. The agency also implements national HPMP verification projects. OzonAction also implements certain Multilateral Fund projects on behalf of bilateral partners, and performs the project development, monitoring and reporting duties required of all Implementing Agencies.
5. OzonAction provides developing countries with interconnected and mutually-supporting CAP services and project support in accordance with a 3-year rolling strategy. This strategy is based on the current and anticipated needs of the countries, focusing on specific compliance obligations, low-volume ODS consuming countries (LVCs), and the refrigeration servicing sector.
6. OzonAction work is performed in close cooperation and coordination with the Multilateral Fund Secretariat and Ozone Secretariat, the other Implementing Agencies (UNDP, UNIDO, World Bank), bilateral agencies, and other partners at the international, regional and national levels. UN Environment implements many of its projects on the ground in countries jointly with other Implementing Agencies, where each agency co-implements complementary parts of a single project.
7. *CAP approval and progress reporting.* In line with Executive Committee decisions on project submissions, the CAP Work Programme and Budget is submitted (usually in August) for the consideration of the last Executive Committee meeting of the year. Once approved, UN Environment implements CAP starting from 1 January of the following year. UN Environment reports on its performance with implementing CAP activities and services through the proposed CAP Work Programme and Budget (progress reporting on projects is done through the Annual Financial Progress Report). The CAP progress report provides a comprehensive and analytical account of programme implementation in terms of the main results achieved during the first seven months of the approved CAP budget.
8. *New strategic planning approach.* Since 2002, UN Environment has submitted an annual CAP Work Plan for the Executive Committee's consideration that indicates the specific activities with measurable benchmarks to be undertaken for the following year and the corresponding budget. In 2015,

UN Environment proposed a new complementary rolling three-year strategy to facilitate its response to the current challenges in Article 5 countries associated with the HCFC phase-out that require a long-term strategic planning. The 75th Executive Committee approved the CAP's first three-year rolling strategy.<sup>2</sup> These strategic programme objectives comprise actions and activities which can be modified and adapted during the course of the three year period to integrate both sectoral and inter-sectoral approaches.

9. *Re-focus on Results Based Management.* From 2013 onwards, CAP management focused on increasing accountability, streamlining operations with a view to harmonization across the regions, placing greater emphasis on the results based management, and enhanced monitoring of CAP's decentralized operations. The specific logical framework analysis (LFA) were produced from 2002 until 2016. Starting from the 2016 onwards, UN Environment completely redesigned the LFA to reflect the entire programme, not limited to the Networking component of CAP. The new LFA is linked to overall programme performance and is structured according to Overarching, Strategic and Transversal objectives.

#### **STRENGTHS AND COMPARATIVE ADVANTAGE**

10. The CAP particular strengths and comparative advantages are in the following thematic and operational areas:

- Focus on Low-volume Consuming Countries (LVCs). While CAP works with countries of all ODS consumption levels, it has the maximum interaction with LVCs and specifically tries to cater to their non-investment needs, which typically do not benefit from many (if any) investment projects. CAP provides special attention to traditionally under-served countries, including LDCs, SIDS, and regions that traditionally have not received much international environmental assistance.
- Focus on refrigeration servicing sector (RSS). Since inception, CAP's core work is in the RSS. Training for refrigeration and air conditioning (RAC) servicing technicians is a core capacity building service provided by CAP through HPMPs and the Information Clearinghouse. CAP has cultivated strong linkages with RAC associations and technical training institutes.
- Focus on customs officers. CAP focuses significant assistance to customs officers as a major stakeholder group in support of trade control and enforcement objectives in national Montreal Protocol strategies, including the HPMPs. This support includes information tools and training of customs and enforcement officers in all regions, encouraging cooperation between NOUs and customs officers and establishing links with regional and international enforcement organisations.
- Institutional Strengthening. UN Environment implements the most IS projects of any agency under the Multilateral Fund. The country-driven approach requires countries to have Ozone Officers with the necessary advanced skills and continuous training to effectively manage various activities at national, regional and global levels. NOOs are constantly facing challenges in performing their tasks, which range from the monitoring and enforcement of the ODS legislation, to HCFC licensing systems, to providing advice to the government on choice of technologies and country data reporting. CAP works closely with NOOs through IS projects to help overcome these challenges. These 103 projects are implemented by CAP without any project support costs.

11. Clearinghouse function. Article 10 of the Montreal Protocol established the Multilateral Fund to meet the agreed incremental costs of developing countries' compliance and to finance a clearinghouse function. The latter includes:

- Identifying their needs for co-operation through country-specific studies and other technical co-operation.
- Facilitating technical co-operation to meet these identified needs.

---

<sup>2</sup> UN Environment/OzL.Pro/ExCom/75/33/Rev.1.

- Distributing information and relevant materials, and hold workshops, training sessions, and other related activities.
- Facilitating and monitoring other multilateral, regional and bilateral co-operation available to developing countries.
- Compliance focus. CAP provides staff priority and resources towards compliance-relevant activities that are not part of specific project work (e.g. data reporting), which are often overlooked or which fall outside of regular project services.
- NOU focus. The majority of CAP services are oriented towards the needs of NOUs in a country driven approach. The proximity and regular interaction of CAP staff with Ozone Officers, the linkage to the IS projects and Regional Networks, has resulted in a close and highly productive working relationship between CAP and NOUs, making them our privileged clients. CAP strives to raise the profile of NOUs and empower them so that Article 5 countries can be in the “driver’s seat” of the Montreal Protocol process.
- Experience gained from working with a diversity of countries. OzonAction has 147 developing country clients that cover a broad spectrum in terms of population, geographic size, location, and level of ODS consumption and production. This unique position allows CAP to share information, experiences and lessons learned across different types/sizes of countries and between regions. CAP provides support for national implementation with a truly global perspective.
- Regional delivery mechanism. Under the CAP, the majority of UN Environment’s staff are located in UN Environment’s Regional Offices, where they closely interact with countries on a day-to-day basis to support and sustain compliance. This regional delivery mechanism is a distinctive feature of the OzonAction Programme.
- Country-to-country cooperation. CAP supports and facilitates country-to-country cooperation in many forms (Networking, country missions, study tours, bilateral cooperation, etc.) between Article 5 countries to share expertise on specific focused priority areas and spread best practices.



Figure 1 - Clearinghouse services CAP provides to Article 5 countries

UN Environment CAP Mission statement: <b>Assist Article 5 countries to achieve and sustain compliance with their Montreal Protocol obligations and promote associated climate co-benefits</b>			
Objectives	Expected results	Benchmarks/Actions	Assumption / Risks
<b>Overarching objective 1: Assisting countries to comply with their HCFC phase out commitments and sustaining compliance with prior targets</b>			
<p><b>SPO 1</b> Support National Ozone Units for effective management of national Montreal Protocol compliance programmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>NOUs collect, review and report accurate Article 7 and Country Programme data as per deadlines (or in advance) with CAP assistance.</li> <li>Use of the Multilateral Fund online data reporting system increases.</li> <li>All IS projects approved for UN Environment are implemented in a timely and effective manner as per the Executive Committee approvals.</li> <li>All NOUs requesting compliance assistance to address specific technical, policy, or operational issues are supported by CAP staff in a timely manner.</li> <li>All new Ozone Officers and/or their assistants acquire basic skills and understanding of the Montreal Protocol/Multilateral Fund so that they are well-prepared to assume their new duties.</li> <li>Interested experienced Ozone Officers and/or their assistants acquire advanced skills to further enhance their management of their national programmes.</li> <li>NOUs are assisted to monitor and sustain earlier phase out targets.</li> <li>NOU's needs for common information technology (IT) tools (e.g. cloud-based NOU knowledge management hub, Montreal Protocol registry, Help Desk, etc.) are identified and piloted.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to NOUs for accurate and timely Article 7 and Country Programme data reporting.</li> <li>Promote online data reporting system and assist NOUs to use it.</li> <li>Provide NOUs with technical assistance to expedite the preparation, implementation, monitoring and reporting on their IS tranches.</li> <li>Deliver specific compliance assistance and capacity building services to NOUs as per the plan in the CAP Work Programme plus ad hoc requests.</li> <li>Provide training to all new Ozone Officers and/or their assistants using the newly-developed training modules and/or Country-to-Country assistance.</li> <li>Offer advanced training to Ozone Officers and/or their assistants using the newly-developed training modules and/or Country-to-Country assistance.</li> <li>Help NOUs monitor status of phase out targets already achieved (2013 HCFC freeze, 2015 10% HCFC reduction, 2015 total methyl bromide phase out, and maintenance of zero consumption of the other ODS already phased out) through Network meetings and CAP assistance.</li> <li>Explore need-based IT solutions to support NOU operations through survey and discussions during Network meetings.</li> </ul>	<p><i>Assumptions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>High level political commitment</li> <li>Stable political and economic conditions in countries</li> <li>Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate level</li> <li>Government commitment to approve and adopt ODS legislation</li> <li>Cooperation of national enforcement authorities and sub-regional trade and economic organisations</li> <li>Constructive cross-border cooperation between customs and enforcement agencies in neighbouring countries</li> <li>Controls to prevent illegal trade of ODS and ODS-based equipment are in place and effective</li> </ul>
<p><b>SPO 2</b> Assist with strengthening &amp; enforcing HCFC licensing &amp; quota systems</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Using knowledge, experience and best practices from peers within and outside of their region, NOUs effectively monitor and operate their HCFC licensing and quota systems as per Montreal Protocol/Multilateral Fund targets.</li> <li>NOUs undertake a self-assessment of the strengths/weaknesses of their HCFC licensing and quota systems and identify areas for improvement.</li> <li>NOUs understand strategies for effective enforcement of their HCFC licensing and quota systems.</li> <li>The number of Article 5 countries that use or plan to use an e-licensing system for HCFCs increases.</li> <li>More countries use the informal Prior Informed Consent (iPIC) mechanism to complement and support their HCFC licensing and quota systems.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Share inter-regional experiences with licensing and quota systems, identify challenging areas, and document and share best practices with regard to design, implementation and enforcement.</li> <li>Use Network meetings and information materials to help NOUs assess their own, and each other's, HCFC licensing and quota systems to identify strengths/weaknesses.</li> <li>Identify and share approaches for effective enforcement of licensing and quota systems.</li> <li>Raise awareness about the advantages of e-licensing systems, and collect and share examples of countries that have adopted such systems.</li> <li>Promote iPIC through outreach, information materials (including an annual report) and Network meetings.</li> </ul>	<p><i>Risks</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Uncertainties in security situations</li> <li>Unstable political and economic situation in countries</li> <li>Frequent turn-over of Ozone Officers and changes in administration</li> <li>Limited capacities of NOUs</li> <li>Delays due to administrative procedures by IA and country administrations</li> <li>Administrative or legal issues that may prevent fund disbursements and delay HPMP implementation</li> <li>Delay or incomplete progress reporting by some countries due to the long process of data verification at national level (particularly in countries with political instability)</li> <li>Unstable currency markets fluctuating during project implementation</li> <li>Unreliability of information technology in some developing countries; access to email and prompt communication very limited in some countries</li> </ul>
<p><b>SPO 3</b> Strengthen national capacity for effective customs &amp; trade controls</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>NOUs update, monitor and enforce their national regulations and policies to facilitate and monitor legal HCFC trade and to combat illegal trade.</li> <li>NOUs fully understand their country's trade of HCFCs and HCFC-based equipment, regularly monitor and analyse it, and investigate data differences/discrepancies.</li> <li>Customs agencies and NOUs deliver effective customs and enforcement training workshops and related activities.</li> <li>More Article 5 countries use the UN Environment-World Customs Organization e-learning modules to deliver their national customs training.</li> <li>NOUs identify and initiate approaches for fostering the long-term sustainability of customs training in their countries.</li> <li>Illegal HCFC trade is diminished/prevented by intra-regional and inter-regional cooperation between Article 5 countries, and between regional/international customs/trade</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide policy support and CAP assistance to NOUs to support customs and trade regulations and policies.</li> <li>Use Network meetings, CAP assistance and information materials to help NOUs identify/analyse differences/discrepancies of reported HCFC trade data.</li> <li>Provide technical assistance, CAP services and support for the organization of national customs workshops under HPMPs.</li> <li>Outreach, demonstrate and promote the e-learning customs training modules to NOUs and national customs agencies.</li> <li>Collect, document and share approaches for fostering the long-term sustainability of customs training in Network meetings and through information materials.</li> <li>Cooperate with WCO and RILOs on the organization of regional customs and enforcement thematic events aimed at illegal HCFC trade.</li> </ul>	

Objectives	Expected results	Benchmarks/Actions	Assumption / Risks
	<ul style="list-style-type: none"> <li>organisations.</li> <li>Customs agencies are well-informed about strategies for storing/disposing of seized refrigerants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Collect, document and share experiences and strategies for how customs deal with seized refrigerants.</li> </ul>	
<p><b>SPO 4</b> Assist countries to achieve the 35% HCFC target in 2020 and prepare for 67.5% target in 2025</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing and new HPMP Stage I and Stage II tranches approved for UN Environment are implemented in a timely and effective manner as per the Executive Committee approval.</li> <li>HPMPs for which UN Environment is the Lead Agency are well-coordinated with the Cooperating Agencies.</li> <li>Completed HPMP tranches are verified in a timely and effective manner as per the Executive Committee approval.</li> <li>All countries requesting UN Environment assistance with Stage I or Stage II tranches, or new Stage II HPMPs are supported to prepare, submit and initiate those projects.</li> <li>NOUs make informed choices about non-HCFC technologies and policies as they implement their HPMPs.</li> <li>NOUs understand in detail the new technology market in their countries as they have phased out HCFCs under the HPMPs, to help inform future decision-making.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide NOUs with technical assistance to expedite implementation, monitoring and reporting on their ongoing and new HPMP Stage I and Stage II tranches.</li> <li>Coordinate with Cooperating Agencies for HPMPs where UN Environment is the Lead Agency.</li> <li>Implement HPMP verification projects as required by Executive Committee.</li> <li>Prepare, submit and initiate Stage I and Stage II tranches, and Stage II HPMPs.</li> <li>Provide targeted information services on technologies and policies based on needs identified by NOUs.</li> <li>Initiate market analyses related to the introduction of non-HCFC and low-GWP alternatives, building on the experience of the ODS alternative surveys.</li> </ul>	
<b>Overarching objective 2: Strengthening the refrigeration servicing sector for ozone &amp; climate-friendly alternatives</b>			
<p><b>SPO 1</b> Develop, deliver &amp; coordinate capacity building &amp; sustainable technician training in the RSS</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A global overarching strategy for streamlining the training in the servicing sectors and develop standard training program is developed and imparted in cooperation and consultation with Implementing Agencies, Article 5 countries, international RAC associations and under guidance from the Multilateral Fund Secretariat.</li> <li>Good practice training modules that adequately address the safety aspects of alternatives refrigerants, in accordance to the operating conditions in Article 5 countries, are developed, introduced and incorporated in national training programs.</li> <li>A Universal Training Kit (modules), that tackle the good practices for different types of applications and refrigerants, is developed and incorporated in the training programs under HPMPs.</li> <li>National technical and vocational curricula, in Article 5 countries, are updated using the good practices training materials and tools.</li> <li>Specialized training program and tools for promoting the recovery/recycling practices are produced, in cooperation with Implementing Agencies and specialized associations, and introduced to support the operation of national reclamation centers and schemes funded by Multilateral Fund.</li> <li>E-learning tools aiming at upgrading the skills of service practitioners, i.e. technicians and engineers, with regard to the sound management of refrigerants, are developed, offered and widely used by different stakeholders in Article 5 countries.</li> <li>The e-Learning Refrigerant Literacy course is widely offered and completed leading to elevating the knowledge and understanding of current and future refrigerants amongst NOU and local not specialists stakeholders.</li> <li>Special simplified tool, mainly for use of the unorganized (informal) servicing sector, such as pocket guides, videos, posters and others are developed and used by NOUs in the HPMP training activities.</li> <li>National and/or regional RAC industry associations in LVCs are established and/or strengthened including engagement in the implementation of HPMPs and national related training programs.</li> <li>Energy efficiency aspects are incorporated in the training programs and tools of the servicing sectors ensuring maximizing the climate benefits of servicing good practices.</li> <li>Needs assessment for the MAC servicing sector in the Article</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Initiate exhaustive consultation process with Implementing Agencies, Article 5 countries, international RAC associations and under guidance from the Multilateral Fund Secretariat to develop a global overarching strategy for streamlining the training in the servicing sectors.</li> <li>Cooperate with international associations and IAs to develop training modules that adequately address the safety aspects of alternatives refrigerants.</li> <li>Design and finalize, in cooperation with international partners, Universal Training Kit that tackle the good practices for different types of applications and refrigerants.</li> <li>Initiate the work to develop specialized training program and tools for promoting the recovery/recycling practices in cooperation with IAs and international partners.</li> <li>Ensure that the Refrigerants Literacy e-Learning Course is widely introduced and offered to all stakeholders in Article 5 countries.</li> <li>Complete and launch the e-Learning Course on Refrigerant Management, for practitioners, in cooperation with ASHRAE.</li> <li>Ensure the introduction of the EE dimension in the training materials and products being produced for the servicing sectors.</li> <li>Engage with local and regional RAC associations in A5 countries to support good practice training programs.</li> <li>Complete a detailed training needs assessment on the MAC servicing sector and its future training and capacity building needs.</li> </ul>	<p><i>Assumptions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Skilled nationals for the servicing of equipment, particularly for 'longer term' alternatives</li> <li>Climate friendly and energy efficient alternatives are commercially available</li> <li>Availability of alternatives and affordable technologies</li> <li>Cooperation and active participation of other stakeholders</li> </ul> <p><i>Risks</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Increased trend of introducing high-GWP alternatives due to lower prices and commercial availability compared to low/lower GWP options particularly for RAC</li> <li>Technology and economic related concerns for high-ambient operating conditions</li> <li>Difficulties related to harmonising standards and codes at the regional level</li> <li>Limited engagement from external project Partners</li> <li>The availability and quality of technical input and/or regional and/or national input into the various activities not forthcoming</li> <li>Weak infrastructure of the RAC servicing sector in most developing countries; the RAC servicing sector often not recognised as a professional field.</li> <li>The Environment Ministry, commonly housing the NOU do not have mandate for setting/certification of national skills, energy management, safety etc.</li> <li>Unreliability of information technology in some</li> </ul>

Objectives	Expected results	Benchmarks/Actions	Assumption / Risks
	<p>5 countries is thoroughly conducted including the training, certification and institutional needs.</p>		<p>developing countries; access to email and prompt communication very limited in some countries</p>
<p><b>SPO 2</b> Advancing sustainable certification &amp; qualification in the RSS</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technical and policy support is offered to HPMPs with ongoing national certification programs, funded by Multilateral Fund, to ensure the completion, introduction and enforcement of the certification schemes and direct linkage with training programs under HPMPs.</li> <li>• A model for Refrigerant Management Certification Program, including the associated training/testing program, is developed and widely adopted, especially by LVCs.</li> <li>• A model for certifying servicing workshops, in terms of minimum requirements for the good service practices, is developed and introduced for Article 5 countries for inclusion in HPMPs and national phase-out programs.</li> <li>• A global qualification program for sound management of refrigerants i.e. Refrigerant Driving License (RDL) is developed, piloted and finalized in cooperation with AHRI and international industry associations.</li> <li>• Special study on the future of certification programs for MAC servicing sector is concluded in consultation with Article 5 countries from different regions as well as international relevant associations.</li> <li>• Reduce barriers for introduction of low-GWP alternatives through bilateral projects: China Trust Fund for South Asia and South-East Asia and Pacific regions; China-Africa cooperation; India-Africa cooperation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continue providing technical and policy assistance to NOUs in developing and enforcing national certification schemes.</li> <li>• Design and finalize a model for Refrigerant Management Certification Program in cooperation with international partners.</li> <li>• Design and launch a model for certifying the servicing workshops in cooperation with international partners.</li> <li>• Finalize the documentation and operational mechanism of the global qualification program of Refrigerant Driving License (RDL).</li> <li>• RDL piloted in selected 3-4 countries in different regions and evaluate the program accordingly as well as suggest adjustment to make it final for global use.</li> <li>• Initiate and conduct special study on the requirements for MAC certification programs.</li> <li>• Build bridges amongst A5 countries to assist reducing barriers in introduction of low-GWP alternatives through joint training and certification programs.</li> </ul>	
<p><b>SPO 3</b> Promote development &amp; enforcement of standards for safe handling of flammable &amp; toxic alternatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regular materials and info-kits about progression and update of relevant international standards and their implication on low-GWP refrigerants deployment in different sectors are developed, with support of international relevant organisations, and disseminated to NOUs and all different stakeholders.</li> <li>• National work plan for the cooperation between NOUs and national standards organisations are incorporated under HPMPs with aim to timely update national standards in accordance with the international ones.</li> <li>• A model risk assessment for the safe handle of flammable refrigerants during installation, servicing, transportation and decommissioning practices is developed in cooperation with international industry associations as well as engagement of regional and national research institutes in Article 5 countries.</li> <li>• An international guidelines for testing laboratories on testing with flammable refrigerants is developed, in cooperation with international partners, is developed and offered to testing labs and NOUs in Article 5 countries.</li> <li>• Cooperate with ASHRAE to develop a quick guide for developing countries about Sustainable Refrigerated Facilities and Refrigeration Systems.</li> <li>• A model for national code on refrigeration and air-conditioning, including good servicing practices, is developed in cooperation with partners and introduced widely to A5 countries to incorporate in their national programs.</li> <li>• Special sessions and events on advancing the update of relevant standards at national and regional levels are organised using CAP networking activities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Develop and disseminate regular updates and briefs on the progression of development and upgrade international relevant refrigerants and safety standards.</li> <li>• Assist A5 countries to develop national work-plan for the initiating the cooperation with local standardization bodies and ensure cooperation in updating/enforcing relevant standards.</li> <li>• Establish international group, in cooperation with relevant associations and bodies, to develop international guide for testing laboratories on testing with flammable refrigerants</li> <li>• Develop a model for national refrigeration and air-conditioning codes for the use of A5 countries as a regulatory supporting tool.</li> <li>• Organise, in cooperation with partners, international and regional information sessions on advancing the update of relevant standards.</li> </ul>	

Objectives	Expected results	Benchmarks/Actions	Assumption / Risks
<b>SPO 4</b> Promote assessment of refrigerant management in the fishing and maritime sector	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compilation of case studies, analysis of technologies/alternatives availability and training needs for the marine/fishing sectors is developed in consultation with respective NOUs and industry in Article 5 countries.</li> <li>• National Marine/Fishery Action Plan is developed for one or two LVCs as a pilot model. Model is further shared with other similar A5 countries and assistance to adapt it to local conditions is provided.</li> <li>• Organisation of international and regional technical conferences, thematic meetings and side events, on sustainable technologies for marine and fisheries sectors, is facilitated in cooperation with international partners and engagement of all concerned NOUs and industry stakeholders.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Develop and disseminate special case studies, analysis of technologies/alternative availability and training needs for the marine/fishing sectors in cooperation with concerned A5 countries.</li> <li>• Pilot the development of National Marine/Fishery Sector Plan in cooperation with a select number of A5 countries.</li> <li>• Cooperate with international partners to organize international and regional technical conferences, thematic meetings and side events, on sustainable technologies for marine and fisheries sectors.</li> </ul>	
<b>SPO 5</b> Address high ambient temperature country's needs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Final reports of PRAHA-II and EGYPRA projects are released and shared with all NOUs and industry stakeholders.</li> <li>• Comparison report on all HAT testing projects is developed, in consultation with partners, and shared with all players.</li> <li>• A risk assessment model for the manufacturing/installation/servicing with flammable refrigerants in HAT countries is development and imparted to all NOUs for use in local programs and HPMPs.</li> <li>• Study on the impact of Kigali on air-conditioning industry in HAT countries is developed in consultation with respective NOUs and industry players.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalize, launch and disseminate the reports of EGYPRA and PRAHA-II including detailed analysis and comparison of HAT testing projects.</li> <li>• Finalize the risk assessment model for the manufacturing/installation/servicing with flammable refrigerants and share its results with all A5 countries.</li> <li>• Initiate, in cooperation with concerned A5 countries and industry, the development of a specialized study on impact of Kigali Amendment on technology selection in air-conditioning industry in HAT countries.</li> </ul>	
<b>Overarching objective 3: Building capacity to initiate enabling activities for the HFC phase down</b>			
<b>SPO 1</b> Facilitate and support ratification of Kigali Amendment	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilitate and support NOU efforts to promote ratification in close collaboration with the Ozone Secretariat.</li> <li>• Ozone Officers better understand HFC issues and the implications of the Kigali Amendment for their national ODS phase out programmes.</li> <li>• Countries to review institutional arrangements for implementation of HFC phase down activities.</li> <li>• Provide guidance to identify synergies and linkages between the national HCFC phase out, overall national refrigerant use, map non-ODS, non-HFC alternative consumption patterns and elaborate future the HFC phase down national strategies.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Special missions to countries to participate in multi stakeholder consultations on Kigali Amendment.</li> <li>• Provide documentation and information to NOUs for developing implications documents for high level management.</li> </ul>	<i>Assumptions</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• High level political commitment</li> <li>• Government commitment to approve and adopt amendment</li> <li>• Stable political and economic conditions in countries</li> <li>• Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate level</li> </ul>
<b>SPO 2</b> Assist countries to review current data reporting approaches	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sharing of data collection experiences and lessons learned from non-ODS alternative surveys.</li> <li>• Data mining of alternative surveys, and inter-regional collaboration and sharing experience.</li> <li>• Regional and sub-regional workshops to understand HFC data reporting methodologies.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prepare a data collection guidelines booklet.</li> <li>• Organize special sessions on data collection during country missions and network meetings.</li> <li>• Organize capacity building of CAP teams on new data collection issues specially CO<sub>2</sub> equivalence.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Controls to monitor and control trade of HFCs are in place and effective/can be implemented</li> </ul> <i>Risks</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Uncertainties in security situations</li> <li>• Unstable political and economic situation in countries</li> </ul>
<b>SPO 3</b> Assist with review of licensing systems	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revised and updated customs and enforcement officers training manuals.</li> <li>• Updated UN Environment-WCO on-line e-learning customs training to include information on HFCs and outreach in different languages.</li> <li>• Reviewed countries' customs codes for inclusion of HFCs and low-GWP alternatives for monitoring HFC imports until the new HS codes are approved by WCO.</li> <li>• Modified iPIC to include HFCs and low-GWP alternatives.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assist select countries with reviewing existing licensing and quota systems and customs codes for inclusion of HFCs.</li> <li>• Share regional experiences and good practices on provisions for ODS and HFC licensing systems.</li> <li>• Update UN Environment-WCO on-line e-learning customs training and comprehensive customs training modules to include information on HFCs and outreach in different languages.</li> <li>• Modify iPIC to include HFCs and low-GWP alternatives.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited capacities/frequent turn-over of Ozone Officers and changes in administration</li> <li>• Unstable currency markets fluctuating during project implementation</li> <li>• Unreliability of information technology in some developing countries; access to email and prompt communication very limited in some</li> </ul>



Objectives	Expected results	Benchmarks/Actions	Assumption / Risks
<b>SPO 4</b> Support institutional arrangements	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review of national policies and regulations in areas where HFC consumption could be reduced (low-GWP options).</li> <li>Strengthened institutional arrangements for the implementation of activities, including consultations with relevant national government authorities who are responsible for climate change, energy efficiency, etc.</li> <li>A model national tracking system that can be used by the licensing authority on the actual import/export.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Collect and share information about HFC-related policies and regulations.</li> <li>Assist countries to identify and/or develop policy options and regulations to address commitments taken under Kigali Amendment.</li> <li>Support the NOUs with establishing institutional arrangements for the implementation of activities, including consultations with relevant national government authorities who are responsible for climate change, energy efficiency, etc., in order to ensure a streamlined approach to HFC phase-down.</li> <li>Develop a model national tracking system that can be used by the licensing authority on the actual import/export.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>countries</li> <li>Lack of specific customs codes (HS codes) for HFCs prior to control measures</li> </ul>
<b>SPO 5</b> Implement demonstration projects for non-investment activities	<ul style="list-style-type: none"> <li>Demonstration projects for non-investment activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Implement demonstration projects for non-investment activities as approved by the Executive Committee.</li> </ul>	
<b>SPO 6</b> Assist with implementation & monitoring of Enabling Activities projects	<ul style="list-style-type: none"> <li>Implementation of Enabling Activity projects as per Executive Committee guidelines.</li> <li>Prioritized support for enabling activities to those countries that ratified the Kigali Amendment early (4 countries as of July 2017).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist countries to understand the implications of developing national strategies for HFC phase down.</li> <li>Develop and assist countries to develop enabling activity projects as per Executive Committee Decision 79/46.</li> </ul>	
<b>Overarching objective 4: Leveraging the Clearinghouse mandate</b>			
<b>SPO 1</b> Coordinate ten Regional Networks & facilitate country-to-country cooperation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation of 147 developing countries in Network and thematic meetings.</li> <li>Network agendas including issues related to enabling activities needed in Article 5 countries to address both HCFCs and HFCs.</li> <li>Participation of experts to address priority issues, e.g. customs codes, data reporting, good servicing practices for flammable refrigerants, and policy development on energy efficiency.</li> <li>Country-to-Country cooperation (e.g. site visits, study tours, technology transfer, border dialogues) with 120 developing countries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organise focused network and thematic meetings in all the regions.</li> <li>Strengthen Country-to-Country cooperation activities (e.g. site visits, study tours, technology transfer, border dialogues).</li> </ul>	<p><i>Assumptions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate level</li> <li>Cooperation and active participation of other stakeholders</li> <li>High level political commitment</li> <li>Stable political and economic conditions in countries</li> </ul>
<b>SPO 2</b> Coordinate, develop & outreach capacity building and information services	<p><i>NOUs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Updated and timely information: fact sheets, policy briefs and publications on prioritised topics; countries encouraged to translate and adapt existing materials.</li> <li>Synthesis Reports of data collected through national non-ODS surveys.</li> <li>Special support to countries which ratified the Kigali Amendment for implementation of enabling activities.</li> <li>NOOs made aware on policy frameworks and options to promote low-GWP non-ODS and non-HFC alternatives; substitutes and alternative refrigerants.</li> <li>"Ozone2Climate Technology Exhibitions and Industry Roundtables" organized in different regions back-to-back with large industry events (e.g. annual exhibitions of national RAC associations, trade fairs, and major conferences).</li> </ul> <p><i>Technicians/servicing sector</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Global targeted technology capacity building and ICE materials developed and outreached to support sound management of all refrigerants.</li> <li>Servicing sector training programmes developed and outreached.</li> <li>Updated technical information on flammable refrigerants, safety and handling, good practices, maintenance and leak detection, reducing emissions and enhancing energy efficiency in refrigeration servicing sector outreached.</li> <li>The existing UN Environment-ASHRAE Refrigerants Literacy</li> </ul>	<p><i>NOUs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>CAP will update information: fact sheets, policy briefs and publications on prioritised topics; countries will be encouraged to translate and adapt existing materials.</li> <li>Mining of data collected through national non-ODS surveys and assist select countries to map alternatives and draft road roadmaps for improved decision making.</li> <li>Special support to countries which ratified the Kigali Amendment for implementation of enabling activities (review of national strategies and policies, assessment of safe market introduction of low- GWP, zero-GWP alternatives, multi stakeholder's national workshops, parliamentarians fora, etc.).</li> <li>Organize "Ozone2Climate Technology Exhibitions and Industry Roundtables" in different regions back-to-back with large industry events (e.g. annual exhibitions of national RAC associations, trade fairs, major conferences) to encourage the rapid take up of such technologies by the private sector.</li> </ul> <p><i>Technicians/servicing sector</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Develop and outreach global targeted technology capacity building and ICE materials to support sound management of all refrigerants.</li> <li>Develop and outreach Servicing sector training programmes.</li> <li>Update and outreach technical information on flammable refrigerants, safety and handling, good practices, maintenance and leak detection, reducing emissions and enhancing energy efficiency in refrigeration servicing sector; regional thematic workshops for technicians and NOOs.</li> </ul>	<p><i>Risks</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Limited engagement from external project Partners</li> <li>Frequent turn-over of Ozone Officers and changes in administration</li> <li>Limited capacities of NOUs</li> <li>The availability and quality of technical input and/or regional and/or national input and participation into the various activities not forthcoming</li> <li>Limited engagement from external project Partners</li> <li>Unreliability of information technology in some developing countries; access to email and prompt communication very limited in some countries</li> </ul>

Objectives	Expected results	Benchmarks/Actions	Assumption / Risks
	<p>online course outreached and translated.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Updated information on refrigerant testing that includes HFCs and blends.</li> <li>• Guidebook on recovery and recycling of HCFCs and HFCs during servicing and maintenance.</li> <li>• Handbook of codes of good and best practices for refrigeration servicing sector.</li> <li>• Quick Guide on flammable refrigerants for servicing technicians translated and outreached</li> </ul> <p><i>Trade and enforcement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Targeted capacity building tools and materials for the enforcement community developed.</li> <li>• Training modules for customs officers to include HFCs and blends developed and translated.</li> <li>• Information and guidance on HS codes for HFCs outreached.</li> <li>• The Informal Prior-Informed Consent Mechanism platform updated.</li> </ul> <p><i>Information</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Targeted awareness activities to assist countries to meet their 2020 HCFC control measures and facilitate the phase down of HFCs (via IS, HPMP and enabling activities projects).</li> <li>• Relevant ozone/Montreal Protocol issues outreached at key international, regional and national fora, using effectively web, social media and e-conferencing; exhibitions, technology fairs and specific events in Montreal Protocol meetings.</li> <li>• Key information adapted into smartphone applications and audio-visual materials.</li> <li>• OzonAction web services enhanced and improved.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Outreach and translate the UN Environment-ASHRAE Refrigerants Literacy online course.</li> <li>• Update information on refrigerant testing that includes HFCs and blends.</li> <li>• Develop guidebook on recovery and recycling of HCFCs and HFCs during servicing and maintenance.</li> <li>• Develop a handbook of codes of good and best practices for refrigeration servicing sector.</li> <li>• Translate and outreach Quick Guide on flammable refrigerants for servicing technicians.</li> </ul> <p><i>Trade and enforcement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Develop targeted capacity building tools and materials for the enforcement community</li> <li>• Revise, develop and translate training modules for customs officers to include HFCs and blends.</li> <li>• Provide information and guidance on HS codes for HFCs.</li> <li>• Update the Informal Prior-Informed Consent Mechanism platform.</li> </ul> <p><i>Information</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduct awareness activities to assist countries to meet their 2020 HCFC control measures and facilitate the phase down of HFCs (via IS, HPMP and enabling activities projects).</li> <li>• Outreach relevant ozone/Montreal Protocol issues at key international, regional and national fora,</li> <li>• Adapt key information into smartphone applications and audio-visual materials.</li> <li>• Enhance and improve OzonAction web services.</li> </ul>	

**ANNEX 2B - Country specific CAP Services proposed for 2018**

CAP services												
Country	REGION	Network & thematic meetings	Compliance	Policy support	Technical assistance	Data reporting	Awareness and Information	Kigali ratification and associated activities support	South-South cooperation	Monitoring & control of ODS trade	NOU training	Other
Afghanistan	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> <li>Where country is in non-compliance, develop, in cooperation with country, an Action Plan to return to compliance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: border dialogues with neighbouring countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Albania	ECA	<p>Arrange separate network and thematic meetings</p> <p>Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018</p> <p>Involve CEIT countries as self-funded participants</p> <p>Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)</p>	<p>Monitor timely data reporting and reported consumption levels</p> <p>Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action</p>	<p>Monitor the status of HFC policy and legislative measures</p> <p>Include policy support in the meeting agendas</p>	<p>Monitor technology developments and share information with network countries</p> <p>Include technical assistance in the meeting agendas</p>	<p>Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting</p> <p>Include data reporting in the meeting agendas</p>	<p>Provide access to ECA website and query response service</p> <p>Outreach information to ECA dissemination lists</p>	<p>Monitor ratification status</p> <p>Include Kigali ratification in the meeting agendas</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	<p>Facilitate iPIC consultations</p> <p>Facilitate analysis of trade data differences</p> <p>Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	
Algeria	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Angola	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>
Antigua and Barbuda	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>
Argentina	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>					<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	

Armenia	ECA	<p>Arrange separate network and thematic meetings</p> <p>Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018</p> <p>Involve CEIT countries as self-funded participants</p> <p>Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)</p>	<p>Monitor timely data reporting and reported consumption levels</p> <p>Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action</p>	<p>Monitor the status of HFC policy and legislative measures</p> <p>Include policy support in the meeting agendas</p>	<p>Monitor technology developments and share information with network countries</p> <p>Include technical assistance in the meeting agendas</p>	<p>Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting</p> <p>Include data reporting in the meeting agendas</p>	<p>Provide access to ECA website and query response service</p> <p>Outreach information to ECA dissemination lists</p>	<p>Monitor ratification status</p> <p>Include Kigali ratification in the meeting agendas</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	<p>Facilitate iPIC consultations</p> <p>Facilitate analysis of trade data differences</p> <p>Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	
Bahamas	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Bahrain	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Support in finalizing and enacting the bylaws of the local Ozone Law</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant</li> <li>Management University course</li> </ul>	Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	Cooperation with local technical groups i.e. ASHRAE and Bahrain Society of Engineers for training and technical related activities
Bangladesh	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Where country is in non-compliance, develop, in cooperation with country, an Action Plan to return to compliance</li> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Barbados	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>
Belize	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>
Benin	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> <li>Specific additional regional meetings: &lt;ExCom Meetings&gt;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>

Bhutan	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Bolivia, Plurinational State of	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Bosnia and Herzegovina	ECA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrange separate network and thematic meetings</li> <li>Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018</li> <li>Involve CEIT countries as self-funded participants</li> <li>Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Monitor timely data reporting and reported consumption levels</li> <li>Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Monitor the status of HFC policy and legislative measures</li> <li>Include policy support in the meeting agendas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Monitor technology developments and share information with network countries</li> <li>Include technical assistance in the meeting agendas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting</li> <li>Include data reporting in the meeting agendas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide access to ECA website and query response service</li> <li>Outreach information to ECA dissemination lists</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Monitor ratification status</li> <li>Include Kigali ratification in the meeting agendas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request - subject to fund availability</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate iPIC consultations</li> <li>Facilitate analysis of trade data differences</li> <li>Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request - subject to fund availability</li> </ul>	
Botswana	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	



Brazil	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>					<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Brunei Darussalam	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assess risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Burkina Faso	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Burundi	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Cambodia	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Cameroon	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meeting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Cape Verde	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Specific south-south cooperation activity: &lt;Special assistance on reporting and activity implementation because of language barriers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Central African Republic	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Chad	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Chile	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Introduction of labelling schemes.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
China	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Specific south-south cooperation activity: to assist other countries on safe handling of flammable refrigerants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Colombia	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate use of customs officer e-learning.</li> <li>Introduction of labelling schemes.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		

Comoros	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Congo	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> <li>Provide support on Implementation Committee baseline and/or consumption data revision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Congo, Democratic Republic of the	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Cook Islands	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Costa Rica	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
Côte d'Ivoire	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Cuba	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>					<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Djibouti	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Dominica	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Dominican Republic	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of mandatory RAC certification system.</li> <li>Assist with standards.</li> <li>Introduction of labelling schemes.</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants.</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
Ecuador	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system.</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants.</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
Egypt	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		
El Salvador	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system.</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants.</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		

Equatorial Guinea	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Eritrea	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Ethiopia	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Where country is in non-compliance, develop, in cooperation with country, an Action Plan to return to compliance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	



Fiji	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Gabon	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Gambia	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Georgia	ECA	<p>Arrange separate network and thematic meetings</p> <p>Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018</p> <p>Involve CEIT countries as self-funded participants</p> <p>Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)</p>	<p>Monitor timely data reporting and reported consumption levels</p> <p>Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action</p>	<p>Monitor the status of HFC policy and legislative measures</p> <p>Include policy support in the meeting agendas</p>	<p>Monitor technology developments and share information with network countries</p> <p>Include technical assistance in the meeting agendas</p>	<p>Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting</p> <p>Include data reporting in the meeting agendas</p>	<p>Provide access to ECA website and query response service</p> <p>Outreach information to ECA dissemination lists</p>	<p>Monitor ratification status</p> <p>Include Kigali ratification in the meeting agendas</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	<p>Facilitate iPIC consultations</p> <p>Facilitate analysis of trade data differences</p> <p>Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	
Ghana	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		
Grenada	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Guatemala	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support to monitor the implementation of the Compliance Action Plan</li> </ul>	Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of mandatory RAC certification system.</li> <li>Assist with standards.</li> <li>Introduction of labelling schemes.</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants.</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
Guinea	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Guinea-Bissau	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Specific south-south cooperation activity: &lt;Special assistance on reporting and HPMP implementation because of language barriers&gt;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Guyana	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Haiti	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Honduras	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>		Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of mandatory RAC certification system.</li> <li>Assist with standards.</li> <li>Introduction of labelling schemes.</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants.</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>			
India	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> <li>Specific compliance assistance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: border dialogues with neighbouring countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>		
Indonesia	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate timely report Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Specific south-south cooperation activity: support Timor Leste on the delivery of training.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>			

Iran, Islamic Republic of	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
Iraq	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> <li>Specific additional regional meetings: &lt;please add&gt;</li> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> <li>Specific additional regional meetings: Arab insulation code</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promote use of online CP data reporting</li> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Jamaica	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>
Jordan	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> <li>Specific additional regional meetings: Arab insulation code</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: sound operation of RAC certification schemes</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>
Kenya	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	

Kiribati	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Korea, Democratic People's Republic of	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Korea, Republic of	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		



Kuwait	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings meetings: High Ambinet Project (PRAHA)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Support in finalizing and enacting the bylaws of the local Ozone Law</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promote use of online CP data reporting</li> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Kyrgyzstan	ECA	<p>Arrange separate network and thematic meetings</p> <p>Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018</p> <p>Involve CEIT countries as self-funded participants</p> <p>Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)</p>	<p>Monitor timely data reporting and reported consumption levels</p> <p>Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action</p>	<p>Monitor the status of HFC policy and legislative measures</p> <p>Include policy support in the meeting agendas</p>	<p>Monitor technology developments and share information with network countries</p> <p>Include technical assistance in the meeting agendas</p>	<p>Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting</p> <p>Include data reporting in the meeting agendas</p>	<p>Provide access to ECA website and query response service</p> <p>Outreach information to ECA dissemination lists</p>	<p>Monitor ratification status</p> <p>Include Kigali ratification in the meeting agendas</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	<p>Facilitate iPIC consultations</p> <p>Facilitate analysis of trade data differences</p> <p>Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat</p>	<p>NOU training requested subject to fund availability</p>	
Lao People's Democratic Republic	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Lebanon	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant</li> <li>Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		
Lesotho	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		
Liberia	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Libya	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>				

Macedonia, The Former Yugoslav Republic of	ECA	Arrange separate network and thematic meetings Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018 Involve CEIT countries as self-funded participants Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)	Monitor timely data reporting and reported consumption levels Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action	Monitor the status of HFC policy and legislative measures Include policy support in the meeting agendas	Monitor technology developments and share information with network countries Include technical assistance in the meeting agendas	Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting Include data reporting in the meeting agendas	Provide access to ECA website and query response service Outreach information to ECA dissemination lists	Monitor ratification status Include Kigali ratification in the meeting agendas	Upon request - subject to fund availability	Facilitate iPIC consultations Facilitate analysis of trade data differences Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat	Upon request - subject to fund availability	
Madagascar	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Malawi	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Malaysia	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate timely report Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Specific south-south cooperation activity: assist Timor Leste and Brunei Darussalam for the delivery of training.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		

Maldives	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of mandatory RAC certification system</li> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: Asycuda and Reclamation centre with Sri Lanka, India on technician training</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>			
Mali	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>		

Marshall Islands	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support country in the national implementation of the Kigali Amendment as required and under the Mandates of the UN OzonAction CAP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Mauritania	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Specific south-south cooperation activity: &lt; Special assistance on HPMP implementation because of the delay on the HPMP approval and risk of non compliance&gt;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Mauritius	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		

Mexico	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
Micronesia, Federated States of	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention adn control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support country in the national implementation of the Kigali Amendment as required and under the Mandates of the UN OzonAction CAP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>

Moldova, Republic of	ECA	Arrange separate network and thematic meetings Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018 Involve CEIT countries as self-funded participants Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)	Monitor timely data reporting and reported consumption levels Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action	Monitor the status of HFC policy and legislative measures Include policy support in the meeting agendas	Monitor technology developments and share information with network countries Include technical assistance in the meeting agendas	Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting Include data reporting in the meeting agendas	Provide access to ECA website and query response service Outreach information to ECA dissemination lists	Monitor ratification status Include Kigali ratification in the meeting agendas	Upon request - subject to fund availability	Facilitate iPIC consultations Facilitate analysis of trade data differences Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat	Upon request - subject to fund availability	
Mongolia	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Montenegro	ECA	Arrange separate network and thematic meetings Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018 Involve CEIT countries as self-funded participants Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)	Monitor timely data reporting and reported consumption levels Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action	Monitor the status of HFC policy and legislative measures Include policy support in the meeting agendas	Monitor technology developments and share information with network countries Include technical assistance in the meeting agendas	Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting Include data reporting in the meeting agendas	Provide access to ECA website and query response service Outreach information to ECA dissemination lists	Monitor ratification status Include Kigali ratification in the meeting agendas	Upon request - subject to fund availability	Facilitate iPIC consultations Facilitate analysis of trade data differences Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat	Upon request - subject to fund availability	

Morocco	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Mozambique	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate translation of materials into local languages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Myanmar	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Namibia	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Where country is in non-compliance, develop, in cooperation with country, an Action Plan to return to compliance</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		



Nauru	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Nepal	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		

Nicaragua	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>		Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system.</li> <li>Assist with standards.</li> <li>Introduction of labelling schemes.</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants.</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
Niger	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Nigeria	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		

Niue	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Oman	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: sound operation of RAC certification schemes</li> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: sound operation of RAC certification schemes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		

Pakistan	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Palau	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Panama	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		

Papua New Guinea	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Paraguay	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>		<p>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards.</li> <li>Introduction of labelling schemes.</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants.</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		

Peru	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>		Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system.</li> <li>Assist with standards.</li> <li>Introduction of labelling schemes.</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants.</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues.</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.).</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC.</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>		
Philippines	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Qatar	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: establishment and operation of E-Licensing</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	Cooperation with local technical groups i.e. ASHRAE and Qatar Society of Engineers for training and technical related activities
Rwanda	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Where country is in non-compliance, develop, in cooperation with country, an Action Plan to return to compliance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with standards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		

Saint Kitts and Nevis	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Saint Vincent and the Grenadines	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Saint Lucia	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Samoa	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>



Sao Tome and Principe	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Saudi Arabia	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: &lt;please add&gt;</li> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Specific south-south cooperation activity: Arab insulation code</li> </ul>			
Senegal	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Serbia	ECA	Arrange separate network and thematic meetings Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018 Involve CEIT countries as self-funded participants Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)	Monitor timely data reporting and reported consumption levels Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action	Monitor the status of HFC policy and legislative measures Include policy support in the meeting agendas	Monitor technology developments and share information with network countries Include technical assistance in the meeting agendas	Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting Include data reporting in the meeting agendas	Provide access to ECA website and query response service Outreach information to ECA dissemination lists	Monitor ratification status Include Kigali ratification in the meeting agendas	Upon request - subject to fund availability	Facilitate iPIC consultations Facilitate analysis of trade data differences Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat	Upon request - subject to fund availability	
Seychelles	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>		
Sierra Leone	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Where country is in non-compliance, develop, in cooperation with country, an Action Plan to return to compliance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promote use of online CP data reporting</li> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Singapore	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		

Solomon Islands	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Somalia	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
South Africa	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

South Sudan	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Specific compliance assistance: Assist country to implement and enforce ODS Regulations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Sri Lanka	SA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of mandatory RAC certification system</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Sudan	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>				
Suriname	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Assist with standards</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	

Swaziland	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Syrian Arab Republic	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Tanzania, United Republic of	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Thailand	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate timely report Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Specific south-south cooperation activity: to assist Myanmar for capacity building and Cambodia for operation of e-licensing system to control ODS import and export.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Timor-Leste	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduction of non-mandatory RAC certification system</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Togo	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Tonga	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>

Trinidad and Tobago	CAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> <li>Support through border dialogues on enforcement of HCFC licensing and/or quota systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Tunisia	AF-F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> <li>Introduction of labelling schemes</li> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with consideration of energy efficiency issues</li> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Work with government to re-establish operational NOU</li> </ul>	
Turkey	ECA	<p>Arrange separate network and thematic meetings</p> <p>Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018</p> <p>Involve CEIT countries as self-funded participants</p> <p>Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)</p>	<p>Monitor timely data reporting and reported consumption levels</p> <p>Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action</p>	<p>Monitor the status of HFC policy and legislative measures</p> <p>Include policy support in the meeting agendas</p>	<p>Monitor technology developments and share information with network countries</p> <p>Include technical assistance in the meeting agendas</p>	<p>Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting</p> <p>Include data reporting in the meeting agendas</p>	<p>Provide access to ECA website and query response service</p> <p>Outreach information to ECA dissemination lists</p>	<p>Monitor ratification status</p> <p>Include Kigali ratification in the meeting agendas</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	<p>Facilitate iPIC consultations</p> <p>Facilitate analysis of trade data differences</p> <p>Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat</p>	<p>NOU training requested subject to fund availability</p>	

Turkmenistan	ECA	<p>Arrange separate network and thematic meetings</p> <p>Involve RAC associations / experts in one meeting in 2018</p> <p>Involve CEIT countries as self-funded participants</p> <p>Arrange one meeting in parallel to an international RAC conference (i.e. IIR Gustaf-Lorentzen Conference in June 2018)</p>	<p>Monitor timely data reporting and consumption levels</p> <p>Upon request and in case of potential risk of non-compliance - assist in responding to ImpCom and drafting plan of action</p>	<p>Monitor the status of HFC policy and legislative measures</p> <p>Include policy support in the meeting agendas</p>	<p>Monitor technology developments and share information with network countries</p> <p>Include technical assistance in the meeting agendas</p>	<p>Monitor and follow-up on Article 7 and CP data reporting</p> <p>Include data reporting in the meeting agendas</p>	<p>Provide access to ECA website and query response service</p> <p>Outreach information to ECA dissemination lists</p>	<p>Monitor ratification status</p> <p>Include Kigali ratification in the meeting agendas</p>	<p>Upon request - subject to fund availability</p>	<p>Facilitate iPIC consultations</p> <p>Facilitate analysis of trade data differences</p> <p>Encourage countries to report seizures to the Ozone Secretariat</p>	<p>NOU training requested subject to fund availability</p>	
Tuvalu	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>



Uganda	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
United Arab Emirates	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Address safety issues related to flammable refrigerants</li> <li>Assist with standards</li> <li>Facilitate use of Refrigerant literacy e-learning</li> <li>Facilitate use of Refrigerant</li> <li>Management University course</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Promote use of OzonAction smartphone applications (RAC videos, What Gas ODS identifier tool, eDOCs+, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage adoption of iPIC in non-member countries</li> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cooperate with ASHRAE and local partners to organize the 6th International High Ambinet symposium</li> </ul>
Uruguay	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate use of customs officer e-learning</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		

Vanuatu	PIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Review and update of HCFC licensing system to better monitor, control and report of ODS and alternatives (as appropriate) including prevention and control of illegal trade</li> <li>Update supportive legislation to phase-out HCFCs</li> <li>Specific compliance assistance: Provide policy support to control and monitor ODS import and export for local and foreign-flagged fisheries vessels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with assessment needs on standards for longer-term alternatives</li> <li>Assist in supporting related sustainable development linkages with related policies on energy efficiency and climate impacts</li> <li>Synergy HCFC phase-out with the existing on-going Pacific Appliance Labelling and Standards (PALS) Programme, SAMOA SIDS Pathway and other related intergovernmental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Provide additional support for Ozone Day celebrations</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> <li>Assist in the preparation of communication and out-reach materials applicable to national needs and in consideration to the language and culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment. This will be as included as item in the 2018 NOO meeting. Provide inputs to the office of the Regional Director (ROAP) as per her follow-up with country and guided through the UN Environment Executive Director</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> <li>Including north-south and triangular cooperation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> <li>Analysing discrepancies with reported ODS trade data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	<p>Engagement of the work on the Montreal Protocol with related inter-regional initiative and including for example</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Asia Development Bank on energy efficiency</li> <li>University of South Pacific – training in energy and climate in 12-Countries of the PIC</li> <li>Fiji National University on training on good servicing practices on the longer term alternatives</li> <li>Pacific Fisheries Forum Secretariat on the data collection of type and volume of refrigerant use on vessels working in Pacific</li> <li>The Western and Central Pacific Fisheries Secretariat on arising to the decision makers on the subject of ODS use on vessels and approaches to management.</li> <li>Other Maritime offices locally and regionally</li> </ul>
Venezuela, Bolivarian Republic of	LA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> </ul>					<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>		
Viet Nam	SEAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC licensing system to better monitor and control ODS and alternatives (as appropriate)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advanced training of existing Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	

Yemen	WA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> <li>Dissemination of 'OzoNews' newsletter</li> </ul>				<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Zambia	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Update of HCFC quota system (ODS and alternatives, as appropriate)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assist with standards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promote use of online CP data reporting</li> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourage active use of iPIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introductory training of new Ozone Officer and/or assistants</li> </ul>	
Zimbabwe	AF-E	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitate participation in Network meetings</li> <li>Facilitate participation in thematic meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Asses risk of potential non-compliance and provide targeted assistance, as appropriate, address this</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to ensure timely and accurate reporting of Article 7 and CP data</li> <li>Promote use of online CP data reporting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dissemination of global CAP products (publications, factsheets, posters, videos, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provide targeted assistance, in 2018, with preparatory activities for adoption of Kigali amendment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Upon request, facilitate South-South cooperation activities</li> </ul>			
							147					

**ANNEX 2C- Country specific Project Services proposed for 2018**

Country	REGION	Project Services					Comments
		Institutional Strengthening Project Implementation	HPMP Preparation*	HPMP Implementation (Stage 1 and II)	HPMP Verification	Enabling Activity Projects (HFCs)**	
Afghanistan	SA	X	X	X		X	
Albania	ECA	X		X			
Algeria	AF-F	X					
Angola	AF-E	X				X	
Antigua and Barbuda	CAR	X		X			NOU structure needs to be strengthened
Argentina	LA						
Armenia	ECA			X			
Bahamas	CAR	X		X			
Bahrain	WA	X	X	X	X		
Bangladesh	SA			X			
Barbados	CAR	X		X			
Belize	CAR	X	X	X			
Benin	AF-F	X	X	X	X	X	
Bhutan	SA	X		X		X	
Bolivia, Plurinational State of	LA	X				X	
Bosnia and Herzegovina	ECA						
Botswana	AF-E	X	X	X	X	X	
Brazil	LA						
Brunei Darussalam	SEAP	X	X	X			
Burkina Faso	AF-F	X	X	X			
Burundi	AF-F	X	X	X			
Cambodia	SEAP	X		X		X	
Cameroon	AF-F	X					
Cape Verde	AF-F	X	X	X	X		
Central African Republic	AF-F	X		X		X	
Chad	AF-F	X	X	X	X	X	
Chile	LA			X			
China	SA			X			
Colombia	LA			X			
Comoros	AF-F	X	X	X	X	X	
Congo	AF-F	X	X	X			
Congo, Democratic Republic of the	AF-F	X		X			
Cook Islands	PIC	X	X	X			
Costa Rica	LA						
Côte d'Ivoire	AF-F	X	X	X			
Cuba	LA						
Djibouti	AF-F	X	X	X	X		
Dominica	CAR	X		X		X	
Dominican Republic	LA	X		X		X	
Ecuador	LA	X	X	X		X	
Egypt	AF-E						
El Salvador	LA	X		X			
Equatorial Guinea	AF-F	X	X	X			
Eritrea	AF-E	X	X	X			
Ethiopia	AF-E	X	X	X			

Fiji	PIC	X	X	X			
Gabon	AF-F	X	X	X	X	X	
Gambia	AF-E	X	X	X			
Georgia	ECA						
Ghana	AF-E					X	
Grenada	CAR	X	X	X			
Guatemala	LA	X	X	X		X	
Guinea	AF-F	X	X	X			
Guinea-Bissau	AF-F	X	X	X		X	
Guyana	CAR	X		X	X		
Haiti	CAR	X		X			NOU needs specialised support with new Government
Honduras	LA	X	X	X		X	
India	SA			X			
Indonesia	SEAP						
Iran, Islamic Republic of	SA			X			
Iraq	WA	X		X	X	X	
Jamaica	CAR	X		X			
Jordan	WA						
Kenya	AF-E	X					
Kiribati	PIC	X	X	X		X	
Korea, Democratic People's Republic of	SA						
Korea, Republic of	SA						
Kuwait	WA	X		X	X		
Kyrgyzstan	ECA	X		X		X	
Lao People's Democratic Republic	SEAP	X	X	X		X	
Lebanon	WA						
Lesotho	AF-E	X				X	
Liberia	AF-E	X					
Libya	AF-E						
Macedonia, The Former Yugoslav Republic of	ECA						
Madagascar	AF-F	X	X	X		X	
Malawi	AF-E	X	X	X		X	
Malaysia	SEAP						
Maldives	SA	X		X		X	
Mali	AF-F	X	X	X		X	
Marshall Islands	PIC	X	X	X			
Mauritania	AF-F	X		X		X	
Mauritius	AF-E	X					
Mexico	LA			X			
Micronesia, Federated States of	PIC	X	X	X		X	
Moldova, Republic of	ECA	X		X			
Mongolia	SA	X	X	X		X	
Montenegro	ECA						
Morocco	AF-F	X					
Mozambique	AF-E	X	X	X	X	X	
Myanmar	SEAP	X	X	X		X	
Namibia	AF-E	X				X	
Nauru	PIC	X	X	X		X	
Nepal	SA	X	X	X		X	

Nicaragua	LA	X	X	X		X	
Niger	AF-F	X	X	X			
Nigeria	AF-E						
Niue	PIC	X	X	X		X	
Oman	WA			X		X	
Pakistan	SA			X			
Palau	PIC	X	X	X		X	
Panama	LA						
Papua New Guinea	PIC						
Paraguay	LA	X	X	X			
Peru	LA	X		X			
Philippines	SEAP	X					
Qatar	WA			X			
Rwanda	AF-E	X	X	X		X	
Saint Kitts and Nevis	CAR	X		X		X	
Saint Vincent and the Grenadines	CAR	X		X	X	X	
Saint Lucia	CAR	X	X	X		X	
Samoa	PIC	X	X	X		X	
Sao Tome and Principe	AF-F	X	X	X		X	
Saudi Arabia	WA	X	X	X		X	
Senegal	AF-F	X	X	X		X	
Serbia	ECA			X			
Seychelles	AF-E	X					
Sierra Leone	AF-E	X	X	X	X	X	
Singapore	SEAP						
Solomon Islands	PIC	X	X	X		X	
Somalia	AF-E	X					
South Africa	AF-E						
South Sudan	AF-E	X	X	X			
Sri Lanka	SA	X	X	X		X	
Sudan	AF-E	X					
Suriname	CAR	X		X		X	
Swaziland	AF-E	X	X	X		X	
Syrian Arab Republic	WA					X	Monitoring of the security conditions for reinstating activities on the ground
Tanzania, United Republic of	AF-E	X	X	X			
Thailand	SEAP						
Timor-Leste	SEAP	X		X		X	
Togo	AF-F	X	X	X	X	X	
Tonga	PIC	X	X	X		X	
Trinidad and Tobago	CAR						
Tunisia	AF-F			X			
Turkey	ECA			X			
Turkmenistan	ECA					X	
Tuvalu	PIC	X	X	X		X	
Uganda	AF-E	X	X	X			
United Arab Emirates	WA						UAE is not receiving funding from MLF
Uruguay	LA						
Vanuatu	PIC	X	X	X		X	
Venezuela, Bolivarian Republic of	LA						

Viet Nam	SEAP	X					
Yemen	WA	X					Monitoring of the security conditions to continue operation in the country. HPMP project is frozen
Zambia	AF-E	X	X	X		X	
Zimbabwe	AF-E	X				X	

\* In cases where UN Environment is a cooperating agency (not indicated in the table) UN Environment will assist in preparation of Stage II. The lead agency will submit the project.

\*\* As of 17 August 2017

## Annex 2D - CAP 2018 budget DRAFT

	Bud Ln	Component	Location		
<b>10</b>	<b>PROJECT PERSONNEL COMPONENT</b>				
		<b>Title/Description</b>		<b>Grade</b>	<b>w/m</b>
	1101	Head of Branch	Paris	D1	12
	1102	Senior Environment Officer - Network & Policy	Paris	P5	12
	1103	Montreal Protocol Programme Officer - Capacity Building	Paris	P4	12
	1104	Montreal Protocol Information Manager	Paris	P4	12
	1105	Montreal Protocol - Project Operations	Paris	P4	12
	1106	Montreal Protocol Programme Officer - Policy & Tech Support	Paris	P4	12
	1107	Montreal Protocol Programme Officer - non ODS Help Desk	Paris	P3	12
	1108	Montreal Protocol Programme Officer - ECA / Paris	Paris / ECA	P3	12
	1111	ECA Montreal Protocol Regional Coordinator	Paris / ECA	P4	12
	1121	ROAP Montreal Protocol Regional Coordinator - SA	Bangkok	P5	12
	1122	ROAP Montreal Protocol Regional Coordinator - SEAP	Bangkok	P4	12
	1123	ROAP Montreal Protocol Coordinator - Transregional Capacity Building PICs	Bangkok	P4	12
	1124	ROAP Montreal Protocol Programme Officer (SEAP + PICs)	Bangkok	P3	12
	1125	ROAP Montreal Protocol Programme Officer - (SA)	Bangkok	P3	12
	1126	ROAP Montreal Protocol Programme Officer (SEAP + PICs)	Bangkok	P3	12
	1131	ROWA Montreal Protocol Regional Coordinator	Manama	P4	12
	1132	ROWA Montreal Protocol Coordinator International Partnerships	Manama	P5	12
	1133	ROWA Montreal Protocol Programme Officer	Manama	P3	12
	1142	ROA Montreal Protocol Regional Coordinator (Francophone)	Nairobi	P4	12
	1143	ROA Montreal Protocol Regional Coordinator (Anglophone)	Nairobi	P4	12
	1144	ROA Montreal Protocol Programme Officer (Anglophone)	Nairobi	P3	12
	1145	ROA Montreal Protocol Programme Officer (Francophone)	Nairobi	P3	12
	1146	ROA Montreal Protocol Programme Officer (Francophone)	Nairobi	P2	12
	1147	ROA Montreal Protocol Programme Officer (Anglophone)	Nairobi	P2	12
	1151	ROLAC Montreal Protocol Regional Coordinator (Latin America)	Panama	P4	12
	1152	ROLAC Montreal Protocol Regional Coordinator (Caribbean)	Panama	P4	12
	1153	ROLAC Montreal Protocol Programme Officer (Caribbean)	Panama	P3	12
	1154	ROLAC Montreal Protocol Programme Officer (Latin America)	Panama	P3	12
	1301	Principal Assistant HOB	Paris	G6	12
	1302	Programme Assistant - Regional Networks	Paris	G6	12
	1303	Programme Assistant (ECA)	Paris	G6	12
	1305	Programme Assistant - Information/ExCom	Paris	G5	12
	1306	Programme Assistant - Capacity Building/Information	Paris	G5	12
	1307	Programme Assistant - Operations	Paris	G5	12
	1311	Programme Assistant	Paris / ECA	G6	12
	1312	Budget & Finance Assistant	Paris	G7	12
	1317	Temporary assistance CAP			
	1321	ROAP Programme Assistant (SA)	Bangkok	G6	12
	1322	ROAP Programme Assistant (SEAP)	Bangkok	G5	12
	1323	ROAP Programme Assistant (PIC)	Bangkok	G5	12
	1324	ROAP Programme Assistant	Bangkok	G6	12
	1331	ROWA Programme Assistant	Manama	G6	12
	1332	ROWA Programme Assistant	Manama	G6	12
	1341	ROA Programme Assistant (Anglophone)	Nairobi	G6	12



	1342	ROA Administrative Assistant (Global)	Nairobi	G5	12
	1343	ROA Programme Assistant	Nairobi	G6	12
	1344	ROA Programme Assistant (Francophone)	Nairobi	G6	12
	1351	ROLAC Programme Assistant	Panama	G4	12
	1352	ROLAC Programme Assistant	Panama	G6	12
		<b>Subtotal Staff Personnel</b>			
1600		<b>TRAVEL</b>			
	1601	Paris staff travel*	Paris		
	1610	ECA staff travel	Paris / ECA		
	1620	ROAP staff travel (SA)	Bangkok		
	1621	ROAP staff travel (SEAP)	Bangkok		
	1622	ROAP staff travel (PIC)	Bangkok		
	1630	ROWA staff travel	Manama		
	1640	ROA staff travel (Francophone)	Nairobi		
	1641	ROA staff travel (Anglophone)	Nairobi		
	1650	ROLAC staff travel (Caribbean)	Panama		
	1651	ROLAC staff travel (Latin America)	Panama		
		<b>Subtotal Travel</b>			
20/30		<b>REGIONAL ACTIVITIES</b>			
		<b>CONTRACT SERVICE COMPONENT</b>			
	2210	ECA Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising	Paris / ECA		
		<b>Subtotal ECA</b>			
	2220	ROAP Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising (SA)	Bangkok		
	2221	ROAP Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising (SEAP)	Bangkok		
	2222	ROAP Network Thematic Meetings/South South Cooperation/Regional awareness raising (PIC)	Bangkok		
		<b>Subtotal ROAP</b>			
	2230	ROWA Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising	Manama		
		<b>Subtotal ROWA</b>			
	2240	ROA Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising (Francophone)	Nairobi		
	2241	ROA Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising (Anglophone)	Nairobi		
		<b>Subtotal ROA</b>			
	2250	ROLAC Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising (Caribbean)	Panama		
	2251	ROLAC Network Thematic Meetings/South South cooperation/Regional awareness raising (Latin America)	Panama		
		<b>Subtotal ROLAC</b>			
		<b>Subtotal Regional activities</b>			
		<b>GLOBAL SERVICES/CLEARINGHOUSE MANDATE (CAPACITY DEVELOPMENT PORTFOLIO)</b>			
	3210	NOO Training			
	3211	Policy & Technical Assistance			
	3213	Outreach & Translation			
	3214	Emerging Needs			
	3215	Refrigerant Drivers Licence			
		<b>Subtotal Global Services</b>			
		<b>MEETINGS</b>			
50	4210	Advisory and Consultative Meetings (RSS, Emerging Needs)	Paris/REGIONS		
		<b>Subtotal Meetings</b>			
		<b>Subtotal Global Services/Meetings</b>			

	<b>OFFICE OPERATIONS</b>					
60	5210	Office Operations/Communication (equipment, rental, supplies & maintenance)	Paris			
	5220	Office Operations/Communication (equipment, rental, supplies & maintenance)	Regions			
		<b>Subtotal Office Operations</b>				
<b>99</b>	<b>TOTAL DIRECT PROJECT COST</b>					
		<i>Programme support costs (8%)</i>				
<b>90</b>	<b>GRAND TOTAL</b>					

**\*1601 Participation in meetings: ExCom, OEWG, Inter Agency, Network Meetings, MOP & Outreach activities based on needs for 7 Paris Staff Members**

**\*\*3210 - 3215 activities & budget to be carried to 2018  
*Note on all other Budget Lines unspent balances will be returned***

<b>CAP 2018</b>
261,000
256,000
224,000
224,000
224,000
224,000
224,000
187,000
187,000
224,000
216,000
189,000
189,000
153,000
153,000
153,000
218,000
230,000
210,000
206,000
206,000
168,000
168,000
99,000
99,000
190,000
190,000
162,000
162,000
115,000
115,000
115,000
103,000
103,000
103,000
115,000
122,000
30,000
67,000
54,000
54,000
60,000
75,000
75,000
45,000

36,000
45,000
45,000
33,000
46,000
<b>6,928,000</b>
171,000
25,000
33,000
33,000
50,000
45,000
60,500
60,500
35,000
35,000
<b>548,000</b>
130,000
<b>130,000</b>
92,000
70,000
105,000
<b>267,000</b>
100,000
<b>100,000</b>
175,000
175,000
<b>350,000</b>
130,000
120,000
<b>250,000</b>
<b>1,097,000</b>
100,000
150,000
100,000
75,000
80,000
<b>505,000</b>
165,000
<b>165,000</b>
<b>670,000</b>

290,000
330,000
<b>620,000</b>
<b>9,863,000</b>
<b>789,040</b>
<b>10,652,040</b>

## ANNEX 2E - CAP 2018 BUDGET FINANCIAL ANALYSIS

---

### Financial analysis

To deliver the planned comprehensive compliance assistance services to Article 5 countries during first year of the three year rolling CAP strategy, i.e. 2018, UN Environment is requesting a total budget of US\$ 10,652,040 which includes the project cost of US\$ 9,863,000 and programme support costs (PSC) of 8% amounting to US\$ 789,040.

Whilst applying Executive Committee Decisions 47/24 and 50/26, recalled in 68/18(b), this 2018 CAP budget proposed represents a 0.89% net increase to cover inflationary costs related to staff commitments<sup>1</sup> and is based on programme needs to deliver the large portfolio of CAP services and projects. It also includes implementation of a certain number of enabling activities in light of the Kigali Amendment. UN Environment has made every effort to streamline expenditures and avoid any increase in the budget lines for activities and or staffing. It should be noted that UN Environment will return approximately US \$ 1,589,501 (of which US\$ 1,471,760 being unspent balance and US\$ 117,741 being unspent PSC) of the CAP 2016 budget to the 80<sup>th</sup> Executive Committee, mainly due to vacant posts.

UN Environment undertook an in-depth review of the actual annual expenditures for the CAP in order to have more accurate projections for 2018. This analysis indicated that the CAP being requested budget is currently just adequate to cover the operations.

The 2018 CAP budget is presented under three broad headings: staffing, activities and operational in Annex IC.

- Budget lines for the regional network/thematic meetings, south-south cooperation and regional awareness support have been all grouped together.
- Budget Lines for the Global services- Clearinghouse mandate (capacity development portfolio), have been readjusted and grouped together to align with the new Transversal Overarching objective so that resource allocation maps more clearly to 2018 activities.
- Budget lines for operations are now grouped together to include rental, equipment, communications, etc.

---

<sup>1</sup>. These increases are in line with the Noblemaire Principle being used by the International Civil Service Commission (ICSC) to have standard salaries for all United Nations staff in the different Agencies

UN Environment CAP Mission statement: Assist Article 5 Countries to achieve and sustain compliance with the Montreal Protocol obligations and promote associated climate co-benefits				
Objectives	Expected results	Performance Indicators	Benchmarks	ACHIEVEMENTS (OCT 2016 to AUG 2017)
<b>Overarching objective 1: Assisting countries to comply with their upcoming HCFC phase-out commitments</b>				
<p><b>SPO 1</b> Providing country-specific compliance assistance services to NOUs; assisting countries with HPMP and IS projects as per Executive Committee guidelines</p>	<p>Countries supported through specific compliance assistance services to comply with HCFC phase-out commitments</p> <p>73 HPMPs implemented as per schedule as Lead Agency and 29 as Cooperating Agency</p> <p>104 IS projects implemented as per schedule</p>	<p>Compliance assistance services provided to all National Ozone Units (NOUs) who requested/need them</p> <p>HCFC phase-out policies reviewed; Plans of action implemented and operational</p> <p>HPMPs implemented as per schedule</p> <p>IS projects implemented as per schedule</p>	<p>Countries in potential non-compliance are identified and required assistance provided</p> <p>All UN Environment Lead Agency and Cooperating Agency HPMP projects progress according to the agreed Plans of Action.</p> <p>Progress in HCFC phase-out regularly monitored</p> <p>HPMP tranches and IS projects are submitted based on UN Environment's 2017 – 2019 Business Plan.</p> <p>IS project implementation – as per new performance indicators and ExCom decisions</p>	<p>HPMPs and IS projects for which UN Environment was responsible were implemented as per schedule. As an HPMP Cooperating Agency, UN Environment collaborated with other agencies according to agreed work plans.</p> <p><b><u>HPMP implementation:</u></b> All HPMP projects in countries with agreed Plans of Action for which UNEP was the Lead Agency of the HPMP progressed according to plan, except in seven specific cases:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Antigua and Barbuda</li> <li>• Central African Republic - due to civil war</li> <li>• Fiji - due to changes in senior management and loss of NOO.</li> <li>• Mauritania - HPMP tranche 1 is still under preparation and licensing system not yet signed</li> <li>• Myanmar - delay in the signing of SSFA, which affected the implementation</li> <li>• Nauru - due to changes in senior officials and absence of NOO (new NOO appointed in April of 2017)</li> <li>• Yemen - HPMP is frozen due to local conflict situation and instability in the country</li> </ul> <p><b><u>Compliance assistance to specific countries</u></b> National assessments were carried out for eight countries in potential non-compliance which were identified and required assistance was provided: Central African Republic, Guatemala, Libya, Mauritania, Somalia, South Sudan, St. Kitts and Nevis &amp; Trinidad and Tobago.</p> <p><b><u>Assistance with data discrepancies supported</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CAP coordinated with China to obtain list of HCFC importers in Myanmar, which was forwarded to Myanmar NOU for further investigation on the 2015 data discrepancies in accordance with the Ozone Secretariat's letter.</li> <li>• ECA supported analysis of differences in reported trade data for 2015 in those countries for which such exporters had reported the countries of destination: Armenia, Georgia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Macedonia FYR, Moldova, Montenegro, Russia, Serbia, Turkey, Turkmenistan, Ukraine, Uzbekistan. Selected cases were presented during the ECA network meeting.</li> <li>• Similar assistance was provided to Honduras.</li> </ul> <p><b><u>Post conflict and special cases:</u></b> Due to specific circumstances CAP experienced challenges in supporting several countries during this period: Central African Republic, Democratic Republic of the Congo, Namibia Sudan, Syria &amp; Yemen. CAP continued to give special support to Iraq, including special training on commercial refrigeration in cooperation with an Italian refrigeration Association (AREA) where 14 master trainers were certified with F-Gas certificates. Policy and technical services were administered on a regular basis to NOU and local stakeholders.</p> <p><b><u>HPMP project submission delays include:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Antigua and Barbuda- subject to approval of Ministerial Order (December 2016) and pending submission of financial and progress reports.</li> <li>• The Bahamas- pending submission of progress and financial reports</li> <li>• Barbados- deferred to ExCom 80</li> <li>• Burkina Faso- due to revision of baseline data</li> <li>• Mauritania -due to lack of licensing system</li> <li>• Mozambique- delays in procurement of equipment resulted in low disbursement level for investment component</li> <li>• Myanmar – due to the delay in signing of SSFA, which delayed the implementation of HPMP and delay in the preparation of verification report of HCFC consumption due to difficulties to identify qualified independent auditor.</li> <li>• Timor Leste – due to low disbursement of the previously approved tranche.</li> </ul>

Objectives	Expected results	Performance Indicators	Benchmarks	<b>ACHIEVEMENTS</b> <b><i>(OCT 2016 to AUG 2017)</i></b>
				<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Democratic Republic of Congo</i> - due to incomplete verification report and verification of the base line</li> </ul> <p><b><u>IS projects submission delays</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comoros - IS project renewal phase X due running of two IS</li> <li>• Djibouti - IS project phase VII due to running of two IS</li> <li>• Guinea - IS project phase X due to non-signature of the IS by the country</li> <li>• Kenya - IS project phase XI low level of disbursement due to changes of the country's banking details due to restructuring</li> <li>• Mauritania - IS project phase VI due to slow disbursement</li> <li>• Palau - IS Phase VII – due to the delay in submission of official financial expenditure report to confirm the disbursement of the project funds</li> <li>• Uganda - IS project phase III due to delays in recruiting assistant ozone officer</li> <li>• Yemen - IS due to conflict situation</li> </ul> <p><b><u>ExCom-77 approved for UN Environment:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>HPMP Stage I tranches for 18 countries:</b> Cape Verde - stage I, third tranche (UN Environment); Comoros - stage I, third tranche (UN Environment); El Salvador - stage I, third tranche (UNDP/UN Environment); Eritrea - stage I, second tranche (UN Environment/UNIDO); Fiji - stage I, third tranche (UNDP/UN Environment); Gambia - stage I, third tranche (UN Environment/UNIDO); Grenada - stage I, second tranche (UN Environment/UNIDO); Guinea Bissau - stage I, third tranche (UN Environment/UNIDO); Malawi - stage I, third tranche (UN Environment/UNIDO); Mongolia - stage I, third tranche (UNDP/Japan); Rwanda - stage I, third tranche (UN Environment/UNIDO); Saudi Arabia - stage I, fourth tranche (UNIDO/UN Environment); Senegal - stage I, second tranche (UNIDO/UN Environment); South Sudan - stage I, first tranche (UN Environment/UNDP); Swaziland - stage I, third tranche (UNDP/UNDP); Uganda - stage I, second tranche (UN Environment/UNIDO); Zambia - stage I, third tranche.</li> <li>▪ <b>HPMP Stage II tranches for 7 countries:</b> Armenia stage II - first tranche (UNDP/UN Environment); Dominican Republic stage II - first tranche (UNDP/UN Environment); India stage II - first tranche (UNDP/UN Environment/Germany); Iran stage II - first tranche (UNDP/UN Environment/UNIDO/Germany); Moldova (Republic of) stage II - first tranche (UNDP/UN Environment); China stage II - first tranche RAC servicing sector plan and enabling component (UN Environment/Germany/Japan); Mexico stage II – second tranche (UNIDO/Germany/ Italy/Spain/UN Environment).</li> <li>▪ <b>HPMP stage I verification reports for 7 countries:</b> Benin, Cape Verde, Chad, Guyana, Mozambique, Saint Vincent and the Grenadines, Sierra Leone.</li> <li>• <b>IS projects for 25 countries:</b> Bahamas (phase VI), Cook Islands (phase VI), Cote d'Ivoire (phase VIII), Democratic Republic of the Congo (phase VIII), Dominican Republic (phase IX), Eritrea (phase III), Ethiopia (phase VII), Fiji (phase X), Gambia (phase IX), Guinea-Bissau (phase V), Kyrgyzstan (phase VIII), Lesotho (phase VIII), Madagascar (phase VII), Maldives (phase IX), Mauritius (phase V), Micronesia (Federated States of) (phase VI), Nepal (phase IX), Paraguay (phase VIII), Republic of Moldova (phase IX), Somalia (phase III), Suriname (phase VI), Togo (phase IX), Vanuatu (phase VI), Viet Nam (phase XI), Zambia (phase VI).</li> </ul> <p><b><u>ExCom 79 Approved for UN Environment:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>HPMP Stage I tranches for six countries:</b> Afghanistan - stage I, third tranche (UN Environment/UNIDO); Belize - stage I, second tranche (UN Environment/UNDP); Gabon stage I, third tranche, (UNIDO/UN Environment); Peru - stage I, third tranche (UNDP/UN Environment); Serbia - stage I, third tranche (UNIDO/UN Environment); Togo - stage I, third tranche (UN Environment/UNIDO);</li> <li>• <b>HPMP Stage II tranches for one country:</b> Egypt stage II, first tranche, (UNDP/UN Environment /UNIDO)</li> <li>• <b>HPMP Stage II preparation for one country:</b> Congo, DR – stage II (UNDP/UN Environment);</li> <li>• <b>IS projects for eight countries:</b> Bhutan- phase VII; Burkina Faso – phase XII; Cambodia - phase IX; Guyana –phase VII; Mongolia - phase X; Namibia - phase IX; Philippines - phase XI Zimbabwe - phase IX;</li> </ul>



Objectives	Expected results	Performance Indicators	Benchmarks	ACHIEVEMENTS <i>(OCT 2016 to AUG 2017)</i>
				<p><b><u>Risks/challenges</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Uncertainties in security situations – Afghanistan, DPRK, Iraq, Somalia, South Sudan, Syria, Yemen and ECA region.</li> <li>• Unstable political and economic situation in countries - Afghanistan, DPRK, Iraq, Somalia, South Sudan, Syria, Yemen and ECA region.</li> <li>• Electoral process in Honduras (associated with changes of Minister/high level authorities) may provoke a negative in project implementation</li> <li>• Frequent turn-over of Ozone Officers and changes in administration: Belize, Bolivia, Dominica, Qatar, Pacific Islands Countries, English Speaking African countries</li> <li>• Limited capacities of NOUs: Antigua and Barbuda, Belize, Bolivia, Dominica, Myanmar, Qatar, and Yemen, English Speaking African countries</li> <li>• Delays due to administrative procedures by IA and country administrations: Iraq, Kuwait, Saudi Arabia and ECA region</li> <li>• Administrative or legal issues that may prevent fund disbursements and delay HPMP implementation: Brunei, Myanmar, Qatar and Saudi Arabia.</li> <li>• Delay or incomplete progress reporting by some countries due to the long process of data verification at national level (particularly in countries with political instability): Yemen and English Speaking Africa</li> <li>• Access to email and prompt communication very limited in some countries (e.g. Yemen due to conflict situation)</li> </ul>
<p><b>SPO 2</b> Fostering policies, capacity building and sustainable technician training in the refrigeration servicing sector</p>	<p>Strengthened institutional capacities to manage emerging responsibilities under the HCFC phase-out</p> <p>Fostering policies, technology capacity building and sustainable training programmes for RSS technicians in all regions</p>	<p>Awareness of technicians raised on safety issues associated with non-ODS, low- and zero-GWP alternatives, related standards and codes</p> <p>Assessment of national training capacity related to non-ODS alternatives undertaken</p> <p>Existing on-line training courses for different level RSS technicians analysed and assessed</p>	<p>At least 4 regional thematic workshops for technicians organised on good practices related to ODS and non-ODS alternatives, including recovery/ recycling</p> <p>Information on national technical vocational education programs, curricula and training infrastructure to address HCFCs and non-ODS alternatives compiled; overview of technician certification programs</p> <p>One analysis/assessment of available on-line training courses in RSS and including non ODS alternatives completed with relevant stakeholders, Implementing Agencies and the MLF Secretariat. Two roundtables with relevant stakeholders and institutions</p> <p>Refrigerant literacy programme launched</p>	<p>Institutional capacities were strengthened to manage responsibilities under the HCFC phase-out.</p> <p><u>Ten thematic workshops were organised</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• HCFC Phase-out Management Plans (HPMP) and ODS Alternatives Surveys - November 2016, Chisinau, Republic of Moldova</li> <li>• Thematic Border Dialogue Meeting to Strengthen Cooperation in ODS Trade Control - November 2016, Siem Reap, Cambodia</li> <li>• Thematic Meeting on HPMPs and on Survey of ODS Alternatives – Nov/Dec 2016, Belgrade, Serbia</li> <li>• Thematic Meeting on Survey of ODS Alternatives - Nov/Dec 2016, Naivasha, Kenya</li> <li>• Thematic Network Meeting of National Ozone Officers of Haiti and the English-speaking Caribbean on ODS Alternatives Surveys - December 2016, Bridgetown, Barbados</li> <li>• Thematic Meeting on Survey of ODS Alternatives - December 2016, Dakar, Senegal</li> <li>• Thematic Border Dialogue Meeting on HCFC Trade, Border Coordination and Cooperation and Illegal Trade - December 2016, Nepal, Kathmandu</li> <li>• Thematic Meeting on the Kigali Amendment - March 2017, Abidjan, Cote d'Ivoire</li> <li>• Thematic Workshop of National Ozone Officers for South East Asia - May 2017, Phuket, Thailand</li> <li>• Thematic Workshop of the South Asia National Ozone Officers; on HCFC Phase out and Kigali Amendment - May 2017, Agra, India</li> </ul> <p><u>Five roundtables/roadshows were organised:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Technology roundtable on ozone- and climate-friendly technologies and exhibition booth during the 47th International KGH Congress and Exhibition on Heating, Refrigeration and Air-conditioning - November 2016 in Belgrade, Serbia</li> <li>• Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable - March 2017, Lahore, Pakistan</li> <li>• Post Kigali Regional Round-Table Meeting; Ratification and Policy Update - April 2017, Dead Sea, Jordan</li> <li>• Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable - April 2017, Shanghai, China</li> <li>• Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable - May 2017, Agra, India</li> </ul> <p><u>Revised technical vocational curricula</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 26 African French speaking countries revised their technical vocational curricula to include Good Practices in Refrigeration</li> <li>• In west Asia: Iraq, Jordan, Saudi Arabia and Oman revised their technical vocational curricula</li> </ul> <p><u>Certification programmes</u></p>

Objectives	Expected results	Performance Indicators	Benchmarks	<b>ACHIEVEMENTS</b> <i>(OCT 2016 to AUG 2017)</i>
				<ul style="list-style-type: none"> <li>• Establishing/revising certification programmes is key activity in HPMPs of Afghanistan, Iran, India, Pakistan, Mongolia, Maldives and Nepal. The CAP team assisted countries in establishing the baseline and providing recommendations for the next steps in the revision process.</li> <li>• Under the China Trust Project, Experts from China visited Maldives and shared their experience on certification schemes for servicing technicians.</li> <li>• In China and Cambodia CAP supported the review of the certification programme; In Cambodia, CAP facilitated a south-south cooperation with China to help the review.</li> <li>• CAP provided assistance to Bahrain, Iraq, Jordan, Kuwait, Oman, Qatar and Saudi Arabia to develop/ update their certification schemes, this included different services i.e. organising stakeholders consultation workshops/meetings, reviewing the draft certification scheme, consultancy services to update/develop the certification program, facilitate contracting international bodies to develop the certification program, exchanging experiences between countries and assistance to reflect the certification program in the national regulatory framework.</li> <li>• A special training and certification package has been developed for Saudi Arabia</li> <li>• Each of the 26 African French speaking countries were supported with at least one refrigeration technicians who has been certified by Centro Studi Galileo (Italy).</li> <li>• Micronesia south-south cooperation: RAC Trainer at the National College supported the assessment of skills at the Marshall Islands technical school.</li> <li>• In the Pacific Island counties CAP facilitated regional coordination with EU-PacTVET- Economic Development Division – Pacific Community and the Fiji National University on engaging national colleges in the PIC to include a formal curriculum in air-conditioning and refrigeration servicing. Four PIC countries are offering RAC servicing as formal curriculum delivered in national colleges/training schools..</li> <li>• Guyana and Lebanon: CAP supported the NOU and the University of Guyana to introduce a course on Refrigerant Management based on the Lebanon experience. The course was formally included in May 2017.</li> <li>• In the ECA region the following countries have certification systems in place (mainly focusing on good practices and HCFC / HFC type of refrigerants): Albania, Georgia, Moldova, Serbia, and Uzbekistan.</li> </ul> <p><u>Standards and codes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cambodia adopted ISO 817 and 5149 as their national standards in February 2017</li> <li>• Mongolia adopted EN 13313 for standards of technicians' competence for handling refrigeration and heat and pump systems. The training courses will be adapted accordingly and certification system for technicians developed.</li> <li>• Cooperation with the League of Arab States (LAS) to develop Working Guidebook to promote the use of the regional RAC Code</li> </ul> <p><u>Refrigerant literacy programme</u></p> <p>UN Environment developed partnerships with different RAC stakeholders for the development of end-products that can be used by Article 5 countries to address the RSS training needs of alternative refrigerants. This includes the cooperation with ASHRAE on the Refrigerant literacy programme. This online course was launched at the 39th OEWG and is the first of its kind course that builds the knowledge of non-specialists, (government officials, owners, procurement officers, etc.), as well as RAC professionals about the main elements of Refrigerants i.e. Policies, classification, selection and management. The second online course for specialists (engineers and technicians) is under development and will be ready by end of 2017.</p> <p><u>Universal Training Kit on Alternative Refrigerants</u></p> <p>CAP is developing, in cooperation with AREA (the European association of refrigeration, air conditioning and heat pump contractors) a <i>Universal Training Kit on Alternative Refrigerants</i> for the use of training institutes and centres in A5 countries. The Kit will include full set of documentation, tools, evaluations etc. to conduct a broad range of training programs in terms of topic and equipment covered and different target groups.</p>

Objectives	Expected results	Performance Indicators	Benchmarks	ACHIEVEMENTS <i>(OCT 2016 to AUG 2017)</i>
<p><b>SPO 3</b> Fostering a coordinated approach to holistic refrigerant management</p>	<p>NOOs have access to a one-stop information source on non-ODS alternatives</p> <p>Linkage between HPMPs and ODS alternatives survey are explored</p> <p>NOOs awareness of international safety standards for low-GWP alternatives raised</p>	<p>Non-ODS Alternatives Help Desk established; case studies of national HCFC policies that control, monitor or are linked to non-ODS alternatives shared</p> <p>Knowledge products produced and fora organised to exchange information about standards and flammable refrigerants</p> <p>Analysis/assessment of draft outlines for different levels of training for RSS technicians validated by regions</p> <p>Second stage of Refrigerant Drivers' License (sound management of refrigerants) implemented</p> <p>Collation of national qualification and certification systems for technicians in RSS; National RAC associations further strengthened for non-ODS alternatives</p>	<p>Database/toolbox on low GWP and ODS alternatives providing: general information and awareness, sector-specific technology options, country data, customs codes, surveys, case studies</p> <p>Case studies of national HCFC policies that include links national non-ODS alternative use, collected and shared through Network meetings and fact sheets</p> <p>At least 5 regional thematic workshops and/or specific workshop sessions on standards and codes for flammable refrigerants- in collaboration with stakeholders</p> <p>First draft of a minimal global qualification programme for servicing technicians developed in collaboration with global HVAC&amp;R industry; maintain the platform for the operational Refrigerant Drivers' License (RDL) Advisory Committee; ensure support from the Alliance, EPEE, AREA, JRAIA, ASHRAE, Refrigerant Australia in addition to AHRI and UN Environment. ABRAVA and ACAIRE package ready for piloting by 1<sup>st</sup> quarter of 2017. Finalise the development of technical scope, classification of qualifications, technical modules, evaluating modules and the operating admission and qualifications scheme</p> <p>Two new information tools (e.g, Smart Apps or online tools) developed on sound management of refrigerants</p> <p>Collation of certification programs in RSS and on the safe handling and use of non-ODS alternatives. Modules for technician certification outreach to RAC Associations</p>	<p><u>Information on non-ODS alternatives</u> CAP developed a package of 14 factsheets/briefings on low GWP and ODS alternatives in the context of the Kigali amendment. These covered the following topics: Current Use of HCFCs and HFCs, GWP, CO<sub>2</sub>(e) and the Basket of HFCs, Low GWP Fluids and Technologies, HFC Baselines and Phase-down Timetable, Next Steps: HFC Phase-Down Strategy, Next Steps: Legislation and Administration Systems, Next Steps: Stakeholder Engagement, Technical Issues: High Ambient Temperature, Technical Issues: Flammability, Barriers to Successful Implementation, Interactions with Other Policy Measures, Benefits of Rapid Action.</p> <p>In addition targeted publications we developed, including a briefing/analysis of the Kigali Amendment and <i>Quick Guide on the Good Servicing Practices for Flammable Refrigerants</i> which was launched during the OEWG meeting in July 2017. A guidebook on Codes of Practices in Handling R290 in the Room Air Conditioner sector is being developed under China trust fund project (first draft prepared).</p> <p>In cooperation with ASHRAE, developed factsheet on Refrigerant designations and safety classifications; updated every 6 months to capture new alternatives to receive "R" number. Two (2) issues released in 2017.</p> <p>A number of factsheets and briefs were updated to reflect the changes and new upcoming commitments resulting from the Kigali amendment. (on: Global Warming Potential (GWP) of Refrigerants, Calculating Global Warming Potentials, Refrigerant Blends, HS Nomenclature (HS Codes) for HCFCs and Certain Other Ozone Depleting Substances, Commonly Used Non-ODS Substitute Refrigerants, Commonly Traded HCFCs and Mixtures Containing HCFCs</p> <p><u>New information tools</u> CAP developed two new information tools on sound management of refrigerants. Both apps are now available for free in the Google and Apple Stores :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>RAC technician video smartphone application</b> consisting of a series of short instructional videos on techniques, safety and best practice for refrigeration and air conditioning (RAC) technicians. This serves as a complementary training tool for technicians to help them revise and retain the skills they have acquired during hands-on training. The application has been installed on 11,500 smartphones to date.</li> <li>• <b>"What Gas?" smartphone application</b>, a new identification tool for ozone depleting substances (ODS) and other alternatives, this searchable mobile provides information on ODS, HFCs and alternative chemicals such as: Chemical name, Chemical formula, Chemical type, ASHRAE designation, Trade names, HS code, CAS number, UN number, Montreal Protocol Annex and Control measures, Ozone depleting potential (ODP), Global warming potential (GWP), Blend components, Toxicity and flammability class, main uses.</li> </ul> <p>CAP included topics related to safety and standards and certification in the agendas of network / thematic meetings, involving industry experts, RTOC members and other relevant bodies. CAP promoted and monitored existing and planned policy and legislative measures, including the training and certification of service technicians. The issue of new long term alternatives including not-in-kind technologies were also covered.</p> <p>CAP staff presented to the national stakeholders during the country missions to share information and discuss country challenges on the adoption of flammable refrigerant and the need to have standards/code of practice for the safe handling of flammable refrigerant.</p> <p><u>Standards</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CAP supported the participation of NOUs and Standardisation Body representatives from 10 countries of South Asia Network to the July 2017 Workshop on the safety standards relevant to the safe use of low-GWP alternatives to HFCs (arranged by the Ozone Secretariat). A special workshop was organised for South Asia with focused discussion on next steps for safety standards revision to enable the adoption of HFCs.</li> <li>• In SEAP, one session on the standards issue in the network meeting was included to highlight the main issues on the safety standards for the NOUs to better participate in the July Workshop.</li> <li>• In the Pacific island counties RAC training workshops in Good Practices included components on energy efficiency, longer term alternatives and safe handling of flammable alternatives and the PIC Network meeting covered the issue of Pacific Islands (Energy) Labelling Standards and on the possibility of including RAC safety standards.</li> </ul>

Objectives	Expected results	Performance Indicators	Benchmarks	ACHIEVEMENTS <i>(OCT 2016 to AUG 2017)</i>
				<p><u>Partnerships:</u> The First Stakeholders Roundtable meeting including analysis of the RSS training programs was organized in 2016. UN Environment addresses the outcomes of report by partnering with different RAC stakeholders for the development of end-products that can be used by A5 countries to address the RSS training needs on alternative refrigerants</p> <p>UN Environment –AHRI Global Initiative of Refrigerant Driving License (RDL) concluded, through its Advisory Committee, the categories of the RDL qualification program and the draft outline of the operational method. Development of the technical documentation is ongoing and planned to be completed by 3rd quarter of 2017. A Taskforce was established, as part of the Advisory Committee, to draft the operational manual of RDL and suggest operation budget for the first 2-3 years.</p> <p>UN Environment and AHRI are currently considering the list of countries to pilot the RDL, by end of 2017 or beginning of 2018, for a period of 6-9 months before final launch at end of 2018.</p> <p>In cooperation with AREA (the European association of refrigeration, air conditioning and heat pump contractors) CAP is developing, a Universal Training Kit on Alternative Refrigerants for the use of training institutes and centres in A5 countries. The Kit will include full set of documentation, tools, evaluations etc. to conduct a broad range of training programs in terms of topic and equipment covered and different target groups. In addition, UN Environment is cooperating with Italian Association for Technicians (ATF) to build a model certification program similar to the EU F-Gas certification in one pilot country (i.e. Bahrain). The Final product to be ready by 4th quarter of 2017. Once completed, will be offered to all interested A5 countries.</p>
<p><b>SPO 4</b> Fostering a coordinated approach to assessment of ODS use and management in the fishing sector</p>	<p>Data available on ODS use and management in marine and fishing sector to inform decision making</p>	<p>Policy, legislation and technician training needs in this sector identified</p>	<p>National data collection on ODS use in this sector conducted for Pacific Island Countries</p> <p>International conference organised in collaboration with ASHRAE Thai Chapter, UNIDO, IIR, IMO, Regional Fisheries Forum on ODS use, management, and implications for Montreal Protocol obligations</p> <p>Analysis on alternative technology/options produced</p> <p>Information and outreach on maintenance and good servicing practices to reduce leaks for marine applications</p>	<p><u>ODS data collection:</u> CAP work with PIC countries revealed that in general there are no recognised data collection procedures available to the NOO to use for the collection of ODS and ODS alternatives data installed on marine/fishing vessels.</p> <p><u>International conference</u> <i>The International Conference On Sustainable RAC Technologies For Marine And Off-Shore Fisheries Sector</i>, held in Bangkok April 2017 was organised in collaboration with partners: ASHRAE, IIR and UNIDO and the support of the Government of the Kingdom of Thailand. 180 participants, including 49 government representatives (principally NOOs), UN Agencies (FAO, IMO, UNCTAD, UNDP, UNIDO) and specialised international bodies, attended. The deliberations during the conference ranged from maritime Montreal Protocol implementation and compliance; adoption of energy efficient, ozone and climate friendly refrigeration technologies in marine vessels; data gaps; off-shore vessels servicing sector challenges; standards and strategic action plans. The results of this international event is guiding UN Environment on assessment of priorities of Montreal Protocol compliance services for this sector. With the support of CAP a number of countries (NOOs and RAC service engineers) attended the International Conference</p> <p><u>Alternative technology/options</u> Analysis on Alternative technology was included as part of the agenda of the <i>International Conference On Sustainable RAC Technologies For Marine And Off-Shore Fisheries Sector</i> (see above).</p> <p><u>ODS Management</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ODS management in the Fisheries sectors was included as agenda item in the last PIC three network meetings</li> <li>▪ UN Environment encouraged PIC countries undertaking ODS alternative surveys to include the marine/fisheries sector as part of the data collection for the PIC countries</li> </ul>

**Overarching objective 2: Sustaining and enforcing compliance of phase-out targets already met**

<p><b>SPO 5</b> Supporting NOUs and assisting Governments in Article 7 and Country Programme data reporting requirements</p>	<p>Supporting National Ozone Officers and Governments in data reporting and sustaining compliance</p>	<p>Countries in actual or potential non-compliance (as per MOP decisions and/or as per reported Article 7 data and trends analysis) assisted</p> <p>Needs-based compliance assistance and capacity building services delivered to NOOs</p>	<p>All countries in actual or potential non-compliance received CAP assistance outside of the Network meetings</p> <p>All countries which requested additional assistance from CAP for data reporting submit their Article 7 data and CP data in a timely manner</p>	<p><u>CAP assistance on compliance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>For ODS-based equipment, through CAP support, Niue Tonga and Palau have banned the import of HCFC-based equipment.</li> <li>A number of countries e.g. Federated States of Micronesia, Samoa, Vanuatu and Brunei Darussalam are in the process of obtaining government endorsement to ban the import of HCFC-based equipment,</li> </ul> <p><u>Data reporting</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>CAP facilitated network countries to prepare and submit the CP progress report and A7 data by sending reminders, providing support, reviewing the drafts as appropriate for the individual country</li> <li>CAP provided support to Yemen to report pending A7 data for 2015 &amp; 2016 and avoid non-compliance.</li> <li>CAP provided special assistance to countries in conflict in West Asia for timely and accurate data reporting</li> <li>St. Kitts and Nevis, Suriname, and Dominica received support with data reporting and all of them are in compliance with reporting requirements</li> <li>Guatemala received support in data reporting and monitoring the implementation of its compliance action plan</li> <li>CAP followed up with countries implementing agreed action plans (e.g. Ukraine) and countries requested to provide information to the Implementation Committee (e.g. Kazakhstan, Uzbekistan)</li> </ul> <p><u>Cooperation of national enforcement authorities</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>In SEAP countries CAP facilitated data exchange between countries to reconcile the import and export statistics. Experiences on seizure of smuggled ODS were shared to the countries to use as a case study,</li> <li>Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) commenced the process to update COMESA ODS Regulations to include the Kigali Amendment, commenced the process to adopt the Kigali Amendment in the region and also started the process to establish COMESA certification standard for technicians.</li> </ul> <p><u>Cross-border cooperation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Border Dialogue between Ozone and Customs Officers of Cambodia and Thailand was organized in December 2016 to strengthen the cooperation in ODS Trade control.</li> <li>A border dialogue conducted in December 2016 for customs officials of Nepal, Bhutan, India, Bangladesh and India</li> <li>Training for customs was organized by NACEN (National Academy of Customs Excise &amp; Narcotics of India) for customs officers of Nepal, Bangladesh, Bhutan and India in Dec 2016</li> <li>The Regional CAP team facilitated the exchange of information between FECO/China and Latin American and Caribbean countries to obtain confirmation of ODS shipments before authorizing exports.</li> </ul> <p><u>Illegal and 'unwanted' trade</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Controls to prevent illegal trade of ODS and ODS-based equipment are in place and effective in almost all countries under the HPMPs (with the exception for example of countries in conflict situations, e.g. Iraq, Syria and Yemen, and e.g. Burundi, Mauritania where the licensing system is not yet signed, although controls are carried out under their National Chemical substances law)</li> <li>CAP facilitated and provided support for the iPIC (informal prior informed consent procedure)</li> <li>ECA compiled all cases of illegal trade in ODS / seizures or successful iPIC consultations which were reported in the context of the ECA Ozone Protection Award for Customs and Enforcement Officers (4th edition) into a concise report and reached it out to the Montreal Protocol community. Concerned countries were encouraged to report the cases officially to the Ozone Secretariat and thus to Parties.</li> <li>35 Customs officers and customs brokers trained in Dominica on HCFC-related legislation and prevention of illegal trade in June 2017</li> <li>With the support of regional CAP Team, Mexico hosted a regional workshop (for Chile, Colombia, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Peru and Uruguay) on</li> </ul>
--	---	--	--	--

				the identification and control of HCFCs and HFCs, including the identification of HCFC-141b in pre-blended polyols and mixed refrigerants as well as ODSs illegal trade cases and actions coordinated for its early detection and prevention.
<p><b>SPO 6</b> Developing capacities of National Ozone Officers to effectively manage their national ODS phase-out programmes</p>	<p>Strengthening capacity of NOOs for new IS reporting requirements and new performance indicators</p> <p>Supporting NOOs and countries for enforcement of quota systems and prevention of illegal trade in HCFCs</p> <p>Training for custom officers on ODS and awareness of non-ODS alternatives</p>	<p>NOO basic and advanced training programme piloted</p> <p>NOOs supported to improve/reinforce licensing and quota systems, as needed</p> <p>South-South cooperation on low-GWP non-ODS technology enhanced</p> <p>NOOs supported to share data and information through iPIC platform to help enforce national licensing systems</p>	<p>NOU basic and advanced training modules piloted in at least two regions</p> <p>All new NOOs and/or assistants receive basic training to help them effectively fulfil their duties, via means such as dedicated NOU training course, Network meetings, country specific missions, on line support, knowledge tools, etc.</p> <p>More experienced NOOs receive advanced training upon request on project management issues, policy and science updates, reporting and national portfolios, legal instruments, enhancing skills, etc</p> <p>NOOs receive ad hoc CAP assistance on enhancing licensing and quota systems upon request</p> <p>Regional/inter-regional South-South cooperation on low-GWP non-ODS technology supported</p> <p>Capacity building of NOOs in emerging areas addressing low GWP refrigerants through collaborative activities</p> <p>Online training for customs officers promoted and used in all regions; joint activities with WCO and DELC for promoting customs training enhanced</p> <p>iPIC platform maintained/enhanced, promoted and used in all regions, and annual report issued</p>	<p><u>NOU training</u> Training offered to NOUS has been completed as planned</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Training workshop of new national ozone officers (NOO) was organized during the PIC Network Meeting in April 2017 to train 8 new NOU members from Kiribati, Republic of Marshall Islands, Nauru, Niue, Palau, Vanuatu, Fiji and Samoa. CAP staff, as part of country mission, and addressing specific needs conducted national training in Palau, Micronesia, Marshall Islands, Nauru, Kiribati, Tuvalu, Kiribati, Solomon Islands, Vanuatu, Fiji. The training of NOO during country mission also involved other stakeholders and higher level decisions makers</li> <li>• Training workshop of new national ozone officers (NOO) was organized on 1 May 2017 back-to-back with the SEAP Network Meeting in May 2017 and trained 7 new NOU members from Cambodia, Lao PDR, Myanmar, Thailand and Timor Leste. CAP staff specifically conducted training for the new NOU staff of Myanmar, Lao PDR and Timor Leste in August 2016, February 2017 and November 2016 respectively.</li> <li>• CAP Coordinated with Thailand to host the study visit of Myanmar NOOs to build their implementation capacity.</li> <li>• New NOO training 1-day session was offered to NOO of Afghanistan, Bhutan, India, DPRK, Maldives and Nepal back to back with SA Network Meeting in May 2017. Many presentations were delivered by experienced NOOs from other countries.</li> <li>• Training was provided to two new National Ozone Officers of Bolivia through a one-week country mission of the HPMP officer of Latin America.</li> <li>• Support provided to NOOs of Grenada, The Bahamas, Saint Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Suriname to participate in the 'Safe Handling of low-GWP Refrigerants' workshop held back to back with Network meeting in May 2017.</li> <li>• Capacity building was provided to the recently appointed NOO of Dominica on Montreal Protocol-related matters in June 2017.</li> <li>• Regional CAP team members conducted an official mission to train new NOOs of Guatemala, Bolivia and Peru on Montreal Protocol issues, Multilateral Fund ExCom decisions, and, project implementation including on performance indicators. Activities were aimed at empowering NOOs to lead the Montreal Protocol implementation at country level.</li> <li>• Training was provided to NOUs of Botswana, Eritrea, Liberia, Malawi, Sudan, Uganda, Tanzania</li> </ul> <p><u>South-South cooperation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CAP facilitated the south-south cooperation and mentoring mapping to strengthen capacity of the new NOOs and operation of the National Ozone Unit (NOU) by hands-on in-country training delivered by senior and experienced NOOs for Niue-Tonga, Kiribati-Samoa, Republic of Marshall Islands-Federated States of Micronesia,</li> <li>• CAP facilitated the south-south cooperation to strengthen capacity of the new NOO of Timor Leste on the operation of the National Ozone Unit (NOU) by hands-on training by NOOs of Indonesia</li> <li>• The Ozone Officer from Mozambique visited Angola national Ozone unit to assist in elaborating implementation of Montreal activities and assist Angola in undertaking of the non-ODS survey.</li> <li>• Grenada provided advice and information to new NOO of St. Kitts and Nevis on Montreal Protocol-related issues and activities</li> <li>• The Caribbean Network of Ozone Officers set up a social media 'chat group' where they interchange information and discuss MP-related issues of general interest.</li> <li>• NOO of Honduras mentoring the NOU of Guatemala, in order to transmit his experience on Montreal Protocol implementation, ODSs policy measures, and project monitoring</li> </ul> <p><u>iPIC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CAP maintained/enhanced the iPIC platform, promoted and used in all regions. Specific demonstrations/presentations were carried out. One to one training was carried out for interested countries.</li> <li>• In 2016 there were around 40 consultations carried out through the iPIC platform, concerning more than 800 tonnes of ozone depleting substances (equivalent to 133 ODP tonnes). Of these queries eight were rejected or cancelled, resulting in the prevention of unwanted trade of 130 metric tonnes of ODS (principally HCFCs).</li> <li>• In ECA, CAP facilitated and reported iPIC consultation involving the following ECA network and associated CEIT countries, as well as their trade partners: Belarus, China, Ecuador, European Union, India, Iraq, Israel, Kyrgyzstan, Lithuania, Malaysia, Montenegro, Russia, Serbia, Singapore, Spain, Turkey, Ukraine, United States,</li> </ul>

				<p>Uzbekistan.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>In west Asia, assistance was provided to countries in operating the iPIC and in validating ODS shipments as required: active participation, communication and feedback of Iraq and Kuwait. Excellent cooperation was established between UAE and China in relation to shipments of ODS and alternatives.</li> </ul>
<p><b>Overarching objective 3: Building capacity to adopt alternatives to HCFCs to achieve climate co-benefits</b></p>				
<p><b>SPO 7</b> Promoting climate co-benefits in the HCFC phase-out through technology choices, good practices, emissions reduction and energy efficient practices</p>	<p>NOO capacities are reinforced on associated climate co-benefits of the HCFC phase-out and technology choices Additional enabling activities necessary for the introduction, safe use and handling of low-GWP alternatives and to promote energy efficiency  Knowledge tools and information for NOOs on energy efficiency in RAC equipment</p>	<p>Capacity of NOOs on low-GWP and non-ODS alternatives is strengthened  Basic understanding of NOOs on energy efficiency in RAC equipment is imparted Industry and private sector mobilised in particular with issues related to alternatives for high ambient temperature conditions</p>	<p>All 10 Network meetings organise one session on the issue of low GWP and non-ODS alternatives  All 10 Network meetings organise one session on energy efficiency for RAC sector, national energy consumption trends, and modelling assumptions for RAC sectors through collaboration with the UN Environment DTIE Sustainable Energy 4 ALL (SE4ALL) Energy Task Force  One high ambient temperature symposium organised in cooperation with industry/private sector; fact sheets and information on non-ODS alternatives for HAT sectors developed and outreached.  Networking and capacity building to include support on “not in-kind technologies and policy”</p>	<p><u>Network meetings held as per schedule:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Joint Network Meeting for National Ozone Officers for English-speaking and French-speaking Africa and Thematic Meeting on the Kigali Amendment. 20-24 March 2017, Abidjan, Cote d'Ivoire</li> <li>Network Meeting of National Ozone Officers of the Pacific Islands Countries (PICs) Post-Kigali Amendment Challenges and Ways Forward for the PICs. 9-12 April 2017, Bangkok, Thailand</li> <li>Main Network Meeting of National Ozone Officers for West Asia. 26-27 April 2017, Dead Sea, Jordan</li> <li>Network Meeting (and Thematic Workshop) of National Ozone Officers for South East Asia. 2-5 May 2017, Phuket, Thailand</li> <li>Annual Meeting of the Regional Ozone Network for Europe &amp; Central Asia. 10-12 May 2017, Ohrid, Macedonia FYR (The meeting was organized in parallel to the 7th IIR Conference on Ammonia and Carbon Dioxide Technologies in Ohrid, Macedonia allowing the refrigeration associations / experts to participate in selected sessions of the conference, and international refrigeration experts to deliver key note speeches during the first day of the meeting and joint networking events).</li> <li>Network Meeting of National Ozone Officers for the English Caribbean and Haiti and Cool Tourism Initiative. 15-19 May, 2017, St. George's, Grenada</li> <li>Network Meeting and Thematic Workshop of the South Asia National Ozone Officers; (Thematic Meeting on HCFC Phase out and Kigali Amendment; and Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable). 23-26 May 2017, Agra, India</li> </ul> <p><u>The network meetings included the following sessions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>HCFC phase-out and HFC phase-down</li> <li>The Kigali Amendment, MOP and ExCom decisions, compliance review, differences in reported trade data, HFC policy and legislative options; energy efficiency</li> <li>ODS alternatives surveys</li> <li>Adoption of longer-term, low-GWP technology (PIC)</li> <li>Linkage and synergy of other on-going energy efficiency/labelling programme with HPMP implementation (PIC)</li> <li>HPMP Implementation and Alternative Technologies Development (SEAP)</li> <li>Introduction of Energy Efficiency related programme/initiatives related with RAC Equipment in Southeast Asia Region conducted by CLASP, International Copper Association Southeast Asia with UN Environment Energy Programme, and Japanese government in the RAC sector (SEAP)</li> <li>Developed and explored partnerships with CARICOM and Organisation of Eastern Caribbean States (OECS) to seek climate co-benefits under HPMP implementation in the tourism/hotel sector (Caribbean network)</li> <li>Trends in supermarket and industrial refrigeration, refrigerant selection, energy-efficiency, accident prevention etc. (ECA)</li> <li>Policy, trade and technical developments in foam (second forum regional forum of the foam industry was organized in Nov.2016) (WA)</li> </ul> <p><u>High ambient temperature</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capacity building workshop and field trip for A/C industry in high ambient temperature countries in cooperation with JRAIA (Nov 2016, Japan)</li> <li>Capacity building workshop and field trip for A/C industry in high ambient temperature countries in cooperation with CHEAA (April 2017, China)</li> <li>Cooperation with JRAIA, CHEAA and AHRI to organize the first international roundtable meeting for building first Risk Assessment Model for high ambient countries (October 2017, Kuwait)</li> </ul> <p><u>Not in-kind technologies</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitated the participation of experts and NOUs from (Egypt, Kuwait and Saudi Arabia) to the international workshop on Alternatives to ODS/HFCs in District Cooling and Not-in-Kind Options which organized by the government of Sweden</li> </ul>

				<ul style="list-style-type: none"> <li>Promote the use of not-in-kind technology in District Cooling applications through two regional feasibility studies as well as Cooperating with ASHRAE to organize the International Conference on District Cooling for Urban Development (Egypt- Sept. 2017)</li> </ul> <p>A joint proposal for funding was developed by the SA team with the UN Environment Energy Branch focusing on the regional harmonisation of standards related to zero ODP, low GWP and energy efficient RAC technologies to facilitate the accelerated adoption of such technologies in the region.</p>
<p><b>SPO 8</b> Assisting NOUs to map non-ODS alternatives for improved monitoring and informed decision-making</p>	<p>85 country non-ODS alternative surveys completed</p> <p>National customs systems and licensing systems evaluated for monitoring non-ODS alternatives</p>	<p>Quality data on non-ODS alternatives collected and analysed at country level.</p> <p>Data gaps and barriers to the uptake of low-GWP ODS alternative technologies (policy, technical and other) identified.</p> <p>NOOs have improved understanding of the rates of market barriers to low-GWP alternatives</p>	<p>All UN Environment-implemented non-ODS alternative inventory surveys undertaken and draft reports available; including country assessment of the institutional, regulatory and policy framework and trends for ODS alternatives</p> <p>Country non-ODS trends and roadmaps for transition to low-GWP alternatives (including links to national HPMPs) shared and discussed during 10 Network meetings</p>	<p>CAP prepared and designed an ODS Alternatives Survey Report template, Excel tool and questionnaires to facilitate the preparation process of the final survey reports, and to support in data collection and generating corresponding charts for initial data analysis.</p> <p>The topic of ODS alternative surveys was included in regional network meetings and thematic meetings to provide necessary support to countries to facilitate completion of the surveys</p> <p>As of 11 August 2017, a total of 54 ODS alternatives Survey Reports from 7 regional networks (Africa French and English speaking countries, Europe &amp; Central Asia, South Asia, South-East Asia, Latin America&amp; Caribbean and Pacific Islands) were reviewed, completed and submitted</p> <p><u>Challenges</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poor reliability of information technology in developing countries for surveys was a challenge</li> <li>Lack of specific HS codes for HFCs presented countries with a particular challenge, particularly in obtaining data form customs</li> <li>Lack of specific guidance on forecasting was highlighted as a challenge. The results would have been more specific and realistic and comparable across regions if such guidance would have been available.</li> <li>Poor data collection practices by RAC sector posed a challenge for data verification and analysis</li> </ul>
<p><b>Overarching objective 4: Leveraging partnerships for Montreal Protocol objectives complementary to the Multilateral Fund</b></p>				
<p><b>SPO 9</b> Bridging the gap amongst the refrigerant supply chain network to ensure sound management of future refrigerants</p>	<p>Information and knowledge on sound management of refrigerants shared through multi-stakeholder partnerships</p>	<p>Activities with partners for promoting low GWP alternatives</p> <p>Implementation of specific projects complementary to MLF and added climate co-benefits to HPMPs</p>	<p>Cooperation developed to strengthen capacity of NOOs and technicians via targeted ozone-climate-technology workshops / roadshows. ASHRAE and other recognised modules for technician training outreached</p> <p>Outcomes of specific projects complementary to MLF outreached to NOUs and other stakeholders to support HPMPs and assist countries to seek climate co-benefits</p>	<p><b>Ozone-climate-technology workshops / roadshows</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>In cooperation with the China Refrigeration and Air Conditioning Industry Association and FECO as well as UNDP CAP organised the Ozone2Climate Alternatives Roundtable and Roadshow, with all key industry partners in the RAC sector in April 2017 in Shanghai,;</li> <li>In cooperation with China Household Electrical Appliance Association (CHEAA) and FECO, as well as UNIDO/GIZ CAP organised the International Workshop on Alternative Technologies to R-22 in Room Air conditioner Sector in November 2016.</li> <li>In cooperation with CHEAA, FECO as well as UNIDO jointly organized “International Workshop and Field Trip on Designing, Production, and Installation with R-290 conditioner Industry” in April 2017.</li> <li>Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable - March 2017, Lahore, Pakistan</li> <li>Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable - May 2017, Agra, India</li> </ul> <p><b>Partnerships</b> The First Stakeholders Roundtable meeting including analysis of the RSS training programs was organized in 2016. UN Environment addresses the outcomes of report by partnering with different RAC stakeholders for the development of end-products that can be used by A5 countries to address the RSS training needs on alternative refrigerants:</p> <p><u>ASHRAE:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Launched ASHRAE-UNEP joint work plan for 2017-2018 under the theme “Working beyond high-GWP Refrigerants” which includes several knowledge sharing products to support the promotion of low-GWP alternatives:</li> <li>Developed factsheet on Refrigerant designations and safety classifications which is updated every 6 months to capture new alternatives receive “R” number. Two (2) issues released in 2017.</li> <li>Developed two online courses on Refrigerants; one for non-specialists (completed) and another one for engineers/technicians (under development): Launched, at OEWG-39, of</li> </ul>



				<p>the Refrigerant literacy online course which is the first of its kind course that build the knowledge of non-specialists, (government officials, owners, procurement officers, etc.), as well as RAC specialists about main elements of Refrigerants i.e. Policies, classification, selection and management Second online course for specialists (engineers and technicians) is under development and will be ready by end of 2017.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Start the development of new international program for establishing guidelines to assess/evaluate the sound operation of refrigeration and air-conditioning systems.</li> <li>• Develop Low-GWP international Innovation Award Program. Taskforce is working on developing the detailed TORs and Criteria of the Award Program for launch at MOP-29.</li> </ul> <p><u>IIR</u> In cooperation with IIR, developing special series of Technology Briefs on Refrigerants in the Cold Chain Sector. Planned to be released by MOP-29</p> <p><u>American University in Beirut</u> In cooperation with American University in Beirut, CAP developed and updated the first University Course for engineering undergraduates on Management of Refrigerants. One institute piloted the course (Kuwait University) and an outreach campaign was developed to disseminate the course to all engineering colleges and institutes.</p> <p><u>AREA</u> CAP is developing, in cooperation with AREA (the European association of refrigeration, air conditioning and heat pump contractors) a <i>Universal Training Kit on Alternative Refrigerants</i> for the use of training institutes and centres in A5 countries. The Kit will include full set of documentation, tools, evaluations etc. to conduct a broad range of training programs in terms of topic and equipment covered and different target groups.</p> <p><u>Cooperation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cooperation was established with major producers of alternatives based in SA region (such as China and India) to promote private-public partnership to enrol the accelerated and facilitated introduction and diffusion of HFC alternatives. MoU for cooperation with Daikin and Godrej for training of technicians and their inclusion into the company's value chains have been explored.</li> <li>• Organization of Eastern Caribbean States-OECS and Caribbean Community-CARICOM participated in Caribbean Network Meeting in Grenada. Potential cooperation in climate co-benefits in HPMPs was explored.</li> <li>• ECA established close cooperation with IIR, ASHRAE, AREA, EIA, IOR, Shekko, Eurammon, Centro Studi Galileo and involved their experts in many network / thematic meetings, sponsored refrigeration associations / experts to participate in international refrigeration conferences and its network and thematic meetings</li> </ul>
<p><b>SPO 10</b> Contributing to knowledge sharing and information exchange under the emerging responsibilities under HCFC phase-out</p>	<p>Cooperation and partnerships pursued to promote sustainable technician training programmes</p>	<p>Cooperation with international and regional organisations</p>	<p>In collaboration with international and regional / national standards setting bodies (ISO, ASHRAE, IEC, etc. ), organise at least one thematic meeting per region to address flammable refrigerants and safe use of low-GWP alternatives, including the update of relevant safety standards, standards and safety applicable to the RAC sector (storage, transportation, design of systems, maximum refrigeration charge, installation, servicing and disposal of equipment, etc)</p>	<p>CAP included topics related to safety and standards in the agendas of most network / thematic meetings, involving industry experts, RTOC members and other specialists.</p> <p>Due to the major workshop organised by the Ozone Secretariat on Safety Standards Relevant to the Safe Use of Low-GWP Alternatives to HFCs (July 2017). There was some re-prioritisation of CAP activities.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The workshop was attended by the NOUs and Standardisation Body representatives from 10 countries of South Asia Network followed by focused discussion on next steps for safety standards revision to enable the adoption of HFC alternatives</li> <li>• CAP worked with the League of Arab States to update the regional Code for Insulation Materials which is part of the buildings code including promoting low-GWP alternatives in conjunction with energy efficiency in buildings.</li> <li>• CAP is cooperating with the League of Arab States to develop a Working guidebook to promote the use of the regional RAC Code</li> <li>• CAP is currently translating the UN Environment publications on standards in refrigeration and air-conditioning and on good servicing practices into Russian and assisting in translating the OzonAction tools and publications into Arabic</li> </ul>
<p><b>Transversal SPO: Leveraging the Clearinghouse: developing capacity building tools and targeted information for managing the HCFC phase-out</b></p>				
<p><b>Transversal SPO</b> Leveraging the Clearinghouse: developing capacity building tools and targeted</p>	<p>Global ICE materials and activities developed to support Governments in HCFC phase-out "need-based technical capacity building services,</p>	<p>Innovations in production and delivery of global and regional information products and services</p> <p>Short need-based audio-visual materials and application-based training developed</p>	<p>Global and regional information products and services destined for new target audiences or that reach existing target audiences in new ways; 7 such products and services</p> <p>Outreach of fact sheets, publications and other materials and tools through OzonAction website, social media, Montreal Protocol and</p>	<p><u>Capacity building and information materials</u></p> <p>CAP developed a package of 14 factsheets/briefings on low GWP and ODS alternatives in the context of the Kigali amendment. These covered the following topics:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction to the Kigali Amendment</li> <li>• Current Use of HCFCs and HFCs</li> </ul>

<p>information for managing the HCFC phase-out</p>	<p>information, communication and education (ICE) products/services to support national compliance objectives relative to the Montreal Protocol for key stakeholders" designed, developed and delivered</p>	<p>and launched</p> <p>Technology options in the RSS, good servicing practices and safe introduction of new equipment promoted</p> <p>Outreach and facilitate adoption at key international, regional and national fora of use of new and existing capacity building tools, such as the iPIC mechanism and Montreal Protocol Customs Training e-learning module, etc.</p> <p>OzonAction web services upgraded</p> <p>OzonAction OzoNews news service for 2017</p>	<p>network meetings (2 new publications; 8 new fact sheets produced and distributed, including on basics in energy efficiency and link between energy efficiency and refrigerant choice, national HCFC policy linkage with non ODS alternatives, climate benefits of RAC servicing, not in kind technologies, risk profiling, lessons learned from IA and HPMP projects, etc)</p> <p>Three OzonAction side-events at OEWG and MOP</p> <p>At least 4 video/e-learning produced on good practices and maintenance for technicians; video/e-learning on role of standards in HPMPs for NOUs.</p> <p>Targeted communication for servicing technicians in the large informal sector (e.g.videos)</p> <p>Targeted, relevant and simplified, user-friendly website navigation</p> <p>Revised quarterly OzoNews news service with focus on IA and country activities and peer reviewed targeted articles</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• GWP, CO<sub>2</sub>(e) and the Basket of HFCs</li> <li>• Low GWP Fluids and Technologies</li> <li>• HFC Baselines and Phase-down Timetable</li> <li>• Next Steps: HFC Phase-Down Strategy</li> <li>• Next Steps: Legislation and Administration Systems</li> <li>• Next Steps: Stakeholder Engagement</li> <li>• Technical Issues: High Ambient Temperature</li> <li>• Technical Issues: Flammability</li> <li>• Barriers to Successful Implementation</li> <li>• Interactions with Other Policy Measures</li> <li>• Benefits of Rapid Action</li> <li>• Glossary of terms and further sources / references Customs Quick Tool</li> </ul> <p>A number of factsheets and briefs were developed or updated to reflect the changes and new upcoming commitments resulting from the Kigali amendment.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Briefing/analysis of the Kigali Amendment</li> <li>• Refrigerant designations and safety classifications (developed with ASHRAE)</li> <li>• Global Warming Potential (GWP) of Refrigerants,</li> <li>• Calculating Global Warming Potentials,</li> <li>• Refrigerant Blends,</li> <li>• HS Nomenclature (HS Codes) for HCFCs and Certain Other Ozone Depleting Substances,</li> <li>• Commonly Used Non-ODS Substitute Refrigerants,</li> <li>• Commonly Traded HCFCs and Mixtures Containing HCFCs</li> <li>• Energy-efficiency in RAC Sector</li> <li>• QPS Uses of Methyl Bromide and their Alternatives</li> <li>• Tracking Methyl Bromide Consumption for QPS</li> </ul> <p>These fact sheets were translated into French and Spanish.</p> <p>In addition targeted publications we developed, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Legislative and Policy Options to Control Hydrofluorocarbons (HFCs)</li> <li>• <i>Quick Guide on the Good Servicing Practices for Flammable Refrigerants</i></li> <li>• A guidebook on Codes of Practices in Handling R290 in the Room Air Conditioner sector</li> <li>• Minimising Quarantine and Pre-shipment (QPS) Uses of Methyl Bromide: Tools for Controlling, Monitoring and Reporting"</li> </ul> <p><u>New information tools</u></p> <p>CAP developed two new information tools on sound management of refrigerants. Both apps are now available for free in the Google and Apple Stores :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>RAC technician video smartphone application</b> consisting of a series of short instructional videos on techniques, safety and best practice for refrigeration and air conditioning (RAC) technicians. This serves as a complementary training tool for technicians to help them revise and retain the skills they have acquired during hands-on training. The application has been installed on 11,500 smartphones to date.</li> <li>• <b>"What Gas?" smartphone application</b>, a new identification tool for ozone depleting substances (ODS) and other alternatives, this searchable mobile provides information on ODS, HFCs and alternative chemicals such as: Chemical name, Chemical formula, Chemical type, ASHRAE designation, Trade names, HS code, CAS number, UN number, Montreal Protocol Annex and Control measures, Ozone depleting potential (ODP), Global warming potential (GWP), Blend components, Toxicity and flammability class, main uses.</li> </ul> <p>CAP regularly updated the OzonAction eDocs+ smartphone application which includes OzonAction publications and videos. It is also available for free in the Google and Apple Stores.</p> <p><u>E-learning:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Refrigerants Management: Special Course for Future Engineers" is developed and outreached in cooperation with Lebanese NOU. OzonAction presented the course and launched it.</li> <li>• "Refrigerants Literacy" e-learning course with certificate was developed together with ASHRAE. It is available in English for all NOUs.</li> </ul> <p><u>Meeting Portal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Developed and launched the online OzonAction Meeting Portal (<a href="http://www.ozonactionmeetings.org">www.ozonactionmeetings.org</a>) that provides NOUs and other invitees with 24/7 access to the documentation for Network and thematic meetings, workshops and side events organised by CAP</li> </ul>
--	---	---	--	--

				<p><u>Website and social media</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The OzonAction website was further overhauled and updated to make it more user-friendly, current and now incorporates better navigation</li> <li>• OzonAction continued to utilise emerging social media networking tools to support OzonAction's outreach and communications with the public. The following social media are currently being used: Facebook, YouTube, Twitter and SlideShare.</li> </ul> <p><u>Newsletters</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• OzonAction Special Issue 2016: Ozone and Climate Protection: Low-Global Warming Potential Alternatives</li> <li>• The OzoNews newsletter was prepared and distributed on a fortnightly basis</li> <li>• OzonAction Scoop: Caring for all life under the sun</li> </ul> <p><u>Videos</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CAP developed a new film "The Kigali Amendment to the Montreal Protocol: Opportunities and Next Steps" to find out from renowned international scientific, health, technical, financial and national experts about background and significance of this Kigali amendment.</li> </ul> <p><u>Side Events</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CAP Organised two side-events during the MOP-28, Kigali, Rwanda, 8-14 October 2016, namely "Safety and International Standards in Refrigeration and Air-conditioning: Transitioning to Safe and Efficient Alternatives" and an NOU breakfast with the presence of UN Environment Executive Director Erik Solheim.</li> <li>• CAP launched three new video services "OzonAction Training NewsDrops", "OzonAction Regional NewsDrops" and "Female RAC Technicians NewsDrops" which were shown from the CAP exhibition booth at the MOP.</li> <li>• CAP Organised two side-events during the 39<sup>th</sup> Open-ended Working Group, Bangkok Thailand July 2017: "Sustainable RAC Technologies for Marine and Offshore Fisheries Sector" and the "OzonAction-ASHRAE Refrigerant Literacy e-Learning Course" (more than 130 delegates and meeting participants took part in the side event). In addition an NOU breakfast was held for all A5 NOUs in the presence of the MLF Chief Eduardo Ganem.</li> <li>• During the OEWG, CAP presented the latest publications and tools through an exhibition booth and partnered with ASHRAE to host a "Refrigerants Literacy Café" where delegates could experience the new Refrigerant Literacy e-Learning Course.</li> </ul> <p><u>Survey</u></p> <p>A comprehensive survey of the OzonAction Clearinghouse publications, information sharing and capacity building tools was carried out and report prepared survey to assess the level of satisfaction with the CAP's clearinghouse mechanism.</p> <p><u>Translation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CAP (ECA) translated most of the UN Environment fact sheets into Russian. The translation of several publications is ongoing.</li> </ul> <p>In cooperation with regional information officers, Information clearinghouse encouraged journalists to cover ozone-climate related topics. CAP actively reached out targeted information through region specific dissemination lists (NOU Article 5 countries, NOU CEIT countries, RAC associations / experts, bilateral partners, media etc.)</p>
--	--	--	--	--

## ANNEX 3B - PROGRESS REPORT ON FOUR GLOBAL CAP ACTIVITIES

### (i) Development of a Refrigerant Driving License (RDL)

The Refrigerant Driving License (RDL) is an initiative that aims to introduce a globally- recognised qualification program for the sound management of refrigerants. RDL aims to set minimum competencies and requirements for the HVAC&R servicing network (individuals and companies) and creates the international recognition of such a program through industry and governments.

The initiative was launched as a concept by UN Environment and AHRI at the 37<sup>th</sup> Open-ended Working Group meeting in July 2015. Later, in 2015-2016, AHRI and UN Environment worked to promote RDL in HVAC&R associations through the vehicles of the Global Refrigerant Management Initiative (GRMI). Consequently, an RDL Advisory Committee was formed which consists of the associations of ABRAVA, ACAIRE, AREA, EPEE, JRAIA, Refrigerants Australia, the Alliance for Responsible Atmospheric Policy, the Russian Union of Refrigeration Enterprises and ASHRAE. The Advisory Committee's role is to serve as the technical advising and review body for RDL through its different stages, to ensure that suggested deliverables are in line with the objectives of the initiative and doesn't conflict with any existing certification scheme around the globe as well as evaluate the work at different stages of the initiative and recommend and/or promote regions/countries to pilot RDL.

### *Progress*

During this reporting period, AHRI and UN Environment have worked, in consultation with the RDL Advisory Committee, to review and analyse the well-recognised certification programs, suggest qualification categories and agree on the operational modality. The RDL Advisory Committee adopted four categories for RDL as follows:

Competency Requirements	(A) Small Applications	(B) Commercial A/C	(C) Commercial Refrigeration	(D) Enterprises
<b>Basic Knowledge (Environment, Refrigerants classifications/types, applications and relevant policies)</b>	X	X	X	
<b>Handling, transportation, storage and management of refrigerants' containers</b>	X	X	X	
<b>Servicing skills of leak detection, R&amp;R, evacuation, charging and system tightness</b>	X	X	X	
<b>Logging and Record Keeping</b>		X	X	X
<b>Tools and equipment for the job</b>	X	X	X	X
<b>Employment Skills, training and certification</b>				X

Additional categories will be considered in the future such as MAC as well as a special RDL for handling ammonia and CO<sub>2</sub> applications. The RDL Advisory Committee agreed on a pathway to develop the operational mechanism for RDL, including a model for accrediting local institutes/centres to award RDL certificates, engage with interested governments to introduce RDL as a national certification program and explore a financial model for the operation and management of RDL in a sustainable manner.

AHRI and UN Environment are currently working on developing the technical documentation for the first category of RDL i.e. RDL for 'Small Applications' which will be used to pilot RDL in different selected/interested A5 countries. Development of the technical documentation for this category is expected to be completed by Oct/Nov-17, reviewed and finalised by Jan 2018 and piloted in 2-3 countries in different regions in the first quarter of 2018. Once the full program is completed, CAP will translate RDL into all UN languages and work with NOOs to incorporate RDL into national HPMPs and training/certification programs of A5 countries.

**(ii) Global training programme for the servicing sector**

UNEP's 2016-2018 strategy included several objectives that address the training needs of the refrigeration servicing sector (RSS) including capacity building activities and outreach tools. OzonAction, accordingly, strategically addressed the training needs for RSS in a holistic approach through exhaustive consultation with all global stakeholders including implementing agencies and HVAC&R associations.

In 2016, UN Environment successfully organised the first International Consultation Meeting on Streamlining Training for RSS in light of emerging refrigerants technology developments. The meeting identified key areas that need to be considered in updating the training materials and programs to meet different user needs, explored formats for training as well as different players involved in the RSS training activities i.e. governments, training institutes/centres, students and of course service technicians.

***Progress***

During the reporting period OzonAction developed and initiated several activities and products that respond to the training needs of RSS in cooperation with international partners. The completed and ongoing activities initiated by CAP were as follows:

- Cooperation with ASHRAE to develop two specialised e-learning courses on refrigerants:
  - The first completed e-learning was launched during the 39th OEWG, entitled: "Refrigerants Literacy e-Learning Course" which is the first of its kind course on refrigerants for non-specialists. The course is offered to all NOUs and other stakeholders at no cost.
  - The second e-learning course is under development and will be the first e-Learning course for technicians and engineers on good service practices. The course is planned to be completed by the end of 2017 and offered early 2018.
- Cooperation with AREA<sup>1</sup> on the design and finalisation of a Universal Training Kit to address good practices for different types of applications and refrigerants. The final training kit will be a universal training tool for all training institutes/centres in A5 countries with the possibility to tailor their training programs in accordance to the needs of local market and technology/application priorities.. The kit includes, in a modular format, a full set of materials and references including pre-training assessment, syllabus, textbook, presentations, guides for instructors, evaluation sheets, venue requirements, handout materials, etc. The Universal Kit will be offered, starting from 2018, to all NOUs and training institutes in A5 countries, and will offer training modules for the following sub-sectors:
  - Domestic/ light Commercial refrigeration and air-conditioning applications
  - Commercial air-conditioning applications
  - Commercial Refrigeration
  - Mobile A/C (MAC)
  - Operation and Management of Large Installations
- Cooperation with the Beirut University to develop and launch a University Course for engineering undergraduates on Refrigerant Management. The course is the first of its type to be developed in accordance with academic requirements for engineering universities and colleges and it includes a complete set of lecture notes, presentations and activity sheets for a full semester course (16 weeks). CAP/OzonAction is currently updating some parts to reflect the Kigali Amendment and the revised course will be shared with all NOUs by the 4<sup>th</sup> quarter of 2017, along with an outreach campaign to assist interested universities to offer the course.

---

<sup>1</sup> The European association of refrigeration, air conditioning and heat pump (RACHP) contractors

- To further support these above activities, OzonAction developed and launched information and capacity building tools as follows:
  - A series of factsheets, including those covering: the Kigali Amendment, GWP and ODP issues, blends and mixtures, commonly used tools by RAC technicians, flammability, ASHRAE designations, high ambient temperature, commonly used non-ODS substitute refrigerants, etc)
  - Booklets: *Quick Guide on the Good Servicing Practices for Flammable Refrigerants* and a guidebook on Codes of Practices in Handling R290 in the Room Air Conditioner sector
  - Smart App mobile applications for RAC technicians:
    - “RAC technician video smartphone application” consisting of a series of short instructional videos on techniques, safety and best practice for refrigeration and air conditioning (RAC) technicians (in 7 languages) ; and
    - “What Gas?” smartphone application tool for ozone depleting substances (ODS) and other alternatives

### **(iii) NOO training programme**

This activity was part of the UNEP CAP 2016-2018 three Year Rolling Strategy endorsed by the 75<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee, as part of Strategic Programme Objective (SPO) 6, *Developing capacities of National Ozone Officers to effectively manage their national ODS phase out programmes*. The NOOs training scheme will be fully operational in 2018. Under this activity, UNEP is developing two new training modules:

- Introductory training for newly appointed NOOs, assistants and other staff including consultants.
- Advanced (refresher) training for experienced NOOs.

#### ***Progress***

The training package and components for the “Introductory Training Module” have been developed and are currently under final review. The advanced course for experienced NOOs will be delivered towards in 2018. The NOOs training (both introductory and advanced) will become fully operational by 2018. A full day training was offered to new NOOs from the South Asia and Pacific Island countries in 2017. Further training is foreseen for other regions.

### **(iv) Management of ODS in fishing**

UNEP’s 2016-2018 strategy included a specific objective (SPO 4) to foster a coordinated approach to assessment of ODS use and management in the fishing sector. CAP developed collaboration with a number of major relevant stakeholders including the Pacific Islands Forum Fisheries Agency (FFA), the International Maritime Organization and contributed to the RTOC Task Force on fisheries. ODS management in the fisheries sectors has been included as an agenda item in network meetings.

#### ***Progress***

The main outcome during the current reporting period was the *International Conference on Sustainable RAC Technologies for Marine and Off-Shore Fisheries Sector*. This conference was held in Bangkok in April 2017 and organised in collaboration with partners: ASHRAE, IIR and UNIDO and the support of the Government of the Kingdom of Thailand. It was attended by 180 participants, including 85 government representatives (principally NOOs), UN Agencies (FAO, IMO, UNCTAD, UNDP, UNIDO) and specialised international bodies. The deliberations during the conference ranged from maritime Montreal Protocol implementation and compliance; adoption of energy efficient, ozone and climate friendly refrigeration technologies in marine vessels; alternatives for the sector; off-shore vessels servicing sector challenges; standards and strategic action plans. UN Environment encouraged PIC countries undertaking ODS alternative surveys to include the marine/fisheries sector as part of the data collection for a more holistic overview of refrigerant consumption in the country.

### ANNEX 3C - CAP PARTNERSHIPS FOR OZONE PROTECTION AND CLIMATE CO-BENEFITS

Organisation	Type of organisation	Scope	Type of cooperation with UNEP	Details about partnership (past, present and/or future)
<b>Refrigeration and air conditioning</b>				
Air Conditioning and Refrigeration European Association (AREA)	Professional association	Global	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient RAC technology; online e-learning; materials on the use of new refrigerants; certification of technicians	Sharing experience on strengthening RAC associations, training, certification, technology transfer and innovation with the network countries; developing training kits for the sound use of new refrigerants for training centres and institutes in Article 5 countries as well as developing model certification programs for A5 countries
Air Conditioning, Heating, and Refrigeration Institute (AHRI)	Industry association	Global	Promoting a global industry approach to qualify refrigeration technicians; cooperating in addressing technical needs for promoting low-GWP alternatives	Partnering through a cooperation framework to develop and deploy a global refrigeration qualification program amongst RAC industry associations – the Refrigerant Driving License (RDL) –; organizing joint events and dissemination of information and cooperation in developing international guide for testing laboratories on testing with flammable refrigerants.
ASHRAE	Professional association	Global	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient RAC technology; e-training; organizing joint international and regional events; strengthening RAC associations in Article 5 countries; supporting ODS phase-out activities through promotion of responsible and sound management of refrigerants	UN Environment and ASHRAE have a formal framework of cooperation and an annual work plan. Activities include: <ul style="list-style-type: none"> <li>- organising joint international and regional technical events;</li> <li>- supporting/strengthening RAC associations in Article 5 countries;</li> <li>- Facilitating access of Article 5 countries to ASHRAE’s knowledge tools;</li> <li>- Developing joint e-Learning training courses and outreach materials.</li> <li>- Developing international guideline (assessment program) for the good management of refrigeration/air-conditioning installations</li> <li>- UN environment is also part of ASHRAE’s refrigeration and research committees to ensure that the needs of Article 5 countries are known</li> </ul>

Organisation	Type of organisation	Scope	Type of cooperation with UNEP	Details about partnership (past, present and/or future)
				to ASHRAE for its standards, research and global activities.
Bundesfachschule Kälte-Klima-Technik (BFS)	Training institute	Global	Training and capacity building related to safe use of ozone-friendly low-GWP & energy efficient RAC technology	Co-developing training materials/applications for low-GWP refrigerants.
China Household Electric Appliances Association (CHEAA)	Industry Association	National	Facilitating South-South cooperation (especially in the SEAP region) to exchange China's experiences with the transition to R290 (propane) in A/C industry to other Article 5 countries; cooperating in risk assessment for higher flammability or A3 refrigerants	Supporting the annual conference of CHEAA; organizing a special workshop and field trip for A/C industry from Middle East high ambient temperature (HAT) countries in the margins of the CHEAA conference; cooperating to assist HAT countries to build a risk assessment model for the use of A3 refrigerants.
China Trust Fund	Government agency	Regional	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient RAC technology in Asia-Pacific region	Bilateral project funded outside of Multilateral Fund: "Strengthen the capacity of the Asia Pacific countries for the adoption of the environmental friendly alternatives through South-South Cooperation for the implementation of the Montreal Protocol." Includes information sharing, capacity building related to low-GWP alternatives, workshops, and training.
Climate and Clean Air Coalition (CCAC)	International organisation	Regional	Supporting HFC & low GWP inventories	Bilateral projects funded outside of Multilateral Fund: "HFC & low GWP inventories for Bahamas, Cambodia, Kyrgyzstan, Maldives, Mongolia; HFC Inventory Summary document."
Emirates Authority For Standardization and Metrology (ESMA)	Government agency	National	Organizing joint conferences and events about low-GWP alternatives and technologies; promoting the update of RAC standards; establishing relationships between refrigerant selection and energy efficiency programs	Jointly organizing 5 international symposia on alternative refrigerants for high ambient countries; organizing regional event on update of RAC and foam-related standards in the West Asia region. Organizing the sixth international symposium (2018) on alternatives for HAT countries in both air-conditioning and refrigeration sectors
European Commission (EC)	Government agency	Global	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient RAC technology.	Bilateral project funded outside of Multilateral Fund: "Maximising the climate benefits of the HCFC phase out" (PICs, Francophone Africa).



Organisation	Type of organisation	Scope	Type of cooperation with UNEP	Details about partnership (past, present and/or future)
European Partnership for Energy and the Environment (EPEE)	Industry association	Europe	Exchanging experiences between Europe and Article 5 countries on policies and market practices/measures to comply with environmental regulations for eliminating ODS and reducing dependency on high-GWP alternatives	Sharing experiences of the EU in market adaptation with F-Gas regulation to Article 5 countries; cooperating with the West Asia region on non-ODS surveys and market projections. Cooperation to build a model for alternatives and market scenarios for LVCs.
Global Refrigerant Management Initiative (GRMI)	Initiative (RAC industry associations)	Global	Promoting the sound management of refrigerants amongst RAC industry; supporting training and emissions reduction measures; advocating for refrigerant management policies and norms	UN Environment is cooperating with GRMI secretariat and members to convey the needs and voice of Article 5 countries and Montreal Protocol to that initiative. RDL, which is joint UNEP-AHRI Initiative, is becoming one of the partners to GRMI.
International Institute of Refrigeration (IIR)	Inter-Governmental Organization	Global	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient RAC technology in the cold chain	Sharing technical information and expertise; organising joint events; co-organizing thematic workshop on alternative technologies for cold chain Develop jointly technologies briefs on the cold chain sub-sectors trends and challenges.
Japan Refrigeration and Air Conditioning Industry Association (JRAIA)	Industry Association	National	South-South cooperation to exchange Japan experience in transition to low-GWP alternatives in A/C industry to other Article 5 countries; cooperating in risk assessment for A2L refrigerants.	Organizing special workshop and field trip for A/C industry from Middle East HAT countries to Japan; cooperating to assist HAT countries to build risk assessment model for the use of A2L refrigerants.
Pacific Islands Forum Fisheries Agency (FFA)	Inter-Governmental Organization	Regional	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy RAC technology	Collecting data, sharing and outreaching information and publications related to the maritime and fishery sector; collaborating on an assessment of ODS used in the fishing sector in Pacific Islands.
Secretariat of the Pacific Community (SPC)	Intergovernmental	Regional	Supporting RAC technical vocational training and energy efficiency policy management in the Pacific region	UN Environment is exploring with SPC about forming possible synergies with the Pacific Islands labelling standards for RAC systems, technical vocational training/certification in formal national educational institutions and in linking to energy efficiency management policies.
<b>Customs and enforcement</b>				
Green Customs Initiative (GCI)	International organisation	Global	Customs training; compliance and enforcement; combatting illegal ODS trade	The GCI partners include the Secretariats of the relevant multilateral environmental agreements (Basel, Cartagena, CITES, Montreal, Rotterdam

Organisation	Type of organisation	Scope	Type of cooperation with UNEP	Details about partnership (past, present and/or future)
				Stockholm), Interpol, the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons, UNEP, the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) and the WCO. The partnership is coordinated by UN Environment DELC.
Gulf Cooperation Council (GCC) Secretariat	Regional	Regional	Monitor the trade ODS and alternatives as well as combat illegal trade.	UN Environment is cooperating with GCC and other regional & sub-region al organizations and secretariats to support the development and implementation of strategies or action plans to foster the monitoring the trade ODS and alternatives as well as combat illegal trade.
League of Arab States (LAS) Secretariat	Regional	Regional	Development and dissemination of Codes	Develop jointly the first and second regional refrigeration and air-conditioning code (2010 & 2015), working on updating the RAC code and adding two (2) more codes on District Cooling and Commercial Refrigeration, start the process of update the insulation materials codes as part of the regional buildings codes. Developing tools for introduction of the developed/updated codes to all Arab member states.
World Customs Organisation (WCO)	International organisation	Global	Customs training; e-training; compliance and enforcement; combatting illegal ODS trade	UN Environment and WCO have a formal framework for cooperation (MOU). UNEP collaborated with WCO to develop a Montreal Protocol e-learning course for customs officers, which is hosted by WCO's e-learning platform; mutual participation in relevant events. UNEP cooperates with WCO Headquarters as well as WCO's Regional Intelligence Liaison Offices (RILOs), Regional Offices of Capacity Building (ROCB), and Regional Training Centres (e.g. AKMAL in Malaysia, ROK, India).

## ANNEX 3D – REPORT ON UTILISATION OF CAP STAFF FOR MULTILATERAL FUND AND MONTREAL PROTOCOL ACTIVITIES

---

Decision 70/10 (iii) requested UNEP to provide a status report to the 71<sup>st</sup> Executive Committee meeting on the extent to which UNEP implemented measures to ensure that all professional staff time paid with CAP funds was used for the Multilateral Fund Montreal Protocol activities, in line with decision 50/26(a)(iii). Moreover, Decision 70/10(d)(ii), requested UNEP to continue providing reports according to the following five categories in the context of annual progress and financial reports on utilisation of CAP staff:

- Projects and services approved by the Executive Committee;
- Pursuing synergies or implementing joint activities with other non-Multilateral Fund partnerships and initiatives;
- Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside of Multilateral Fund;
- UNEP-wide processes and activities; and
- Administrative activities.

### Use of staff time

- CAP staff in Paris and the regions continue to be involved and support issues related to information sharing on low-GWP, energy efficient alternatives to HCFCs through participation in Climate and Clean Air Coalition (CCAC) projects and workshops.
- CAP staff in Paris and the regions continue to explore in collaboration with NOOs co-financing and climate co-benefits through interactions with non-Multilateral Fund organizations.
- All CAP staff have developed their individual work plans for the period 1 April 2016 – 31 March 2017 and the new cycle 1 April 2017 – 31 March 2018 in close consultation with the Head of OzonAction. UNEP has ensured that all of the staff paid through CAP focus their time on activities and services approved by the Executive Committee via the Business Plan and CAP Work Programme and Budget. The individual work plans reflects the goals and priorities set for the staff member for this reporting period.

For the 2016-2017 period, the following CAP teams are involved with management activities for specific projects outside of the Multilateral Fund (as detailed in the Partnership annex):

Project/initiative	CAP team					
	Africa	Asia Pacific	ECA	LAC	West Asia	Paris
China Trust Fund bilateral project		●				●
CCAC projects		●	●	●		●
EC bilateral projects	●	●				●

The following table reflects use of CAP staff time on projects and services.

CAP team	Projects and services approved by the Executive Committee	Pursuing synergies or implementing joint activities with other non-Multilateral Fund partnerships and initiatives %	Mobilising resources for ozone protection activities from entities outside of Multilateral Fund	UNEP-wide processes and activities	Administrative activities for CAP and MLF projects
Africa – Anglophone		0			20
Africa – Francophone		15			20
Caribbean		0			20
Europe & Central Asia		0			20
Latin America		0			20
Pacific Island Countries		15			20
South Asia		15			20
South East Asia		15			20
West Asia		0		15*	20
Paris (Global)		10	5		60

\*RNC-ROWA is providing assistance to chemicals and waste regional activities

### Reporting lines

Decision 70/10 (d) (iv) requested UNEP to ensure that the “regional network coordinators were directly accountable to the Network and Policy Manager in the OzonAction Branch, based on the CAP organigram presented in the 2010 CAP budget (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/17), and according to the CAP structure indicated in the original description of the CAP programme provided in UNEP/Oz.Pro/ExCom/35/4.” UNEP senior management decided that starting from the 2014 performance assessment cycle, the Regional Network Coordinators would report to the Head of OzonAction Branch as their First Reporting Officer, to the UNEP Regional Director as their Second Reporting Officer, and to the Network and Policy Manager as Additional Reporting Officer.

**ANNEX 3E - NETWORK AND THEMATIC MEETINGS ORGANISED BETWEEN  
OCTOBER 2016 – AUGUST 2017**

<b>Meeting/workshop</b>	<b>Date and venue</b>
Thematic Meeting on HCFC Phase-out Management Plans (HPMP) and ODS Alternatives Surveys	8-10 November 2016, Chisinau, Republic of Moldova
Thematic Border Dialogue Meeting to Strengthen Cooperation in ODS Trade Control	17-18 November 2016, Siem Reap, Cambodia
Thematic Meeting on HPMPs and on Survey of ODS Alternatives	29 Nov – 1 Dec 2016, Belgrade, Serbia
Thematic Meeting on Survey of ODS Alternatives	30 November -2 December 2016, Naivasha, Kenya
Thematic Network Meeting of National Ozone Officers of Haiti and the English-speaking Caribbean	6-8 December 2016, Bridgetown, Barbados
Thematic Meeting on Survey of ODS Alternatives	12-14 December 2016, Dakar, Senegal
Thematic Border Dialogue Meeting on HCFC Trade, Border Coordination and Cooperation and Illegal Trade	15-16 December 2016, Nepal, Kathmandu
Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable	16-17 March 2017, Lahore, Pakistan
Joint Network Meeting for National Ozone Officers for English-speaking and French-speaking Africa and Thematic Meeting on the Kigali Amendment	20-24 March 2017, Abidjan, Cote d'Ivoire
Meeting on Sustainable Management of Refrigeration Technologies in Marine and Off-Shore Fishing Sector	6-8 April 2017, Bangkok, Thailand
Network Meeting of National Ozone Officers of the Pacific Islands Countries (PICs) Post-Kigali Amendment Challenges and Ways Forward for the PICs	9-12 April 2017, Bangkok, Thailand
Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable	12-14 April 2017, Shanghai, China
Post Kigali Regional Round-Table Meeting; Ratification and Policy Update	24-25 April 2017, Dead Sea, Jordan
Main Network Meeting of National Ozone Officers for West Asia	26-27 April 2017, Dead Sea, Jordan
Network Meeting and Thematic Workshop of National Ozone Officers for South East Asia	2-5 May 2017, Phuket, Thailand
Annual Meeting of the Regional Ozone Network for Europe & Central Asia	10-12 May 2017, Ohrid, Macedonia FYR
Network Meeting of National Ozone Officers for the English Caribbean and Haiti and Cool Tourism Initiative	15-19 May, 2017, St. George's, Grenada
Network Meeting and Thematic Workshop of the South Asia National Ozone Officers; Thematic Meeting on HCFC Phase out and Kigali Amendment	23-26 May 2017, Agra, India
1 <sup>st</sup> Ozon2Climate Technology Roadshow and industry roundtable-post Kigali	24-26 May, Agra, India
CAP discussions with Standards Bodies and Ozone Officers on country status on adoption of Standards for the Adoption of HCFC Alternatives	11-July 2017, Bangkok
Thematic meeting on HCFC phase out and launch of R290 of introduction of R-290 technologies	14-17 August, Maldives

## ANNEX 4A: OzonAction Clearinghouse Survey on publications, information sharing and capacity building tools

Since 1991, as part of UN Environment’s role as an Implementing Agency of the Montreal Protocol’s Multilateral Fund, OzonAction has provided developing countries with a global ‘*Clearinghouse*’ service to assist them in complying with their commitments under the Protocol. This function, which originates in Article 10 of the treaty, includes networking and training, global and regional information products, targeted communications and capacity building support, awareness raising, facilitation of technical co-operation, identification of needs and facilitation of regional and bilateral co-operation. During its 77<sup>th</sup> meeting in December 2016, some members of the Multilateral Fund’s Executive Committee suggested that UN Environment should conduct a survey to assess the level of satisfaction with the CAP’s clearinghouse mechanism and e-learning modules, and other global activities.<sup>1</sup> OzonAction conducted an online survey to assess client satisfaction with the Clearinghouse information services and materials (publications, information materials, capacity building tools, etc.). The intention of the survey was to collect feedback so as to enable OzonAction to respond to Article 5 countries’ evolving information needs and to provide the most appropriate, practical and useful tools and services possible.

A simple and easy-to-complete online survey was prepared, it was outreached through the Regional Networks of Ozone Officers, by email, at the appropriate regional events and it was also distributed through the OzonAction *OzoNews* distribution list. The main target audience for the survey was the staff of National Ozone Units, but it was also outreached further to include a range of other stakeholders and the wider Montreal Protocol community. The survey was prepared in three languages: English, French and Spanish.

The online survey ran from 8-30 April 2017.<sup>2</sup> An overview of the results is presented below. Summary tables are provided in the Annex.

### 1. Respondents

The survey was completed by 186 respondents (130 in English, 32 in French and 24 in Spanish). The great majority of respondents (77%) were from developing countries. The respondents can be classified as follows:

Table1 – Respondent Classification

Classification of respondent	Number of respondents	Percentage
Article 5 countries	143	77%
Non-Article 5 countries	26	14%
Countries with economies in transition (CEITs )	2	1%
Other (Implementing Agencies, Secretariats, Non-Government Organisations)	15	8%
<b>Total</b>	<b>186</b>	

Of the 186 respondents to the survey, the majority (over 59%) were National Ozone Unit staff. The next highest single category was ‘other government staff’. In the ‘other’ category, where respondents specified their role/position, the most common categories were: consultant (11 respondents) and researcher/professor (7 respondents). This category also included a range of other roles from both public and private sector. These data are summarised in Table 2 below.

<sup>1</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/76, paragraph 138.

<sup>2</sup> In three regional network meetings there was also an opportunity to complete the survey in hardcopy, if required

Table 2 – Respondent Categories

Category of respondent	Number of respondents	Percentage
National Ozone Unit	110	59%
Customs/Enforcement officer	6	3%
Other Government staff	14	8%
Refrigeration/Air-Conditioning Technician/engineer	10	5%
Implementing Agency	10	5%
Secretariat	2	1%
Other/Not specified	34	18%

**2. Overall level of satisfaction with OzonAction information services/materials**

To assess the overall level of satisfaction with OzonAction information services/materials, the survey presented a series of statements and asked the respondents to rate their level of agreement with them. The summary of results is presented in Chart 1 below.

It was clear from the survey that the respondents were generally satisfied with the type, quality and range of information services/materials produced by OzonAction. More than 92 percent of respondents were satisfied or very satisfied with the information services/materials produced, with 86 percent indicating they frequently use or refer to these. Almost 88 percent of those surveyed responded that that the information services/materials produced did focus on their main issues of concern.

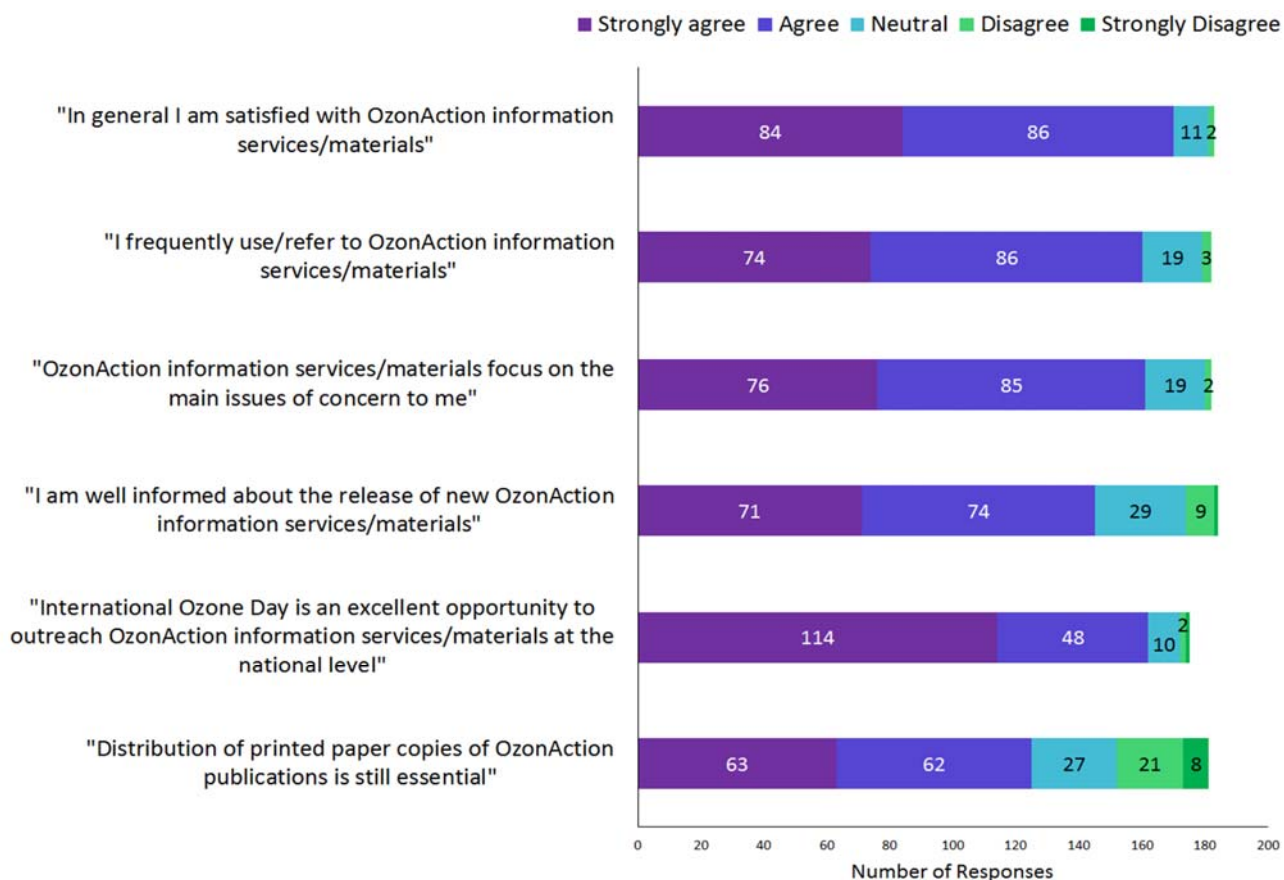


Chart 1 – Respondent Categories

The statement that received the highest level of ‘strong agreement’ (63%) was that “*International Ozone Day is an excellent opportunity to outreach OzonAction information services/materials at the national level*”.

In the context of the overall high level of satisfaction noted above, it is important to note that the level of ‘strong agreement’ and ‘agreement’ with the statement relating to being well informed about the release of new OzonAction information services/materials was relatively low (78% for these two categories combined). This indicates there is a need for OzonAction to better improve its outreach and dissemination methodology.

While there were a number of respondents who ‘strongly disagreed’ and ‘disagreed’ (16% for these two categories combined) with the statement that: “*Distribution of printed paper copies of OzonAction publications is still essential*” it is clear there is still a strong desire to receive information services/materials in hard copy for the large number of respondents agreeing with this statement.

Some respondents also provided additional comments; these included some suggestions that are covered later in the survey, or more general suggestions (which are considered below). Comments specifically related to the overall level of satisfaction with OzonAction information services/materials were the following:

- “*OzonAction is continuously the best source of need-to-know information and keep me up to date on actions underway that I would otherwise not know about. Brilliantly organized and delivered.*”
- “*Ozone Action information services /materials are very useful to keep us updated on the issues and actions being undertaken around the world.*”
- “*Information are very useful and helpful in capacity building.*”

### **3. Rating of specific information services/materials**

In addition to opinions on the overall level of satisfaction, it was important to collect feedback on specific information services/materials. The survey included a list of OzonAction information services/materials and requested the respondents to indicate their familiarity with them and assess their usefulness. The summary of results are shown in Chart 2 below (a summary table can be found in the Annex).

In general the survey revealed a high level of awareness and utility of the specific OzonAction information service/materials covered in the survey. Of the 22 specific information service/materials listed, 18 of these are considered by between 72 percent and 90 percent of respondents to be ‘useful’, ‘very useful’ or ‘essential’. Only a very few respondents identified any specific products as ‘not useful’.

The OzonAction publication considered to be *essential* by the highest number of respondents (29%) was the **Customs Training Manual**, followed closely by the **Customs poster/quick tool** (26%). The highest rated, ‘top 10’ specific information service/materials identified by the respondents to the survey (that is those considered to be ‘very useful’ or ‘essential’) were the following, in order of popularity:

1. OzonAction fact sheets
2. Customs Training Manual
3. Customs poster/quick tool
4. Safe Use of HCFC alternatives booklet
5. International Standards in refrigeration and air-conditioning (RAC) booklet
6. OzonAction Kigali Amendment fact sheets
7. OzonAction website ([www.unep.org/ozonaction](http://www.unep.org/ozonaction))
8. National Ozone Unit (NOU) Guide
9. National Certification schemes for RAC technicians booklet
10. UN Environment/ World Customs Organization Customs online customs training modules (e-learning)



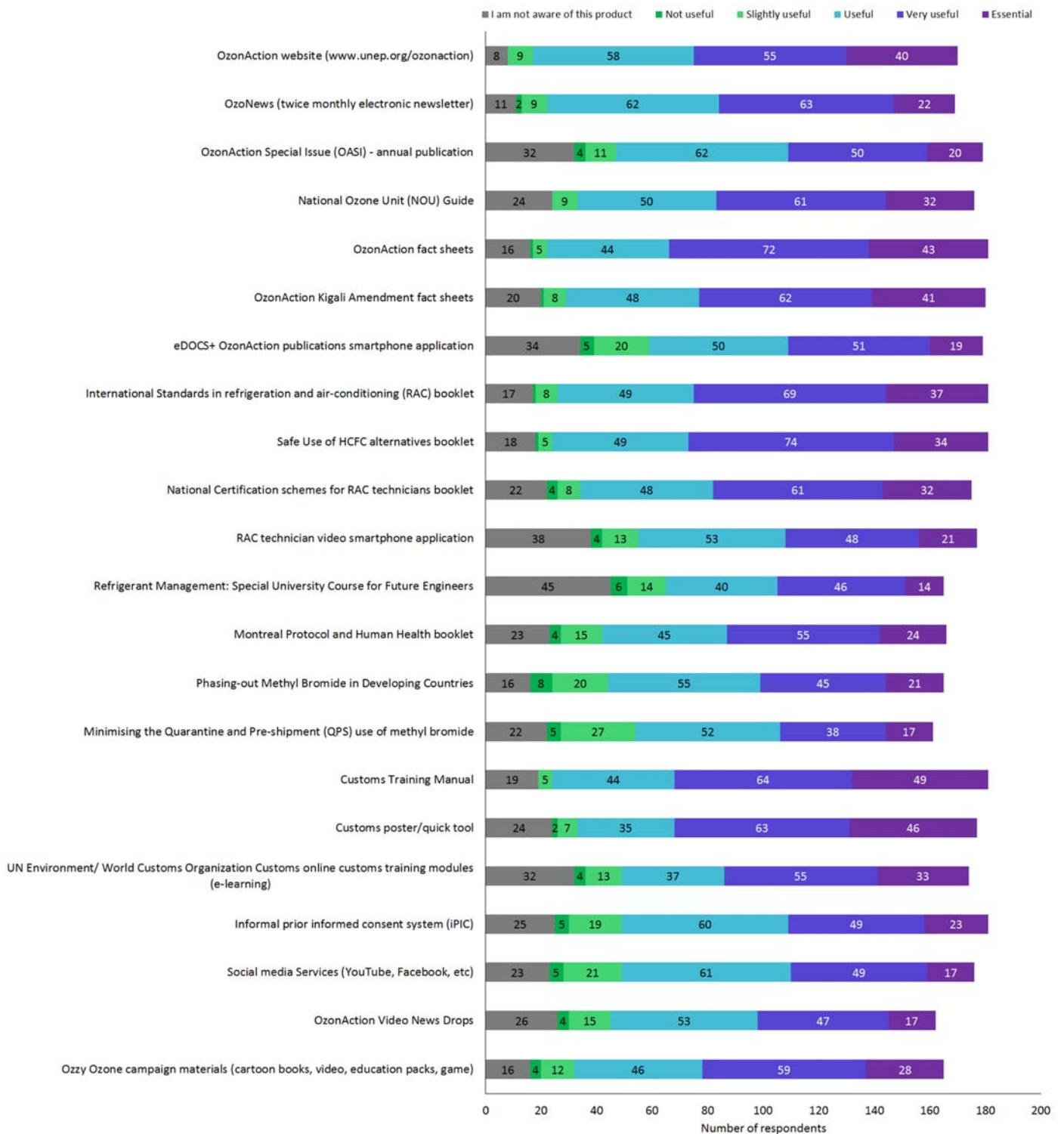


Chart 2 - Rating of specific information services/materials

It is naturally a cause for some concern that a number of respondents were not aware of some well-established and ‘flagship’ products. This again indicates the need for OzonAction to improve the targeting of its dissemination strategy.

It is perhaps not unexpected that the information service/material that was least known by the respondents to the survey was the *Refrigerant Management: Special University Course for Future*

*Engineers*. This is a very recently launched initiative and the target audience for this is not principally directed at the NOUs who were the vast majority of the respondents to the survey.

Perhaps more surprising is the lack of familiarity with the RAC technician video smartphone application, again whilst not specifically targeted at the NOUs (the main intended audience is RAC technicians, who only comprised 5% of the respondents), this application has enjoyed a very high level of success.<sup>3</sup> The OzonAction “eDocs+” application which provides quick access to publications, videos, fact sheets and other awareness materials is growing in popularity.

#### 4. Rating of side events during MOP and OEWG meetings

In a similar vein, OzonAction sought feedback on initiatives such as side events and product launches, which although not specifically information services/materials (the main focus of the survey) they are nevertheless strongly linked and are an important means for outreach and capacity building.

The survey presented the following statement: *How useful do you find OzonAction side events during Montreal Protocol MOP and OEWG meetings?* and invited the survey respondents to rate the usefulness and level of interest in five specific types of event/initiative. The summary of results are shown in Chart 3 below. (A summary table can be found in the Annex.)

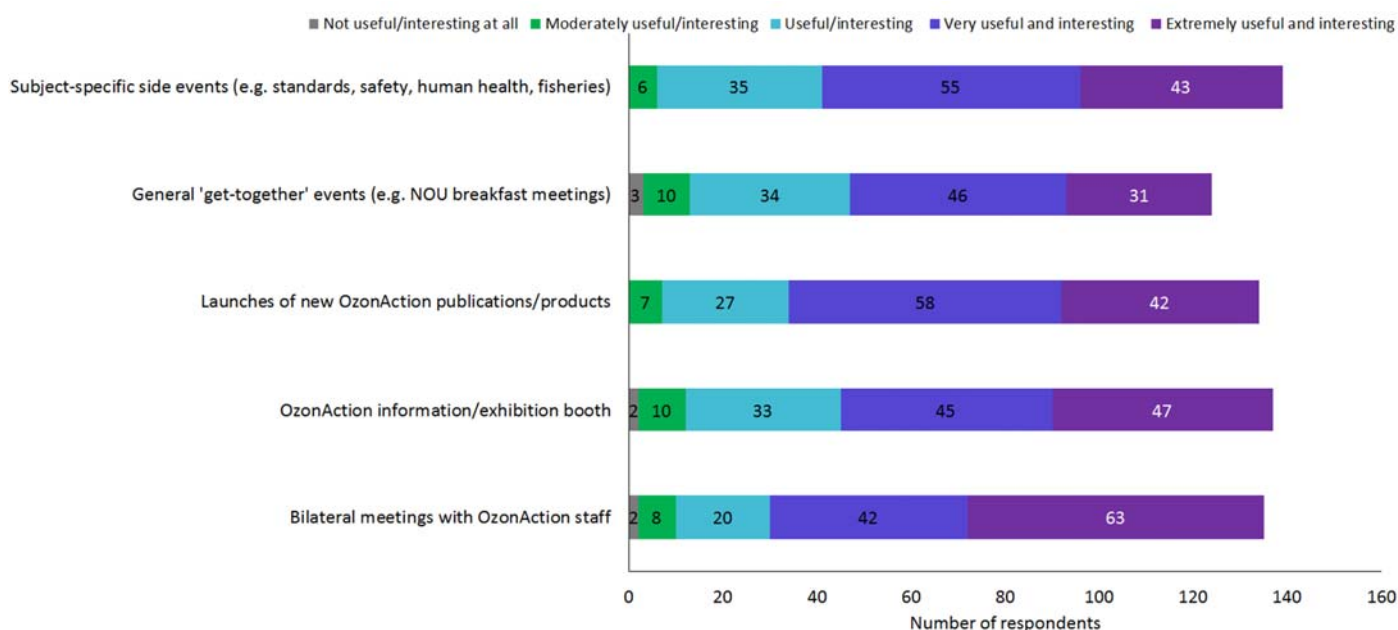


Chart 3 - Rating of usefulness of OzonAction side events during Montreal Protocol MOP and OEWG meetings

The responses indicated a general level of satisfaction expressed in relation to the OzonAction side events and initiatives during Montreal Protocol MOP and OEWG meetings. Of the respondents that expressed an opinion, over 90 percent found all of these events ‘useful/interesting’, ‘very useful and interesting’ or ‘extremely useful and interesting’. It is important to note that only a very few respondents (~2%) identified any specific events ‘not useful/interesting at all’ and relatively few (between 4% and 8%) considered any of these to be only ‘moderately useful/interesting’.

The most popular OzonAction side events identified by the respondents to the survey (that is events considered to be ‘very useful and interesting’ or ‘extremely useful and interesting’) were the following, in order of popularity:

<sup>3</sup> The new OzonAction RAC video application is currently listed in the 10,000 to 50,000 installations category on the Android platform. The OzonAction RAC technician video smartphone application has received the highest number of downloads from the following countries, in descending order: India, US, Brazil, Philippines, Pakistan.

1. Bilateral meetings with OzonAction staff (78%<sup>4</sup>)
2. Launches of new OzonAction publications/products (75%)
3. Subject-specific side events (71%)

The OzonAction information/exhibition booth at the OEWG and MOP was considered to be ‘very useful and interesting’ or ‘extremely useful and interesting’ by 67% of respondents to the survey.

It is noted that there was a relatively high level of respondents (between 28 and 39) that indicated ‘not applicable (N/A)’ to specific events/initiatives in this question (see section 3 of the Annex for details). This is expected to be a reflection of the fact that a proportion of respondents to the survey do not participate the Montreal Protocol MOP and OEWG meetings and therefore do not have access to these events.

### 5. Utility of OzonAction e-learning

While e-learning is not yet widely and systematically used by OzonAction across its portfolio of activities, it is nevertheless an important and growing for capacity building. OzonAction does have experience in this area in a few established initiatives. OzonAction, in cooperation with the World Customs Organization (WCO) jointly developed a series of e-learning modules on the Montreal Protocol for customs and enforcement officers that were launched in 2011 and periodically updated<sup>3</sup>. This e-learning is hosted on the well-established WCO training platform (‘CLIKC!’) and is frequently used by custom officers<sup>5</sup>. To date, around 500 customs officers had satisfactorily completed the Montreal Protocol training modules. In addition over 100 National Ozone Unit staff have also completed this e-learning course. OzonAction is also developing some other e-learning products which will be launched shortly, including, for example, a ‘Refrigerant Literacy’ e-learning (aimed at non-specialists) which was jointly developed with ASHRAE. Additional e-learning modules are planned in this series.

The survey therefore asked respondents to provide some feedback on areas in which they felt e-learning would be useful, with the question: “Do you think the following e-learning initiatives will be useful in your country?” The summary of results are shown in Chart 4 below. (A summary table can be found in the Annex.)

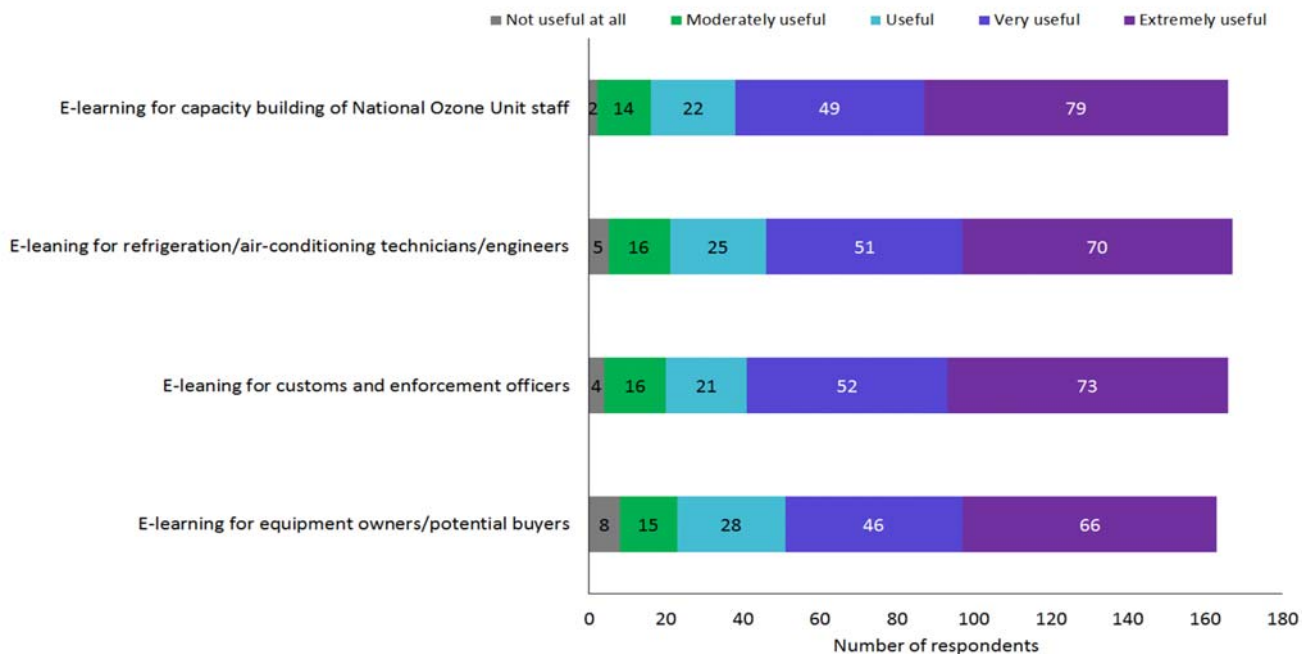


Chart 4 - Utility of OzonAction e-learning initiatives

<sup>4</sup> Percentage of respondents who expressed a preference and found the specific event ‘very useful and interesting’ or ‘extremely useful and interesting’. Full details are provided in Section 3 of the Annex.

<sup>5</sup> The platform is accessible only with a password issued by the WCO, due to it containing enforcement sensitive information

In general the of the four general areas suggested for e-learning (capacity building of NOUs, refrigeration/air-conditioning technicians/engineers, customs and enforcement officers, and equipment owners/potential buyers) were all considered to be important by the respondents to the survey. More than 70 percent that expressed an opinion, indicated e-learning in all of these categories to be 'extremely useful' or 'very useful'. The area considered to be most promising for e-learning was for capacity building of National Ozone Unit staff, with over 77 percent of respondents that indicated an opinion highlighting this to be 'extremely useful' or 'very useful'. This result will be considered in the planning for the ongoing NOU training and capacity building programmes carried out by CAP, particularly in the context of the new NOU training modules currently in preparation.

Over 75 percent of respondents identified e-learning for customs and enforcement officers to be 'extremely useful' or 'very useful' in their county. This result endorses the approach taken by OzonAction in successfully developing e-learning modules with the WCO for this target group. OzonAction can consider updating and broadening the scope of the e-learning modules and also consider adding additional language versions (currently they are available in English, French, Spanish and Russian).

E-learning for equipment owners/potential buyers received the lowest level of support with less than 69 percent considering this to be 'extremely useful' or 'very useful' and 5 percent of respondents considering this to be 'not useful at all'.

The results also revealed a proportion of respondents which did not consider e-learning to be a useful methodology for the specific areas examined. Between 10 percent and 14 percent of respondents indicated that e-learning would be 'not useful at all' or only 'moderately useful' in their countries for each of the four specific categories.

## **6. Preferred formats of information services/materials**

The survey also addressed the issues of the format or delivery mechanisms that clients and stakeholders prefer to receive information services/materials. Section 2 above has included some examination of the issue of continued distribution of paper copies of publications, about which there is no real consensus. While some 16 percent of respondents 'strongly disagreed' and 'disagreed' that distribution of printed paper copies of OzonAction publications is still essential" the majority indicated the wished to receive information services/materials in hard copy.

To attempt to come to a better understanding of the preferred formats for OzonAction information services/materials, the survey requested the prioritisation of most favoured formats from a list (to avoid responses where all options were selected as 'preferred'). Respondents were asked to select up to four preferred formats. The summary of results are shown in Chart 5 below. (A summary table can be found in the Annex).

In terms of prioritisation, the two formats that were most favoured by the respondents to the survey were 1) 'short guides, manuals and booklets' and 2) 'fact sheets and briefings' respectively, as illustrated in Chart 5 below. Together these received around 29 percent of the prioritised preference selections. Both types of information materials are typically produced by OzonAction both in electronic as well as hard copy (i.e. printed) formats.

While not as popular as the shorter style documents there were still a considerable number of respondents who prioritised the continued production of 'comprehensive publications & books'.

The highest rated, 'top 5' preferred formats of information services/materials identified by the respondents to the survey were the following, in order of popularity:

1. Short guides, manuals and booklets
2. Fact sheets and briefings
3. Videos
4. Electronic newsletter (OzonNews)
5. USB sticks containing all new publications etc.

The newer and more innovative methods of disseminating information, such as social media, webinars and smartphone applications were relatively unpopular in comparison to more traditional formats. These are still relatively new media for many people, and particularly as regards information provided by the United Nations system. The popularity of smartphone apps as a means of dissemination/feedback is expected to increase in the coming years. These three categories (social media, webinars and smartphone applications) each received about 5 percent of the prioritised preferences. It is also important to note the popularity of videos as a favoured dissemination method for information (receiving 13% of the prioritised preference selections).

The OzonAction ‘Facebook’ page<sup>6</sup> is growing in popularity (currently with 2500 ‘followers’), OzonAction Twitter<sup>7</sup> currently has 897 ‘followers’ and the OzonAction ‘YouTube’ channel<sup>8</sup> continues to be well used with 326 subscribers and for example, the most popular five videos on the site each having been viewed between 5000 and 31,000 times. The relatively low preference for smartphone applications may appear to be slightly at odds with the popularity of the OzonAction RAC technician video smartphone application which has experienced a very high level of success and growing popularity of the “eDocs+” application (see section 3 above).

The twice-monthly OzonAction electronic newsletter *OzonNews* which has now been running continuously for 17 years has remained very popular.

The additional suggestion (made by several respondents) included in the ‘other’ category, which provided respondents the opportunity to specify additional formats, was to disseminate all information services/materials by email. One respondent indicated that OzonAction was too slow in releasing/outreaching publications.

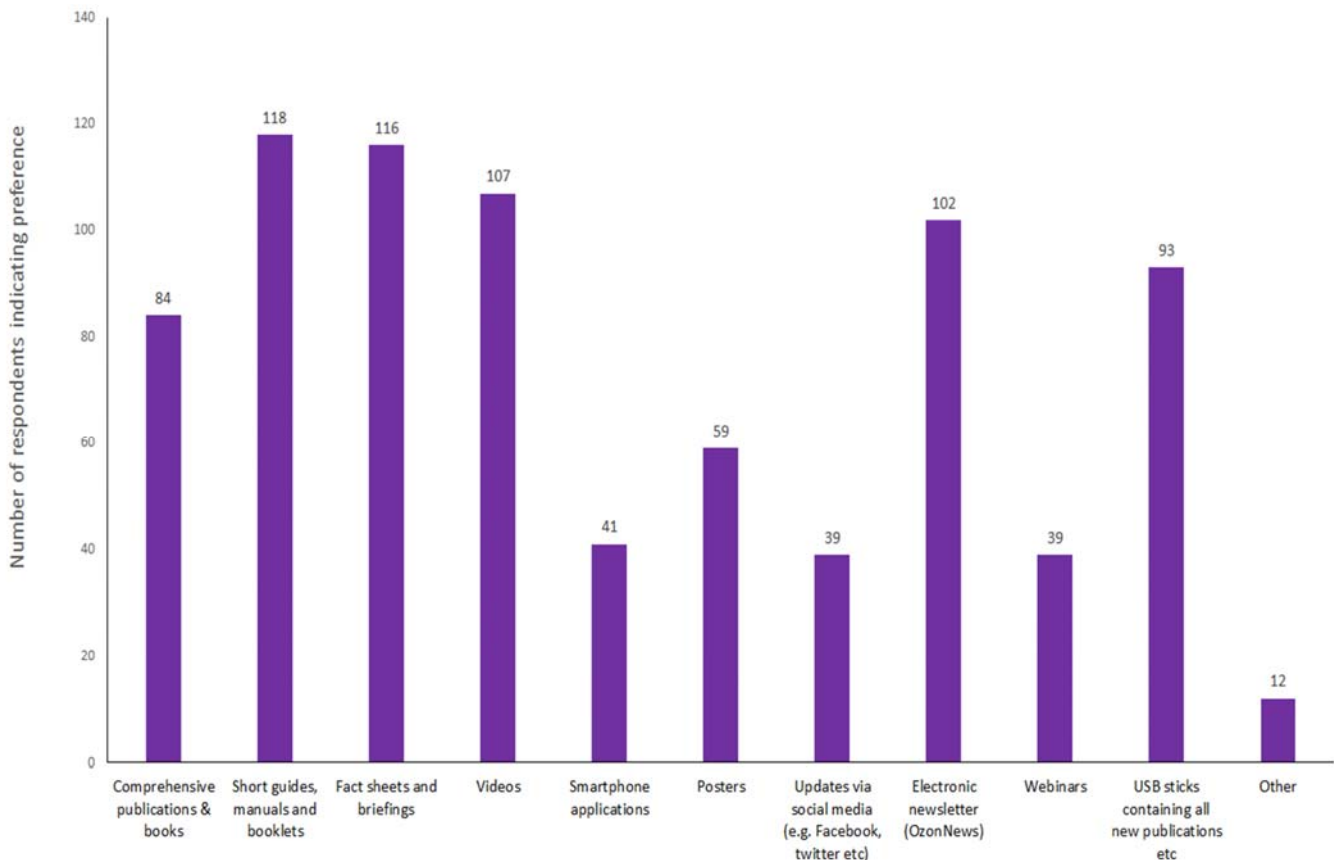


Chart 5 - Preferred formats to receive information services/materials

<sup>6</sup> [https://www.facebook.com/ozonaction/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/ozonaction/?ref=page_internal)

<sup>7</sup> <https://twitter.com/ozonaction>

<sup>8</sup> <https://www.youtube.com/user/ozonaction/featured>

## 7. Use of information services/materials

The survey also provided an opportunity to better understand how the products and services produced under the Clearinghouse mandate are used by OzonAction’s clients and stakeholders. This should provide some guidance not only on the type of information material produced, but also on the format and delivery methods best suited to the utility and target audience. The survey posed the question: “How do you use OzonAction information services/products?” respondents were able to indicate as many as they wished from a list, with opportunity to add additional categories and comments.

The summary of results are shown in Chart 6 below (a summary table can be found in the Annex).

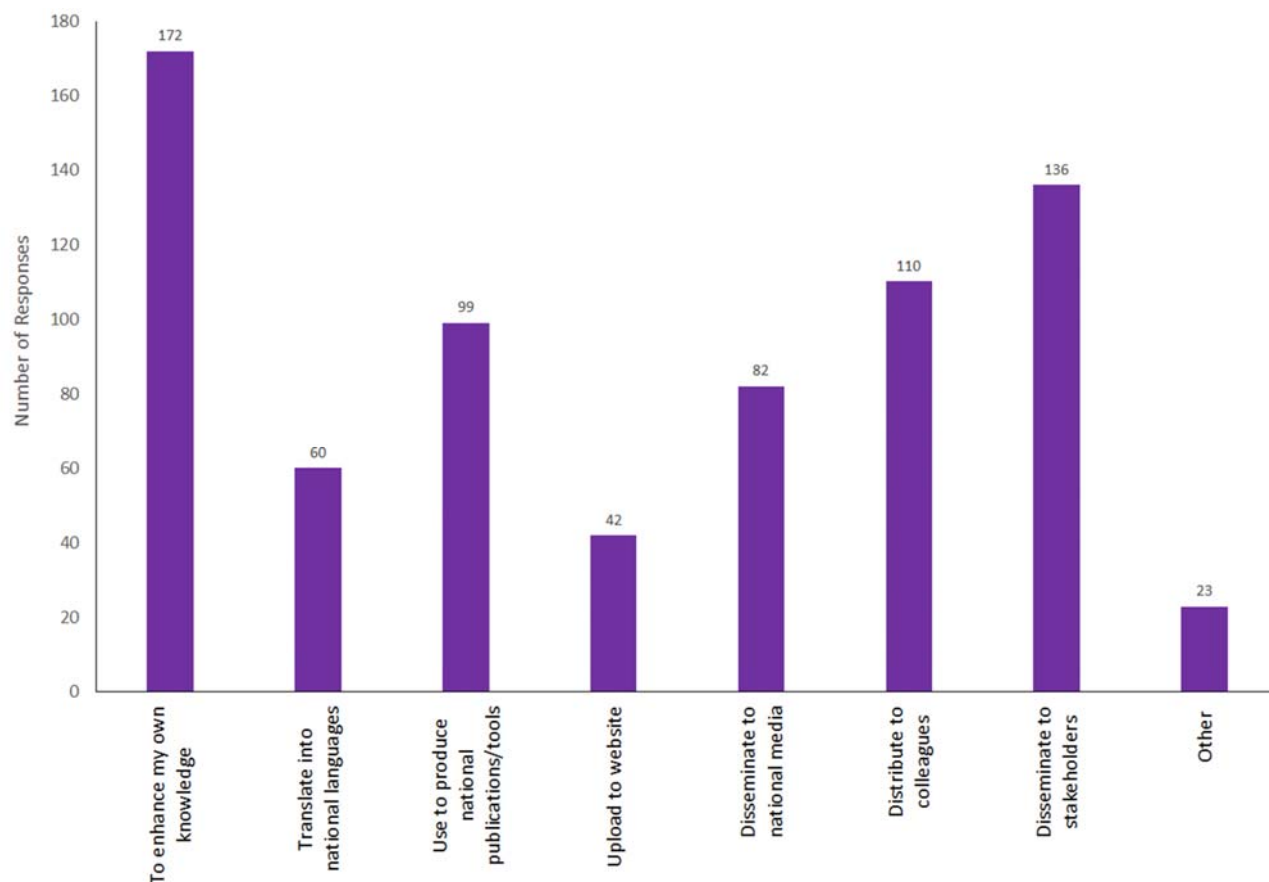


Chart 6 - Use of OzonAction information services/materials

The most popular category of use of OzonAction information services/materials identified by respondents to the survey was to enhance their own knowledge. Given that the great majority (59%) of survey respondents were NOU staff, this is an important result since NOUs are the main client of the clearinghouse and target audience for the majority of information services/materials produced.

The fact that the survey respondents also indicated that dissemination of information services/materials to stakeholders and to colleagues were the second and third most popular uses of these items (jointly comprising 34% of responses) is also a very positive response and outcome. This is particularly important as the NOU can play a very important role in disseminating the relevant information services/materials to the appropriate colleagues and stakeholders (e.g. customs officers, technicians, education facilities, national media, general public) and in their counties.

The highest rated, ‘top 5’ categories of use of OzonAction information services/materials identified by the respondents to the survey were the following, in order of popularity:

1. To enhance my own knowledge
2. Disseminate to stakeholders

3. Distribute to colleagues
4. Use to produce national publications/tools
5. Disseminate to national media

There were only very few suggestions made in the ‘other’ category, which provided respondents the opportunity to specify additional categories. These included the use in education and schools (3 comments), the preparation of fact sheets and briefings for decisions makers and to “integrate with my work on climate change”.

## 8. Languages

The survey asked the question: “*In which languages do you require information services/products (in addition to English)?*” The summary of results are shown in Chart 7 below.

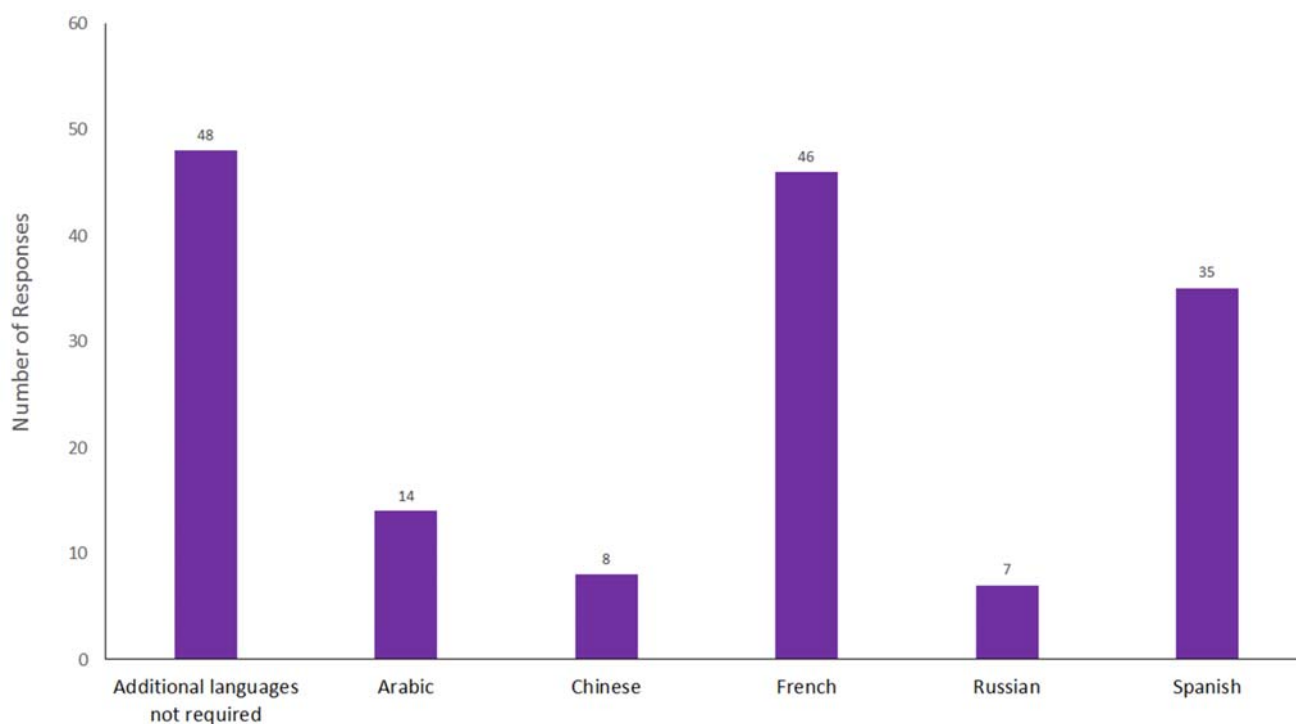


Chart 7 – Language preferences for OzonAction information services/materials

The most common response in the survey (indicated by 30% of the responses received) was that languages in addition to English were not required (i.e. English was the requested language). However the second and third most common responses were for OzonAction information services/materials to be provided in French (29%) and Spanish (22%) respectively.

However, by disaggregating the results from the three different language versions of the surveys, the requirement for French and Spanish information services/materials is expressed very strongly. In the French language survey of the 32 respondents who completed the survey, 31 expressed the requirement for information services/materials in French. A similar picture emerged from the Spanish Language survey where all the respondents who completed the survey in Spanish indicated that they required information services/materials in Spanish.

The other UN languages in which respondents indicated they required information services/products were Arabic (requested by 9% of respondents), Chinese (requested by 5% of respondents) and Russian (requested by 4% respondents). One can speculate that had the survey been also made available in all UN languages, then perhaps the profile of relative responses would have been different, with higher percentages of the other UN languages requested. This highlights the careful

balance that needs to be taken in producing materials and initiatives in language versions, set against the significant additional costs and considerable additional time to do so, in the context of a finite budget and capacity.

Eleven supplementary languages requested in addition to those UN languages included in the survey question were the following (in alphabetical order):

- Aymara
- Guarani
- Hindi
- Indonesian
- Marshallese
- Nauruan
- Portuguese
- Quechua
- Swahili
- Urdu
- Vietnamese

Of the non-UN languages, Portuguese was the most commonly requested additional language. While it is recognised that translation of OzonAction information services/materials into a wide range of languages can be useful, this of course has a significant financial implication. One pragmatic and effective option adopted by many NOUs is the use IS funds for such translation undertakings.

### **9. Suggestions for new information services/products**

The survey finally provided the respondents with the opportunity to make any suggestions and propose ideas for new information services/products that would be useful for OzonAction to produce as part of its Clearinghouse mandate. It also provided the opportunity to provide any additional comments.

Of the 186 respondents who completed the survey, only 67 (36%) provided any additional suggestions or comment. The following section summarises the main suggestions made, including some suggestions which were erroneously submitted in other sections of the survey.

There were several statements and requests for language versions of materials throughout the survey responses, in addition to the specific question addressing this issue. These ranged from suggesting specific languages to a request that documents are made available in “all languages as soon as possible” (see Section 8 above for analysis and comments of translation issues). The comments also included a number of positive and supportive statements regarding the Clearinghouse and OzonAction information services/materials. There were a few requests for information materials outside the scope of the Clearinghouse such as specific guidance on UV protection, although OzonAction has produced some general materials on human health in the past. There was also, for example, a request for guidance documents for retrofitting of RAC equipment to hydrocarbons, which is not considered appropriate for OzonAction to provide. There were a few requests for additional funds for NOUs for outreach activities and ozone day celebrations.

In relation to suggestions and ideas, these can conveniently be grouped into two main categories: some common general suggestions that were raised by a number of respondents and some specific individual requests.

#### ***General suggestions***

In terms of outreach and delivery of OzonAction information services/products, three respondents recommended that all new materials should be sent by email to NOUs/focal points as soon as they are released or specifically before meetings. Two respondents suggested a single link to download all OzonAction publications.

OzonAction routinely informs all NOU staff when new products and information materials are released, through the regional network dissemination lists, sending the publication as appropriate. The materials are also commonly distributed on USB sticks at meetings of the Regional Networks of Ozone Officers and through the exhibition booth at MOPs and OWEGs. To ensure all interested stakeholders receive these may require some revision of these processes. One respondent suggested



regular articles in the *OzoNews* fortnightly newsletter to remind and inform readers of the current and new OzonAction publication. Two respondents suggested the inclusion of more success stories and sharing of experience of NOUs as articles in *OzoNews*. One respondent felt in general OzonAction should do a better job in outreaching its products.

There were a number of recommendations for more smartphone applications and videos, although not specifying the topics to be covered. It was also mentioned by one respondent that OzonAction social media should also be in additional languages.

In terms of target audience, there were suggestions to also include the ozone research and monitoring community, journalists and end users, as well as colleagues who are less familiar with ozone and Montreal Protocol issues (such as those working on climate issues) to better facilitate cooperation and motivate action in the contest of Kigali. One respondent highlighted the need to provide documents for the informal sector, many of whom the respondent suggested could be illiterate. This would present a particular challenge and requires some quite innovative approaches.

While on the one hand acknowledging the requests for more IT products such as smartphone applications, videos and e-learning, it should be noted that three respondents commented that in some developing countries limitation in the use and reliability of internet access could restrict the utility of such products.

In addition to the general endorsement as to the utility of e-learning expressed by the respondents to the survey (see Section 5 above), several respondents provided additional comments, specifically requesting e-learning for capacity building of NOUs.

Nine respondents mentioned the recommendation to support education on Montreal Protocol through schools, suggesting videos, comics/cartoons (Ozzy Ozone) and information materials as the best means to do so. It was suggested that OzonAction update or disseminate materials for schools.

While there was no general consensus that emerged from the survey responses of the topics which were considered to be important for new information services/products, there were a number of general suggestions for subject areas, although not specifying the type of product envisaged. These included<sup>9</sup>:

- HFC general information
- Good servicing practices from domestic air conditioning to Industrial & Commercial Refrigeration and Air-conditioning
- Standards for refrigeration and air-conditioning
- Alternative refrigerant analysis of market penetration and ‘satisfaction’
- Overview of ODS use in each country
- Annual overview of refrigerants and their usage
- New technologies
  
- Marine/fisheries sector (4)
  
- Summary of MOP Decision and recommendations
- Kigali Amendment obligations
  
- Ozone and climate links
- New scientific findings
  
- Human health and protection from UV (2)
- Responsible use of methyl bromide for approved QPS and recapture

---

<sup>9</sup> Each suggestion was made by a single respondent, except for ‘Marine/fisheries sector’ and ‘Human health and protection from UV’ where the number of respondents is shown in brackets

### *Specific suggestions*

In addition to the more general comments and suggestions there were some specific requests provided by the respondents to the survey. These included:

- **CO<sub>2</sub> equivalence calculator:** This was requested by two respondents to the survey. OzonAction has already secured a consultant to design an application which will include a CO<sub>2</sub> equivalence calculator, as well as some additional useful features to convert between metric tonnes, ODS tonnes, GWP and CO<sub>2</sub> equivalence. It will cover both blends/mixtures and pure substances.
- **Customs pocket booklet:** It was suggested that OzonAction should produce small sized booklets for customs and enforcement officers that can be easily carried around by officers whilst they are at the border to facilitate easy referral during physical verification of goods (ODS and alternatives). It was suggested that this should include information which is already included in OzonAction factsheets such as 'commonly traded HCFCs and mixtures containing HCFCs'.
- **Refrigerant encyclopaedia:** Another respondent requested a similar tool which was characterised as a 'refrigerant encyclopaedia' - a pocket book that contained comprehensive details of each refrigerant (including its uses in different applications, ODP, GWP, flammability, risk and safety measures, etc.). It was suggested that this would be very useful for NOOs and other stakeholders.
- **Scientific/Technical Journal summaries:** One respondent suggested that OzonAction provide regular summaries of recent journal paper/articles on HCFC/HFC issues.
- **Alphabetical list of topics on OzonAction website:** It was suggested that the 'Resources' section on OzonAction webpage also provide a very comprehensive alphabetical list of topics, so users could simply click on the topic of interest rather than going into the search function.
- **Specific language versions of the RAC technician video application:** Requested by one respondent.
- **Training workshop to outreach all material produced to outreach to all NOUs and IAs:** this idea was proposed by one respondent to the survey.

#### **What Gas? Smartphone Application**

OzonAction has just released a new smartphone application, entitled 'What Gas?'<sup>10</sup>. This new identification tool for ozone depleting substances (ODS) and other alternatives is intended to provide a number of stakeholders, including customs and enforcement officers, National Ozone Officers and refrigeration and air-conditioning technicians with a modern, easy to use tool that can be accessed via a mobile device to facilitate their work in the field, when dealing with or inspecting ODS and alternatives. The app is searchable via a variety of methods. By entering partial information or what is known, the application will provide quick reference information on many aspects of the chemical in question, including: the chemical name and formula; type of chemical, common trade names; various chemical and commodity identifiers (CAS numbers, ASHRAE designation, HS codes, UN numbers, etc.); as well as other useful information such as flammability and other hazards; the ozone depleting and global warming potentials; and if the chemical is controlled under the Montreal Protocol.

This application may fulfil many of the requirements indicated by the two respondents to the survey related to the 'customs pocket booklet' and 'refrigerant encyclopaedia', although OzonAction will of course separately consider these individual suggestions. There was also a request for the link to the old OzonAction 'Trade Names Database' by one respondent; the new 'What Gas?' application supersedes this database.

#### **Box 1 – 'What Gas?' smartphone application**

<sup>10</sup> <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.UNEP.OzonAction.WhatGas&hl=en>

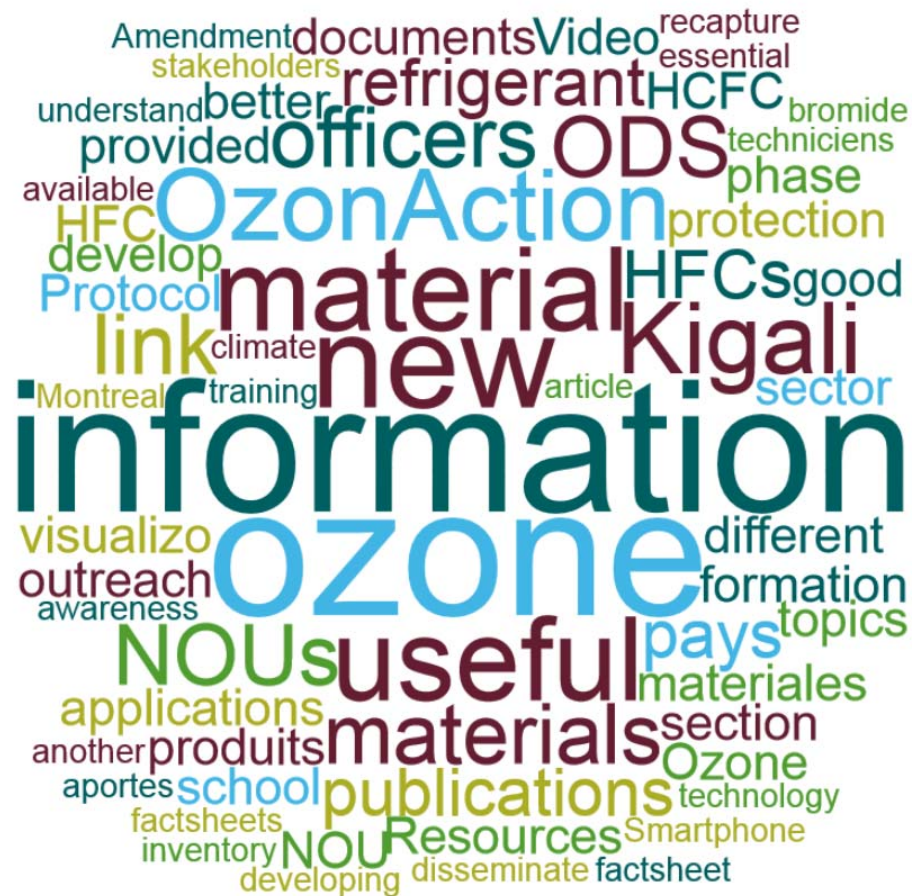


Chart 8 – ‘Word cloud’ generated from all text submitted in relation to suggestions and ideas for new information services/products, illustrating most commonly used words in the submitted texts.

**10. Concluding remarks**

The OzonAction Clearinghouse Survey on publications, information sharing and capacity building tools achieved a good rate of response (186 respondents). The fact that the great majority of respondents (77%) were from developing countries and that the majority (over 59%) were National Ozone Unit staff, coupled with the fact that the other main categories of respondents were a) customs /enforcement officers, b) other government staff and c) RAC technicians can give a level of confidence that the responses provided in the survey can provide a reasonable representation of the needs, wishes and ideas of OzonAction’s main clients.

In general the respondents to the survey were satisfied with the type, quality and range of information services/materials produced by OzonAction. More than 92% of respondents were satisfied or very satisfied with the information services/materials produced, with 86% indicating they frequently use or refer to these. Almost 88% of those surveyed responded that that the information services/materials produced focused on their main issues of concern. Of the 22 information service/materials individually identified in the survey to solicit specific feedback, 18 of these are considered by between 72% and 90% of respondents to be ‘useful’, ‘very useful’ or ‘essential’. Only a very few respondents identified any specific products as ‘not useful’. The most popular and most used information services/materials identified by the respondents to the survey were: OzonAction fact sheets; the Customs Training Manual; the customs poster/quick tool; the Safe Use of HCFC alternatives booklet; and the International Standards in RAC booklet.

The survey revealed that a number of respondents were not aware of some well-established and 'flagship' OzonAction products, this situation was supported by a few comments which suggested OzonAction could better improve its outreach and dissemination methodology.

The three formats that were most favoured by the respondents to the survey were 1) 'short guides, manuals and booklets' and 2) 'fact sheets and briefings' 3) video. The newer and more innovative methods of disseminating information (other than 'videos'), such as social media, webinars and smartphone applications were relatively unpopular in comparison to more traditional formats. These are still relatively new media for many people, although some OzonAction smartphone applications and social media platforms have experienced a high level of popularity.

The four general areas suggested for e-learning (capacity building of NOUs, refrigeration/air-conditioning technicians/engineers, customs and enforcement officers, and equipment owners/potential buyers) were all considered to be important by the respondents to the survey. More than 70% that expressed an opinion, indicated e-learning in all of these categories to be 'extremely useful' or 'very useful'.

There was a high level of satisfaction expressed in relation to the OzonAction side events and initiatives during Montreal Protocol MOP and OEWG meetings. Of the respondents that expressed an opinion, over 90% found all of these events 'useful/interesting', 'very useful and interesting' or 'extremely useful and interesting'.

The most popular category of use of OzonAction information services/materials identified by respondents to the survey was to enhance their own knowledge. Given that the great majority (59%) of survey respondents were NOU staff, this is an important result since NOUs are the main client of the clearinghouse and target audience for the majority of information services/materials produced. Survey respondents also indicated that dissemination of information services/ materials to stakeholders and to colleagues were the second and third most popular uses of these items.

The survey revealed a strong preference/requirement for translation of OzonAction information services/materials into a wide range of languages. While recognised to be useful, this of course can have a significant financial implication.

A proportion of survey respondents (36%) provided suggestions or comments regarding additional proposed target audiences, some suggestions for outreach and general topics/areas of interest which were considered to be important for new information services/products. In addition there were some requests for specific information services/materials to be developed.

## ANNEX

### 1. Overall levels of satisfaction (see section 2 above)

Statement	Number of Respondents				
	Strongly Disagree	Disagree	Neutral	Agree	Strongly agree
In general I am satisfied with OzonAction information services/materials	0	2	11	86	84
I frequently use/refer to OzonAction information services/materials	0	3	19	86	74
OzonAction information services/materials focus on the main issues of concern to me	0	2	19	85	76
I am well informed about the release of new OzonAction information services/materials	1	9	29	74	71
International Ozone Day is an excellent opportunity to outreach OzonAction information services/materials at the national level	1	2	10	48	114
Distribution of printed paper copies of OzonAction publications is still essential	8	21	27	62	63

2. Rating of specific information services/materials by number of respondents (see Section 3 above)

OzonAction information service/material	I am not aware of this product	Not useful	Slightly useful	Useful	Very useful	Essential
OzonAction website (www.unep.org/ozonaction)	8	0	9	58	55	40
OzoNews (twice monthly electronic newsletter)	11	2	9	62	63	22
OzonAction Special Issue (OASI) - annual publication	32	4	11	62	50	20
National Ozone Unit (NOU) Guide	24	0	9	50	61	32
OzonAction fact sheets	16	1	5	44	72	43
OzonAction Kigali Amendment fact sheets	20	1	8	48	62	41
eDOCS+ OzonAction publications smartphone application	34	5	20	50	51	19
International Standards in refrigeration and air-conditioning (RAC) booklet	17	1	8	49	69	37
Safe Use of HCFC alternatives booklet	18	1	5	49	74	34
National Certification schemes for RAC technicians booklet	22	4	8	48	61	32
RAC technician video smartphone application	38	4	13	53	48	21
Refrigerant Management: Special University Course for Future Engineers	45	6	14	40	46	14
Montreal Protocol and Human Health booklet	23	4	15	45	55	24
Phasing-out Methyl Bromide in Developing Countries	16	8	20	55	45	21
Minimising the Quarantine and Pre-shipment (QPS) use of methyl bromide	22	5	27	52	38	17
Customs Training Manual	19	0	5	44	64	49
Customs poster/quick tool	24	2	7	35	63	46
UN Environment/ World Customs Organization Customs online customs training modules (e-learning)	32	4	13	37	55	33
Informal prior informed consent system (iPIC)	25	5	19	60	49	23
Social media Services (YouTube, Facebook, etc)	23	5	21	61	49	17
OzonAction Video News Drops	26	4	15	53	47	17
Ozzy Ozone campaign materials (cartoon books, video, education packs, game)	16	4	12	46	59	28

3. Rating of usefulness of OzonAction side events during Montreal Protocol MOP and OEWG meetings by number of respondents (see Section 4 above)

Event Type	Not useful/ interesting at all	Moderately useful/ interesting	Useful/ interesting	Very useful and interesting	Extremely useful and interesting	N/A
Subject-specific side events (e.g. standards, safety, human health, fisheries)	0	6	35	55	43	27
General 'get-together' events (e.g. NOU breakfast meetings)	3	10	34	46	31	39
Launches of new OzonAction publications/products	0	7	27	58	42	30
OzonAction information/exhibition booth	2	10	33	45	47	28
Bilateral meetings with OzonAction staff	2	8	20	42	63	30

4. Utility of OzonAction e-learning initiatives by number of respondents (see Section 5 above)

E-learning category	Not useful at all	Moderately useful	Useful	Very useful	Extremely useful	N/A
E-learning for capacity building of National Ozone Unit staff	2	14	22	49	79	16
E-learning for refrigeration/air-conditioning technicians/engineers	5	16	25	51	70	15
E-learning for customs and enforcement officers	4	16	21	52	73	16
E-learning for equipment owners/potential buyers	8	15	28	46	66	18

5. Preferred formats of information services/materials. by number of respondents (see Section 6 above)

Format of information services/materials	Preferred option selected by survey respondent*
Comprehensive publications & books	84
Short guides, manuals and booklets	118
Fact sheets and briefings	116
Videos	107
Smartphone applications	41
Posters	59
Updates via social media (e.g. Facebook, twitter etc)	39
Electronic newsletter (OzonNews)	102
Webinars	39
USB sticks containing all new publications etc	93
Other	12

\* Up to four preferred option could be selected

6. Use of information services/materials by number of respondents (see Section 7 above)

Options	Number of Responses
To enhance my own knowledge	172
Translate into national languages	60
Use to produce national publications/tools	99
Upload to website	42
Disseminate to national media	82
Distribute to colleagues	110
Disseminate to stakeholders	136
Other	23



7. Language preferences by number of respondents (see Section 8 above)

Options	Number of Responses
Additional languages not required	48
Arabic	14
Chinese	8
French	46
Russian	7
Spanish	35